

Michel Seymour

**L'Ukraine, la Russie
et
les États-Unis**

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre 1 : Introduction.....	4
Chapitre 2 : Différentes perspectives sur le conflit	13
Deux cadres d'analyse opposés	13
Un choc des civilisations ?.....	16
Chapitre 3 : Les motivations des Russes.....	21
Dénazification, démilitarisation ou identité nationale communément partagée?	21
Des motifs sécuritaires.....	24
Des causes complémentaires.....	25
Le bilan qui s'impose.....	27
Chapitre 4 : Les motivations américaines	31
Un bref retour en arrière	31
Le dollar US comme monnaie de référence.....	32
Combattre l'endettement.....	33
Une source nouvelle d'inflation.....	34
Hausser les taux d'intérêt.....	34
Les causes profondes d'une inflation durable.....	36
Qui vit par la piastre périra par la piastre.....	38
La survie économique par d'autres moyens.....	39
Chapitre 5 : Les promesses de l'OTAN	42
Promesses, Promesses, Promesses.....	42
La stratégie se dévoile.....	44
Chapitre 6 : Le coup d'État de Maïdan	50
Allumer la mèche.....	50
Mettre le feu aux poudres	52
Se faire tirer dans le dos.....	57
Le coup d'État.....	60
Chapitre 7 : L'extrême droite ukrainienne.....	61
Le nombre de combattants d'extrême droite.....	61
Les néo-nazis au gouvernement.....	63
L'élection de Zelensky.....	68
Les USA face aux Néo-nazis	70
Cachez ce malsain que je ne saurais voir.....	72
Chapitre 8 : Ce qui ne fait pas la nouvelle	75
La formule Rand	75
L'avis des experts	77
L'implication américaine en Ukraine	78
Un florilège de mensonges éhontés	83
Chapitre 9 : L'information est une arme	87
Des mensonges à la pelle	87

Mise en branle de la propagande	89
Le Russiagate.....	91
Pitié pour <i>Russia Today</i>	96
Le Canada emboîte le pas	98
La grande prohibition.....	99
Chapitre 10 : Réponses aux sept objections de cinq économistes.....	101
Pattern #1 :Ne pas respecter l'intégrité souveraine de l'Ukraine	103
Pattern # 2 : Traiter l'Ukraine comme un pion américain sur un échiquier géopolitique	107
Pattern #3. Suggérer que la Russie était menacée par l'OTAN	108
Pattern #4. Dire que les États-Unis ne sont pas meilleurs que la Russie.....	110
Pattern #5. Cacher les véritables objectifs de Poutine pour envahir l'Ukraine	111
Pattern #6. Supposer que Poutine veut parvenir à une solution diplomatique	114
Pattern #7. Prétendre qu'en accédant aux demandes russes on peut éviter une guerre nucléaire.....	115
En guise de conclusion	117

Chapitre 1 : Introduction

Le présent ouvrage a été composé dans l'urgence. Cet empressement est celui de vouloir comprendre, et non celui de vouloir intervenir publiquement sur un sujet d'actualité qui attire l'attention des médias. J'ambitionne de réfléchir à la guerre d'Ukraine en faisant tout autre chose que simplement prendre parti en faveur de l'une ou l'autre des entités belligérantes. Si j'ai un parti pris, c'est à l'égard du peuple ukrainien et non de ses dirigeants. Ce parti pris n'est pas le fait d'une simple adhésion intellectuelle à une cause. Il procède plutôt de sentiments d'empathie, de compassion et de souffrance face à la tragédie vécue par ce peuple.

J'ai aussi un parti pris quant à la façon de circonscrire mon sujet. Je veux regarder d'un peu plus près quelle est la responsabilité des dirigeants américains dans l'escalade ayant conduit à ce carnage déshumanisant. Les médias de masse nord-américains nous font voir un côté de la médaille. L'agression russe est documentée, décrite et dénoncée en détail. Rien n'échappe à notre attention : la brutalité, la violence, les exactions. Nos reporters sont sur place pour nous décrire la tristesse, la désolation et la mort.

Ma propre réflexion s'inscrit dans le temps long. Je me propose d'opérer un certain recul pour chercher à comprendre ce qui est arrivé. Je veux proposer une réflexion critique, malgré les émotions qui, à chaque jour, m'envahissent. Pour la première fois, ma vie intellectuelle a presque entièrement été habitée par l'horreur de la guerre : non pas, bien sûr, par ma présence sur le terrain des opérations, mais bien par la prise de conscience d'un univers ambiant dans lequel les dirigeants, les médias de masse et une certaine intelligentsia tiennent tous le même discours. C'est un peu comme si le pays entier était en guerre. Pour ces personnes qui ne sont pas, elles non plus, au cœur des combats, la cible de prédilection est la personne qui ose tenir un propos dissident et qui ne rentre pas dans le rang.

J'étais trop jeune pour m'engager à l'époque de la guerre du Vietnam. J'étais bien sûr dans les rues pour contester à – 20 degrés centigrades la guerre d'Irak, mais à l'époque, le Canada, comme la France, n'emboîtaient pas le pas imposé par les USA. Cette fois-ci, l'Occident est pour ainsi dire tout entier engagé dans la guerre. À tout le moins, un climat de guerre s'est installé. Dans ce contexte, la question se pose : peut-on tolérer d'écouter le propos d'un avocat du diable? Les voix critiques doivent-elles être toutes rangées dans la catégorie des complotistes véhiculant de la désinformation? La démocratie peut-elle permettre d'accueillir un propos qui ne cadre pas avec la doxa?

Alors qu'il est facile en temps de guerre d'imposer une vision manichéenne tranchée, je me propose d'imposer de manière radicale une perspective qui oblige les opposants à la Russie à un peu plus de retenue et de nuances. J'interviens malgré le danger de me retrouver en situation minoritaire, refoulé dans les marges du discours public et catalogué comme étant partisan de Vladimir Poutine. J'interviens malgré le risque que mes prises de position ne soient pas perçues comme étant elles aussi motivées par un sentiment de

solidarité à l'égard du peuple ukrainien. Même si je risque d'être mis à l'écart d'une majorité au sein de l'ensemble de la population, je partage pourtant avec elle un sentiment d'indignation à l'égard de ce qui arrive au peuple ukrainien.

Il n'y a pas que de la compassion à l'égard du peuple ukrainien. Il y a aussi le choc de constater le fait que les Russes violent l'intégrité territoriale de l'Ukraine et, ce faisant, posent un geste qui est en violation du droit international. Comment ont-ils pu faire une chose pareille? Comme la plusieurs des analystes, l'invasion de l'Ukraine ne m'était pas apparue possible. Si les troupes russes se massaient le long de la frontière ukrainienne à la fin de 2021, c'était pour alerter l'opinion internationale au sujet de la volonté américaine d'inclure l'Ukraine dans l'OTAN.

J'ai cependant pour ma part dès le début du conflit eu l'intuition profonde que les États-Unis se servaient du peuple ukrainien pour engager la guerre face à la Russie. Il s'agissait d'une guerre par procuration et on allait faire des Ukrainiens de la chair à canon. Je n'ai pas cédé aux propos ne s'appuyant que sur l'émotion ressentie à la vue de l'horreur qui nous était rapportée, car je soupçonnais que c'était une émotion qu'une certaine propagande voulait bien instrumentaliser. Les Américains s'indignaient de ce qui était en train de se passer à l'autre bout du monde, un peu comme s'ils étaient des spectateurs distanciés, mais je sentais qu'ils étaient ceux qui avaient allumé la mèche dans l'espoir de mettre le feu aux poudres, pour pouvoir ensuite jeter de l'huile sur le feu.

Le présent ouvrage est un plaidoyer dans lequel j'étaye cette perception. L'idée que des centaines de milliers de vies sont sacrifiées et que des millions de personnes vivent à chaque seconde dans l'angoisse de leur propre disparition m'habite depuis le 24 février 2022. C'est un bouleversement qui est présent à chacune des pages de ce livre. La douleur ressentie face à l'expérience de l'absurdité de la guerre est ce qui a motivé l'écriture de ce livre. Il fallait chercher à comprendre comment on en était arrivé là.

Les politiciens, les médias et les citoyens qui, dans un même élan, se sont révoltés contre l'agression russe n'ont pas le monopole de l'indignation. J'éprouve des sentiments semblables, mais que je canalise autrement. En cédant à l'émotion les yeux braqués sur les événements, on risque d'être manipulés à cause de l'ignorance des enjeux géopolitiques qui se déploient à notre insu. Loin d'être non responsables, les États-Unis peuvent être accusés d'avoir agi de façon irresponsable en faisant tout pour qu'un conflit éclate. Cela n'évacue pas la responsabilité russe, mais cela permet peut-être de jeter un regard douloureux sur certaines propensions russophobes profondes.

C'est le souci, l'empathie et la compassion pour nos frères et sœurs humains qui motivent l'intérêt accru que j'ai accordé à l'égard des enjeux géopolitiques. Plus on s'avance dans la compréhension de ces enjeux, plus on saisit toute l'horreur du monde. Il faut donc une bonne dose de détermination pour maintenir un regard bien campé sur ces réalités. Il serait bien plus tentant de fermer boutique et moins risqué de reproduire le sentiment communément partagé. Le temps que l'on consacre à la géopolitique est un temps accordé à l'ouverture, à l'élargissement de nos horizons. C'est aussi un temps mis à l'examen de ce qui est invisible, caché. Les stratégies géopolitiques ne se laissent pas

appréhendées aisément. On doit mettre beaucoup de temps à tenter de les comprendre. Cela nous rend vulnérable à l'accusation de construire de toute pièce des scénarios complotistes, à voir des entreprises machiavéliques là où il n'y aurait que la vérité saisissable au premier degré. Les théories complotistes pullulent et la méfiance à leur endroit a fini par aboutir à un discours dénonciateur qui est aussi répandu que les théories complotistes elles-mêmes. C'est un discours qui finit par nier l'existence même de tout complot.

L'une des premières leçons apprises est de ne pas céder aux bons sentiments qui font l'unanimité, car on risque très souvent d'être manipulé. Les bons sentiments sont un alibi commode qui permet de disposer aisément de la géopolitique. On poursuit notre train-train quotidien en toute ignorance de cause jusqu'à ce qu'un événement international fasse la nouvelle. On accorde quelques secondes d'attention à l'horreur qui nous est présentée, et on reproduit le sentiment que le reportage suscite, comme pour témoigner de notre conscientisation politique. Ce mimétisme est sécurisant et tout discours dissident est alors perçu comme le propos d'une brebis égarée, d'un mouton enragé, voire d'un mouton noir qui a le culot de prétendre que le troupeau est conduit tout droit à l'abattoir de l'ignorance.

Un très bon exemple de faux bon sentiment nous est donné par l'attitude de certains politiciens à l'égard des peuples autochtones. Quand on ne s'intéresse pas aux peuples autochtones, le positionnement est facile. Il suffit, lors d'un événement public, de déclarer qu'on est en territoire non cédé, et le tour est joué. On se croit dédouané de toute autre obligation, alors que l'essentiel n'a même pas encore commencé à être pris en compte. Je n'ai rien contre les déclarations symboliques ou l'expression de bons sentiments, mais il s'agit de bonnes intentions et, comme chacun sait, l'enfer en est pavé. Le problème est que le geste purement symbolique peut être au service d'une volonté sous-jacente de ne vouloir rien faire d'autre que cela. La propension généralisée à déclarer être sur un territoire non cédé est inversement proportionnelle à l'inertie ou l'indifférence à l'égard des enjeux de fond. Ainsi, presque personne n'est intervenu pour critiquer le choix canadien d'incorporer la *Déclaration sur les droits des peuples autochtones* de 2007 au corpus juridique canadien sous la forme d'une simple loi, au lieu d'en faire un chapitre au sein de la constitution canadienne. La subordination de cette loi (C-15) à l'article 35 de la constitution déjà existante a pourtant comme effet de ne pas permettre la réouverture des traités numérotés des années 1870 pour déterminer s'ils ont été conclus préalablement, librement et en toute connaissance de cause. L'article 2 de la loi précise en effet que l'on ne doit pas porter atteinte aux traités déjà existants.

Un autre exemple nous est donné par l'attitude des politiciens à l'égard du contrôle des armes à feu. C'est bien connu, ceux qui sont contre toute espèce de contrôle des armes à feu peuvent avoir des « *thoughts and prayers* » pour la famille d'un Afro-américain tué par un suprémaciste blanc.

De la même manière, quand on ne s'intéresse pas à la géopolitique et qu'un événement majeur survient et occupe soudainement tout l'espace médiatique, le positionnement est là aussi très facile. On est pour le bien et contre le mal. On s'indigne de ce qui vient de se

produire et on blâme tout de suite l'assaillant, ce qui est particulièrement facile surtout si l'assaillant est perçu d'avance comme un voyou. Le problème est cependant le suivant. Vu que vous ne vous occupez pas de géopolitique, il se peut que la géopolitique soit en train de s'occuper de vous.

Prenez alors maintenant l'exemple de l'Ukraine qui fait l'objet du présent ouvrage. Depuis la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique, l'OTAN qui fut créée pour contrer toute menace soviétique n'avait plus sa raison d'être. Et pourtant, elle fut maintenue. Les USA ont ensuite rompu leur engagement de ne pas élargir l'OTAN au-delà de la frontière de l'Allemagne. Je développe ce point de vue en détail au chapitre 5. Les nouveaux pays membres qui s'y sont joints par la suite ont encerclé toujours de plus en plus la Russie. Sous la pression des États-Unis qui ont pourtant ravagé l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, le Liban, la Syrie, la Somalie et le Yémen, on préconisa ouvertement dès 2008 l'inclusion de la Géorgie et de l'Ukraine au sein de l'OTAN.

L'Ours russe a entretemps repris du poil économique de la bête. Il a élargi sa zone d'influence économique en Europe et en Afrique. Il est intervenu en gendarme, lui aussi, notamment en Syrie et en Azerbaïdjan. Il dispose maintenant de plus de missiles que les États-Unis. Il veut sécuriser son environnement immédiat et s'oppose farouchement à l'inclusion de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'OTAN. Survient alors la révolution du Maïdan en 2014 donnant lieu à un coup d'État que les États-Unis ont contribué à fomenter. Ce thème fait l'objet du chapitre 6. L'Ukraine a plus que jamais été désireuse de se joindre à l'OTAN. En réaction à cela, voulant sécuriser sa base navale à Sébastopol, la Russie prise de panique s'est emparée de la Crimée, une péninsule composée presque exclusivement de russophones que l'empire soviétique avait donné à la République ukrainienne de l'URSS 60 ans plus tôt. Des enjeux sécuritaires entraînent en ligne de compte. Les ambitions géopolitiques de l'adversaire étatsunien venaient perturber la stabilité politique existante. Et pourtant, la seule chose qui soit parvenue à nos oreilles dans les médias de masse est cette mainmise russe sur la Crimée, venue semble-t-il de nulle part.

À la fin de 2021, Poutine avait non seulement mobilisé une armée de 150 000 hommes pour que l'opinion publique internationale soit alertée et sensibilisée au problème de l'inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN, il avait aussi énoncé clairement ses exigences aux Américains sous la forme d'un document dans lequel la Russie réitérait son refus de voir l'Ukraine intégrer l'OTAN. Or, les Américains ont balayé cette proposition du revers de la main. La seule question qui se posait dans les médias de masse était la suivante : le dictateur Poutine va-t-il oui ou non tenter de conquérir les territoires perdus de l'URSS et envahir l'Ukraine? Les infos pertinentes sont passées sous l'écran radar. On ne nous a rapporté que les événements qui étaient en train de se produire, sans nous offrir le recul nécessaire permettant de comprendre comment on en était arrivé là. C'est seulement l'opération militaire spéciale (OMS) du 24 février 2022 qui fit la nouvelle.

Toujours est-il que l'impensable, l'inimaginable et l'intolérable sont quand même survenus. Poutine a engagé son pays dans une opération militaire en Ukraine. Les projecteurs médiatiques ont été braqués sur la nouvelle. Tout le monde s'est indigné et on

a blâmé Moscou. Il était très difficile de ne pas leur faire porter le blâme. Cette opération était choquante, révoltante et objectivement condamnable. Tout en partageant cette réaction, je voulais cependant comprendre.

Pire, tout au long de l'opération, des exactions furent commises. Des exécutions sommaires de civils furent rapportées. Là encore, je ressentais plus qu'un certain malaise. On sélectionnait seulement les exactions commises par les Russes en omettant bien soigneusement de souligner celles qui sont commises par les Ukrainiens. Ce *cherry picking* simplifiait considérablement l'analyse et nous confortait dans notre sentiment moral initial. Nous avons bel et bien affaire à une opposition entre le bien et le mal. Ne faut-il pas avoir de l'empathie pour le peuple ukrainien? Bien évidemment, mais il ne suffit pas d'avoir de l'empathie et de l'exprimer surtout quand cette empathie procède d'un sentiment d'indignation visant seulement l'ours russe, car on fait alors l'impasse sur l'éléphant dans la pièce, l'État américain.

D'aucuns diront que la politique internationale n'est pas une affaire de morale. Je dirais plutôt que la morale n'est pas seulement une affaire de sentiments. Je ne souscris pas à l'émotivisme compris en tant que conception méta-éthique. Nos émotions doivent être réfléchies et doivent être soumises à l'épreuve d'une juste compréhension des faits et, en l'occurrence ici, ces faits sont d'ordre géopolitique. Or, ce sont des faits complexes difficiles à décortiquer parce que nos gouvernements choisissent de ne pas nous tenir au courant des tenants et aboutissants de leurs décisions. Ces dernières sont d'ailleurs très souvent cachées et ce, au nom de la « sécurité nationale ».

Les gens qui ne s'intéressent pour ainsi dire jamais à la politique internationale sont donc des proies faciles vulnérables à la propagande. Face à la nouvelle qui n'est rien de plus qu'un événement rapporté sans aucun recul, les citoyens ont soudainement tous une opinion. Les préjugés sortent du placard, les idées superficielles s'énoncent. La division manichéenne du monde entre bons et méchants est de bon secours et est fort sécurisante quand tous parlent d'une seule voix. On est moralement impeccable et on ne peut être accusé de quoi que ce soit. Les voix dissidentes doivent être exclues. Quand on s'en tient aux bons sentiments, la prise de position est donc parfaitement simple. Il faut rendre la Russie responsable de ce qui arrive en se faisant de Poutine une image qui est, elle aussi, simplifiée : c'est un tyran dictateur fou, issu du KGB, qui est assoiffé de sang et qui ne rêve qu'à reconquérir les territoires perdus de l'URSS. On n'aperçoit pas la russophobie qui s'insinue dans cette caricature. Ceux qui ont une compréhension plus complexe des événements sont rangés du côté des pro-Poutine et considérés comme des idiots utiles qui reproduisent sa propagande.

Le problème est que je ne suis pas du côté de Poutine. Si je vivais en Russie, je serais parmi les dissidents politiques. En outre, la Russie est peut-être une « démocratie autoritaire », ainsi que le suggère Emmanuel Todd. En ce sens, la population qui, dans une certaine mesure, exerce ses libertés politiques, ne le fait peut-être pas en pleine connaissance de cause. Mais en même temps, cette population aime très majoritairement un leader fort, nationaliste, et elle peut vouloir réélire Poutine pour cette raison. Plusieurs

vivent cette situation comme une chape de plomb (ce serait sans doute mon cas), mais la population russe dans son ensemble ne semble pas partager ce sentiment.

La « dictature » imposée en Russie a longtemps été présentée comme étant celle du prolétariat. L'erreur aura été de penser que seule une élite était en mesure de savoir quels étaient les intérêts de ce prolétariat. L'horreur aura été d'envoyer des millions de gens dans les goulags en les soumettant à des travaux forcés. Ces moments sombres de l'histoire russe ne sont jamais loin et ils doivent sans cesse être rappelés. Il est aussi particulièrement important de tenir compte du contexte relativement récent de l'implosion de l'empire, qui fut une source gigantesque d'humiliation pour le peuple russe. Il faut enfin aussi et surtout tenir compte des envahissements de la Russie venant de l'Ouest survenus au XX^e siècle. La Russie a en effet par le passé été la victime réelle d'agressions venant de l'Ouest qui passaient justement par l'Ukraine. Plusieurs millions de russes ont perdu la vie suite à ces agressions. La 2^e guerre mondiale a entraîné plus de 25 millions de soldats et de civils russes dans la mort. Ne peut-on pas comprendre la paranoïa qui agite la Russie, elle qui a été souvent envahie par la voie de l'Ukraine? N'ont-ils pas raison de se sentir menacés par les boucliers anti-missiles installés en Pologne et en Roumanie? Devraient-ils admettre que des missiles puissent être éventuellement installés en Ukraine? Ce pays n'était-il pas un membre de facto de l'OTAN? Ne devraient-ils pas se sentir menacés par l'OTAN? Les États-Unis qui dominent les décisions prises à l'OTAN n'ont-ils pas souvent procédé à des attaques préventives? La panique de Moscou ne fait-elle pas écho à celle des États-Unis survenue à Cuba en 1962, quand les Russes ont voulu y installer des missiles? Le chapitre 8 présente le rôle de l'OTAN et des États-Unis comme initiateur d'une escalade ayant à chaque étape fait réagir la Russie. Pour démontrer cela, je m'appuierai essentiellement sur des sources venant de l'Occident.

Il faut comprendre ce qui se passe et les causes du conflit pour apporter de bonnes solutions. L'envahissement de l'Ukraine est inacceptable, mais comment comprendre ce qui se passe? Avons-nous affaire à un personnage qui n'a qu'une seule idée en tête et qui cherche à reconquérir une partie du territoire perdu de l'URSS, ou sommes-nous en présence d'une classe dirigeante paniquée à l'idée de voir l'OTAN s'installer à la frontière russe? Si la seconde option est la bonne, l'espoir d'une paix retrouvée réside dans un cessez-le-feu, dans l'engagement solennel de ne pas inclure l'Ukraine dans l'OTAN, dans l'élimination des armes qui pointent en direction de Moscou installées dans les pays limitrophes depuis 1997 et dans l'élimination progressive, de part et d'autre, des armes de destruction massive. Cette solution repose notamment sur l'idée que les causes du conflit s'expliquent en grande partie par le comportement des États-Unis qui cherchent à provoquer Moscou, et qui le font pour des raisons diverses qu'il faudra examiner. Je procéderai à l'examen de ces causes profondes au chapitre 4.

La communauté internationale s'est élevée contre la guerre en Irak, mais la plupart des gens au sein de la population n'ont jamais compris les enjeux géopolitiques sous-jacents. Plusieurs pensent que l'intervention de 2003 était motivée par la croyance sincère bien qu'erronée dans l'existence d'armes de destruction massive. Les dirigeants américains se seraient aussi sincèrement trompés en attribuant à Saddam Hussein la responsabilité

d'une conspiration avec Al Qaeda pour détruire les deux tours du World Trade Center (WTC). Ils auraient sincèrement pensé que l'Irak importait de l'uranium en provenance de l'Afrique. L'interventionnisme américain, bien que mal informé, aurait été bien intentionné, alors que l'intervention russe en Ukraine serait parfaitement malveillante¹.

D'autres renverront dos à dos Russes et Américains en comparant l'intervention américaine en Irak à l'intervention russe en Ukraine. Rappelons toutefois que les interventions américaines en Irak ont fait plus d'un million de morts depuis 1991. Signalons aussi que l'intervention en Irak de 2003 n'était pas provoquée alors que, comme nous allons le démontrer, l'intervention russe était une réaction à une provocation des Américains. En fait, ces derniers n'ont pas fait que provoquer les Russes. Ils ont tout fait pour provoquer la guerre et tout fait pour que les Russes s'engagent dans cette guerre. Nous allons voir qu'ils ont aussi tout fait pour qu'elle se poursuive.

Pour se faire une opinion sur le conflit, on peut être tenté de s'en tenir à une comparaison entre la politique interne des États-Unis et la politique interne de la Russie. Le fait qu'à l'interne, on soit tenté malgré tous les défauts du premier de le préférer au second, on se sert de ce fait pour justifier notre position dans le conflit. Et pourtant, la géopolitique ne se réduit pas à la politique internationale comparée. Il faut faire de la géopolitique pour tenir compte des relations externes de pouvoir entre les États et non seulement pour comparer les régimes dans leur fonctionnement à l'interne. Il y a certes un contraste frappant entre les démocraties occidentales et la Russie au niveau des droits de la personne. Les États-Unis ont toutefois d'autres types de reproches à se faire. Ils interviennent par des coups d'État militaires, des sanctions ou le pillage des ressources un peu partout dans le monde. La « démocratie » dont ils font la promotion est souvent un cheval de Troie pour les USA. C'est une porte d'entrée pour faire plier les pays à leurs quatre volontés et pour exploiter leurs ressources avec l'aide de leurs entreprises multinationales.

Si les Russes excellent dans la violation des droits individuels des personnes, les États-Unis excellent dans la violation des droits collectifs des peuples. On rétorquera que Poutine aussi s'en prend aux droits des peuples, car il est intervenu en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie et en Ukraine. Mais les États-Unis s'en prennent eux aussi aux droits individuels : au journaliste Julian Assange, aux sonneurs d'alerte Edward Snowden, Daniel Hale et Chelsea Manning, et ils ont pratiqué la torture dans les prisons de Guantanamo et d'Abu Ghraïb.

Ne vaut-il quand même pas mieux de vivre aux États-Unis plutôt que de vivre en Russie? Certes, mais il vaut mieux vivre en Russie plutôt que dans les pays que les États-Unis ont décimés (le Japon d'Hiroshima ou de Nagasaki en 1945, l'Irak de 2003, la Libye de 2011, la Syrie de 2014) ou qu'ils ont contribué à décimer (la Palestine depuis 1948 et le Yémen depuis 2014).

¹ Le projet d'envahir l'Irak et d'autres pays du Moyen-Orient existait depuis au moins 1991.
https://www.youtube.com/watch?v=TY2DKzastu8&ab_channel=FORA.tv

L'Ukraine n'a-t-elle pas le droit à l'autodétermination? Sans aucun doute, mais justement pour cette raison, elle ne devrait pas se laisser instrumentaliser par les États-Unis. En outre, le droit à l'autodétermination, comme tous les droits, est contraint par les autres droits (sécurité, respect des minorités, hospitalité à l'égard des immigrants, etc.) Les pays ont en outre le droit de demander de se joindre à l'OTAN, mais les pays de l'OTAN ont aussi le droit et parfois même le devoir de les refuser. Ils doivent se demander si c'est une bonne idée ou s'il n'y a pas un risque d'engendrer de l'instabilité. En somme, abandonner sa souveraineté au commandement des États-Unis n'est peut-être pas la bonne façon de s'autodéterminer.

Certains feront valoir qu'en vertu de la Conférence d'Helsinki en 1975, Moscou a entériné le choix des pays de choisir leur alliance. La Russie doit donc laisser aux pays le soin de choisir ce qui leur convient à cet égard. À ce propos, on a sans doute raison d'affirmer que la Russie n'a pas le droit d'avoir une zone d'influence. Ce n'est pas un droit que les peuples peuvent réclamer. Cela n'a toutefois pas empêché les Américains d'appliquer la doctrine Monroe en vertu de laquelle l'intervention de l'Europe dans les Amériques est inacceptable. Ils ont instauré une zone d'influence dans les Amériques. Les Russes pourraient alors vouloir eux aussi avoir une zone d'influence. Mais de toute façon, les Russes réclament d'abord et avant tout une zone de sécurité. Ils demandent à ce qu'un fusil ne soit pas placé sur leur tempe. Je reviens sur ce point au chapitre 3.

Les pays ont le droit de choisir leurs alliances, mais pour éviter l'escalade guerrière, ils ont peut-être parfois avantage à rester non alignés, car c'est souvent aussi la meilleure chose à faire pour leur sécurité, de même que pour l'humanité entière. En choisissant de s'en remettre à l'OTAN, les dirigeants ukrainiens ont renoncé à leur autonomie au profit d'une organisation qui est hostile à la Russie. La « gauche ukrainienne » qui choisit l'OTAN et décide en fait de jeter son dévolu sur les États-Unis donne du crédit au rêve américain d'un monde unipolaire et d'une hégémonie planétaire. Est-ce alors vraiment une position de gauche?

On voudra rétorquer que la démocratie requiert d'accepter le choix du peuple ukrainien de toute façon. Certes, mais la démocratie commandait peut-être aussi de s'en remettre à des élections présidentielles plus tard en 2014 et non d'autoriser un coup d'État. Elle exigeait aussi de se conformer à la constitution et de suivre les procédures exigées pour la destitution du président. Elle supposait aussi d'admettre des partis d'opposition et non de légiférer sur leur interdiction. Elle supposait aussi de ne pas fermer les médias hostiles au régime et commandait de respecter les droits linguistiques minoritaires.

Que dire des explications officielles de Poutine au sujet de la dénazification, de la démilitarisation et de l'idée d'une identité historique unique (ukrainienne et russe) communément partagées? Il faut voir de plus près ce qu'il en est. Peut-être que Poutine réagit à l'idéal américain d'un monde unipolaire et d'une hégémonie planétaire. Les véritables enjeux ont peut-être un caractère géopolitique. La Russie et les États-Unis mènent ce combat en marge des médias de masse. Je reviendrai aussi au chapitre 3 pour examiner quelles sont les motivations réelles de la Russie.

Pourquoi maintenir à tout prix le projet d'inclure l'Ukraine dans l'OTAN? Le président Obama avait lui-même estimé que l'intérêt de la région pour la Russie était bien plus grand que l'intérêt qu'elle représentait pour les États-Unis. Quels étaient les intérêts américains? Le présent ouvrage cherche à apporter quelques réponses à cette question. En poursuivant cette piste de réflexion au chapitre 4, on découvrira toute l'ampleur de la responsabilité américaine.

Alors que les événements horribles d'Ukraine font la une des bulletins de nouvelles, les agissements des Américains passent sous l'écran-radar. Ils ont pourtant tout détruit sur leur passage au Moyen-Orient. Ils sortent à peine d'une guerre ayant duré vingt ans en Afghanistan et ayant fait des dizaines de milliers de morts. Ils sont encore présents sur le territoire de la Syrie. Ils sont encore engagés aux côtés de l'Arabie saoudite dans une guerre sanglante au Yémen. Ils sont même installés à Taiwan, une île qui fait partie de la Chine. Ils ont des navires de guerre en mer de Chine. Ils installent des bases militaires dans les Philippines. Ils appuient sans relâche Israël qui opprime pourtant, quotidiennement et depuis des dizaines d'années, le peuple palestinien. Les sanctions imposées au Venezuela ont abouti à plus de 40 000 décès. Plus de 40 pays dans le monde font l'objet de sanctions américaines. Les Américains se sont livrés à plus d'une centaine d'interventions militaires depuis 1991. Mais ce qui fait la nouvelle, ce sont les ingérences possibles de la Chine dans les élections canadiennes ou les ingérences de la Russie aux États-Unis. Ce sont les ballons chinois ou les bombes russes qui font la une des journaux.

Les Américains ne viennent-ils pas en aide à l'Ukraine pour protéger la démocratie? Si le lecteur a un doute à ce sujet, il pourra jeter un coup bienveillant sur ce livre. Il aura l'ouverture nécessaire pour partager mon scepticisme, car mon ouvrage propose une critique de l'unanimité ambiante qui est partout présent en Occident. Je discuterai au chapitre 9 du parti pris partout présent dans les médias de masse.

Pour terminer cette introduction, je me dois de souligner que mon livre n'est pas l'expression d'un anti-américanisme. Je suis de culture nord-américaine. Je suis même un aculturé de la chanson anglophone et du cinéma américain. J'ai à l'occasion de mes études postdoctorales vécu deux ans à Los Angeles. Je mets régulièrement les pieds à New York. J'ai aussi et surtout développé dans mon domaine d'étude une expertise dans la philosophie anglo-américaine. Depuis le début de ma carrière, je n'ai cessé d'utiliser des ouvrages écrits en langue anglaise produits aux États-Unis. Les universités américaines sont à mes yeux parmi les meilleures du monde. Ma position est plutôt que les États-Unis sont, ainsi que le suggère Leonard Cohen dans sa chanson « Democracy », « *the cradle of the best and of the worst* ». Ma critique n'est donc pas fondée sur l'américanophobie, car il s'agit plutôt d'un rapport amour-haine avec les États-Unis.

Chapitre 2 : Différentes perspectives sur le conflit

Nous sommes tous bouleversés par ce qui arrive en Ukraine. La seule motivation pour intervenir politiquement doit être de vouloir se porter à la défense du peuple ukrainien. Comment lui venir en aide? Comment sauver des vies? Comment interrompre le massacre? Comment mettre fin à cette guerre? Peut-on envisager une résolution du conflit qui préserve l'indépendance, l'autonomie et la souveraineté du peuple ukrainien? Nous sommes habités par un certain sentiment d'impuissance, combiné à de la compassion à l'égard de ce peuple qui cherche à préserver ses droits en tant que peuple. Pouvons-nous défendre la diplomatie, promouvoir les négociations et restaurer la paix?

Deux cadres d'analyse opposés

Si tous partagent plus ou moins ces mêmes sentiments, nous le faisons cependant avec des cadres d'analyse radicalement divergents. Pour certains, le bon cadre d'analyse pour comprendre ce qui se passe est celui reposant sur l'image d'un individu en train de commettre un crime. Au moment où il est en train de poser ce geste, la seule question qui se pose est de savoir si nous avons oui ou non le courage moral d'intervenir pour mettre fin au carnage. On peut certes épiloguer sur ce qui explique son comportement. L'individu a peut-être subi tout au long de son jeune âge de l'humiliation, de l'oppression, des agressions répétées. Il a peut-être été abusé. Ce sont ces souffrances vécues au tout jeune âge qui expliquent peut-être pourquoi il en est venu plus tard à commettre l'irréparable. Mais de telles explications ne changent rien eu égard à la responsabilité du crime qu'il est en train de commettre, et c'est la raison pour laquelle il faut intervenir. Nous en avons la responsabilité morale. Cette approche personnifie le criminel, identifie une victime, délimite le problème à l'intérieur d'un espace spécifique où l'agression est en train d'être commise, et circonscrit le tout dans le cadre d'un temps bien déterminé.

Ainsi, une agression de l'Ukraine est survenue le 24 février 2022 et elle a été ordonnée par Vladimir Poutine. Cet individu est un ancien du KGB qui a, plus jeune, vécu très douloureusement la dissolution de l'URSS. Il semble vouloir réparer cette humiliation et reconquérir les territoires perdus. Son action est criminelle et est en train d'être commise. On peut donc s'en tenir à la cause proximale et on fait l'impasse sur la cause distale. Le seul enjeu consiste à déterminer ce que nous allons faire contre lui : des sanctions économiques, de l'aide militaire à l'Ukraine, voire un changement de régime qui le délogerait du pouvoir? Les enjeux ne sont pas si compliqués. Si on les complique, on est alors, volontairement ou non, de facto complice de l'agression, et nous agissons de manière irresponsable à l'égard de ce qui se présente comme le mal. Il faut être à l'écoute de nos émotions morales et agir rapidement. Le temps n'est plus à la négociation, à la tergiversation, à la diplomatie, au compromis et au réalisme, mais bien à l'intervention rapide et directe, motivée par nos idéaux de paix et de liberté. C'est ce cadre d'analyse qui domine les médias de masse.

Il existe une autre approche qui, celle-là, cherche d'emblée à comprendre comment on en est arrivé là. Le même sentiment d'urgence est canalisé autrement, parce que l'on soupçonne dès le départ que la responsabilité est à tout le moins partagée. C'est une approche qui appréhende les enjeux dans une perspective régionale élargie devant tenir compte des intérêts des uns et des autres. C'est aussi une approche qui s'inscrit dans le temps long. Tout en cherchant le moyen d'obtenir vite un cessez-le-feu, on remonte dans le temps pour saisir les origines profondes sous-jacentes du conflit et nos actions présentes sont motivées par la volonté d'obtenir le plus rapidement possible une solution qui rétablirait une paix durable, voire définitive, et qui viserait à corriger les erreurs anciennes commises de part et d'autre. C'est donc une approche qui, d'emblée, tient compte de la complexité du problème et du fait qu'elle appelle une solution elle-même complexe. Ce doit aussi être une solution diplomatique et politique et non interventionniste et militaire, et elle doit être discutée et négociée même en plein conflit. C'est une approche qui recherche d'abord et avant tout la stabilité, le compromis et l'équilibre. C'est une approche qui se veut autant réaliste qu'idéaliste, ce qui implique d'être ouvert à la nécessité d'instaurer des '*buffer zones*' entre les grandes puissances et d'adopter des solutions pacifistes qui tiennent compte des frontières et des intérêts sécuritaires des uns et des autres. Selon ce point de vue, on est engagé dans une escalade néfaste et dangereuse entretenue de part et d'autre et, pour y mettre fin, il faut impérativement favoriser par tous les moyens une désescalade.

C'est cette seconde approche que je favorise mais elle est marginale, délégitimée et même censurée. Aux États-Unis, ceux qui, comme l'ex-candidate à l'investiture démocrate Tulsi Gabbard, l'ont défendue ont rapidement été accusés de trahison. Ces opinions, aujourd'hui dissidentes et reléguées à la marge dans les plateformes électroniques alternatives, étaient autrefois pourtant celles de plusieurs intervenants politiques et universitaires. L'extension de l'OTAN jusqu'à la frontière russe était et est toujours, pour la plupart d'entre eux, une entreprise périlleuse qui est extrêmement hasardeuse et dans laquelle il valait mieux ne pas s'aventurer. Je reviendrai au chapitre 8 sur les propos que certains d'entre eux ont tenus.

Je voudrais dire qu'il existe un peuple ukrainien, qu'il forme un État-nation et que cet État a le droit à l'autodétermination. L'invasion de la Russie en Ukraine est en soi un fait inacceptable qui appelle réparation. Cette intervention militaire entraîne dans son sillage le malheur, la désolation et la mort. On considère toutefois suspectes les voix dissidentes face au discours ambiant et on a tendance à les placer dans le camp des pro-Poutine et contre l'Ukraine. Se pourrait-il cependant que ces dissidents soient plutôt des défenseurs acharnés de la paix et de la désescalade, et des opposants acharnés à l'idéologie manichéenne du choc des civilisations? Se pourrait-il qu'ils soient tout simplement des citoyens suffisamment capables d'autocritiques pour apercevoir que l'une des causes du conflit est une certaine russophobie entretenue depuis des décennies par les États-Unis? Se pourrait-il que le conflit oppose non pas la Russie et l'Ukraine mais bien, au fond, la Russie et les États-Unis? Si on est contre la guerre d'Ukraine et pour l'autonomie de ce pays, ne faut-il pas s'opposer aux mesures qui jettent de l'huile sur le feu, qui favorisent l'escalade et qui risquent d'amplifier la désolation, le malheur et la mort? Ceux qui

applaudissent les sanctions, qui favorisent l'aide militaire, qui préconisent un *no fly zone*² ou un changement de régime ne sont-ils pas de facto complices de l'impérialisme américain? Ne sont-ils pas, au fond, solidaires de la guerre par procuration que les Américains mènent contre les Russes jusqu'au dernier Ukrainien? Ne faut-il pas que les États-nations puissent échapper au maximum à l'emprise de ces deux superpuissances? Ne faut-il pas que les États puissent être non alignés, neutres, hors de l'influence russe mais aussi hors de l'influence de l'OTAN? Dès le début, j'ai senti que cette solution était la meilleure pour l'Ukraine, comme elle a été la meilleure pour l'Autriche, la Finlande ou la Suède, des États qui ont pu prospérer sans être militairement alignés. Mais voilà, cela voulait dire d'être capable de donner en partie raison aux demandes répétées des Russes qui ne veulent pas une Ukraine faisant partie de l'OTAN, et ce, au moment même où les Russes s'engageaient dans une agression dévastatrice et cruelle.

Le retour réflexif sur le passé ne doit pas être comparé au retour sur la jeunesse d'une personne qui a vécu dans une famille dysfonctionnelle. Cette comparaison est problématique parce qu'elle psychologise de façon outrancière les enjeux. Appliquée au conflit russo-ukrainien, elle fait de Poutine un psychopathe. Cela facilite les choses et expédie la condamnation, mais la géopolitique requiert de s'affranchir de ce genre d'explication psychologique pour comprendre les causes véritables du conflit. Il faut rechercher les causes distales, et celles-ci sont d'ordre politique et non psychologique.

Un meilleur exemple est fourni par la situation de la Palestine. Les décennies se succèdent et sur une base quotidienne, le peuple palestinien subit les affres de la répression, de l'oppression et de la domination. Leurs maisons sont détruites ou squattées, leurs oliviers brûlés, leurs enfants emprisonnés, leurs adolescents tués, leur eau polluée, leur électricité rationnée, leur accès à la mer bloqué, etc. Ils font l'objet d'une occupation illégale, d'une colonisation illégale et d'un blocus illégal. Tout cela se passe sans que les médias ne rapportent quoi que ce soit. Et puis, en désespoir de cause, le Hamas lance des roquettes en direction de civils sur le territoire israélien. L'État israélien riposte et soudainement, le conflit entre dans nos chaumières. On est ému, on s'indigne, on cherche un coupable qui est rapidement identifié. C'est le groupe terroriste Hamas qui a commencé. Il vient de commettre un crime de guerre en lançant des roquettes sur les populations civiles. C'est lui l'assaillant et Israël a le droit de se défendre. Ce serait la faute du Hamas. Si la promesse d'un État palestinien n'avance pas, c'est nous dit-on à cause de la difficulté à instaurer la paix.

Quel est le rapport avec la Russie? Il y a mille différences, mais je retiens l'idée de mille provocations conduisant la victime dans une impasse qui l'amène à réagir en commettant un crime de guerre. Même si un crime de guerre est commis, un recul réflexif permettant une vue d'ensemble relativise grandement les choses. La Russie peut être blâmée d'être intervenue militairement en Ukraine en 2022, mais l'OTAN et les États-Unis peuvent peut-être être eux aussi blâmés de les avoir provoqués de multiples façons et depuis

² Cette idée d'un No fly zone proposée par Jean-François Lépine dans *La Presse*, est particulièrement irresponsable. Pour établir une telle zone, il faut détruire les missiles sol-air de l'armée russe qui se trouvent en territoire russe, ce qui revient à déclencher la guerre entre les deux superpuissances nucléaires. Par bonheur, le Pentagone s'y oppose, mais pour encore combien de temps?

plusieurs années. Le Hamas et la Russie peuvent poser des gestes illégaux qui sont des crimes de guerre, mais on peut comprendre davantage la situation en opérant un recul réflexif qui explique comment ils en sont arrivés là.

Les peuples n'ont pas seulement le droit de ne pas être physiquement agressés. Ils ont aussi le droit à la sécurité. Ils ont le droit de ne pas se faire placer un fusil sur la tempe. L'Ukraine était à la remorque des États-Unis depuis au moins 2014. L'armée y était formée, des équipements militaires y étaient installés et le territoire y était fortifié, tout cela avec l'aide de l'OTAN et de son commandement étatsunien hostile à la Russie. L'Ukraine était devenue un membre de facto de l'OTAN. Cela équivalait à l'arrivée d'un individu hostile qui se rapproche de vous en chargeant son fusil avec des balles réelles. Au lieu d'attendre que le fusil lui soit placé sur la tempe, la Russie est intervenue agressivement par mesure préventive.

Un choc des civilisations ?

En plus des perspectives qui ne se concentrent que sur les événements et qui ne savent pas opérer un retour réflexif sur le passé, il y a aussi le fait de proposer un regard sur les choses par le bout d'une seule lorgnette. Depuis la chute des deux tours du WTC, on a par exemple assisté à des clivages importants au sein de la gauche concernant l'accueil devant être réservé à l'islam. Une certaine islamophobie s'est installée. Sans être mise de l'avant par des personnes ouvertement racistes, certaines normes implicitement partagées se sont immiscées dans les comportements de propriétaires, d'employeurs ou de commerçants à l'égard de potentiels locataires, employés ou clients. Les États ont légiféré pour imposer des lois sécuritaires. Une intolérance à l'égard de certaines pratiques religieuses a donné lieu à des lois restrictives. Tout cela a pu conduire à de l'exclusion sociale. Il s'agit d'une certaine méfiance implicite fondée sur la peur.

Il est étonnant de constater à quel point certains dénonciateurs de l'islamophobie peuvent cependant soudainement verser à cœur joie dans la russophobie, ou à tout le moins dans un discours dénonciateur de l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine. Edwy Plenel ne peut être accusé de russophobie, mais il n'a pas eu la même vigilance pour l'Ukraine que celle qu'il avait su démontrer à l'égard de l'islam. Dans son plus récent livre, il renvoie dos à dos l'impérialisme américain à l'appui des régimes autoritaires des colonels et « l'impérialisme russe » présent en Ukraine³. Il présume l'existence d'une volonté russe à conquérir des territoires perdus.

C'est aussi le cas de ceux qui souscrivent non seulement à l'universalité des droits et libertés individuels, mais aussi à la suprématie des droits individuels sur les droits des peuples. Ils récusent avec raison une société fondée sur des valeurs collectivistes affirmant la suprématie des droits collectifs sur les droits individuels, mais ils croient que la seule alternative disponible est l'individualisme moral qui affirme la suprématie des droits individuels.

³ Edwy Plenel, *L'épreuve et la contre-épreuve*, Stock, 2022.

À l'occasion d'un colloque organisé par le *New York Times*, le grand économiste Jeffrey Sachs a osé souligner le lien qui peut exister entre les démocraties libérales individualistes et le caractère belliqueux qu'elles adoptent sur la scène internationale. Si au 19^e siècle, la Grande-Bretagne, alors le pays le plus démocratique, a pu être aussi le pays le plus agresseur à l'échelle internationale, les États-Unis les ont remplacés dans ces deux rôles à partir des années 1950⁴. Quel lien existe-t-il entre les démocraties libérales individualistes et leur comportement impérial et belliqueux dans le monde? La réponse s'impose d'elle-même. Ces pays ont une foi irrationnelle dans la suprématie des droits individuels et c'est en étant imbus de cette certitude qu'ils dénoncent les manquements bien réels des sociétés conservatrices et collectivistes qui carburent au communautarisme. L'individualisme moral se nourrit de ces manquements et cela rend aveugles à toute forme d'autocritique. Vu que les sociétés conservatrices ne respectent pas les droits individuels, il faut les combattre et ne pas céder à la tentation de l'isolationnisme. Les sociétés occidentales ne voient pas leur propre manquement qui nie ou néglige les droits collectifs des peuples. C'est la raison pour laquelle les États-Unis ont pu intervenir militairement un peu partout dans le monde au nom des droits individuels, même si cela allait de pair avec la violation du droit collectif des peuples à l'autodétermination.

L'individualisme et le communautarisme sont comme les deux côtés d'une seule et même pièce. On peut et on doit renvoyer dos à dos leurs prétentions universalistes. Ce sont deux idéologies mortifères. Dans le contexte de la dissolution de l'empire soviétique, les Américains ont cru qu'il fallait accepter en Russie aussi la suprématie des droits individuels. C'était vouloir introduire un corps étranger au sein de cette société conservatrice. Il faut être assez réaliste pour respecter la souveraineté des peuples et pour résister à l'idée de vouloir exporter le modèle libéral individualiste qui caractérise trop souvent l'Occident.

Nous assistons à un conflit entre deux superpuissances : Russie et États-Unis. Les deux entretiennent volontairement un « choc des civilisations ». Nous avons donc d'un côté, l'Occident avec ses valeurs démocratiques, les droits de la personne et l'état de droit. Puis, de l'autre côté, la Russie nationaliste, réclamant le respect de ses droits collectifs sécuritaires et défendant une idéologie dans laquelle la collectivité l'emporte sur l'individu. C'est Alexandre Douguine contre Bernard-Henri Lévy⁵. Il faut certes dénoncer l'intolérance d'un régime qui impose une chape de plomb sur la dissidence politique, la liberté de presse et la liberté d'expression, mais il faut tout autant dénoncer un Occident employant la violence pour imposer à travers le monde sa propre vision en violant les droits collectifs des peuples.

S'agit-il donc d'un match nul? Avec la guerre d'Ukraine, on peut se poser la question. La violence avec laquelle les Russes ont agi en envahissant l'Ukraine incite à se demander si elle n'est pas le fait d'une idéologie bafouant les libertés individuelles fondamentales, à commencer par le droit à la vie. Voici cependant une autre façon de voir les choses. Nous sommes en présence d'États-Unis qui veulent imposer un régime client aux portes de la

⁴ Voir sur Youtube le débat qui les oppose tous les deux : https://www.youtube.com/watch?v=VP_SpW-DyQg&ab_channel=BryanVanNorden

⁵ https://www.youtube.com/watch?v=KL8dXN7KELo&ab_channel=BHLTV

Russie. Les États-Unis sont engagés depuis plusieurs années dans une opération de déstabilisation des États ceinturant la Russie : en Géorgie, en Biélorussie, en Moldavie, en Arménie et en Azerbaïdjan. Au centre de cette déstabilisation, l'Ukraine joue un rôle capital. Et pourtant, depuis la dissolution de l'URSS, les Russes ne cherchent plus à appliquer leur modèle collectiviste à travers le monde. Ils se sont plutôt engagés dans la concurrence économique au sein du système capitaliste. Tout en ayant des intérêts sécuritaires, leur impérialisme est devenu économique.

Le collectivisme moral qui prédomine au sein de la Russie doit très certainement être récusé, mais la certitude farouche dans laquelle s'obstine le croyant occidental individualiste trahit son incapacité à penser le droit des peuples. D'où cette violence manifestée dans les opérations de changements de régime menées un peu partout à travers le monde, y compris en Ukraine. Nous vivons à une époque où l'Occident s'illusionne encore sur son propre rôle. Nous sommes incapables de voir que l'Occident est devenu le principal fauteur de troubles dans le monde.

Un Occident tolérant agirait autrement. Il comprendrait que l'on peut être libéral, au sens de défendre les droits et libertés individuels, et nationaliste en même temps. On peut admettre des droits moraux individuels pour les personnes, et collectifs pour les peuples. Il ne s'agit pas de toujours faire porter le blâme également aux deux parties en cause. S'agissant de l'Ukraine, on a affaire à un agresseur visible, la Russie, et à un agresseur « invisible », les États-Unis, mais c'est l'agression contre la Russie qui explique l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine.

L'islamophobie, la russophobie et la sinophobie tracent les contours d'un choc entre civilisations. Ce choc peut être entretenu à divers degrés. On peut s'en affranchir aussi à divers degrés. Chez Samuel Huntington, le choc est ressenti sous les trois angles : russe, mais surtout musulman et chinois. Chez John Mearsheimer, il est insensé de s'en prendre à la Russie, mais la raison fondamentale est que les chinois sont, selon lui, nos véritables ennemis. Plusieurs ont pourtant remarqué la ressemblance sur le plan stratégique, entre l'attitude des États-Unis à l'égard de la Russie, voulant se porter à la défense de l'Ukraine, et leur attitude à l'égard de la Chine, voulant se porter à la défense de Taiwan. On aurait donc pu s'attendre à ce que Mearsheimer adopte une attitude critique aussi à l'égard de la politique extérieure américaine face à la Chine. Et pourtant, non, son réalisme l'incite à préconiser une confrontation directe au cas où le gouvernement chinois réprimerait la population taiwanaise, dans le contexte d'une éventuelle déclaration d'indépendance.

Le philosophe John Rawls admet pour sa part la possibilité de réaliser un consensus par recoupement avec les pays musulmans et d'une manière générale, avec les sociétés décentes hiérarchisées⁶. On peut donc critiquer les trois dimensions de la doctrine du choc des civilisations en se servant de Rawls. Une géopolitique conséquente aurait exigé le dépassement des divers biais caractéristiques de ceux qui sont enclins à souscrire au choc des civilisations. Le principal biais sur lequel nous risquons de nous appuyer en Occident est l'individualisme moral. Il faut plutôt rechercher un équilibre entre les droits

⁶ Rawls, *The Law of Peoples*, Harvard University Press, 1999.

individuels et les droits collectifs et souscrire à un pluralisme axiologique. Il est facile après coup de dénoncer le caractère belligérant de la Russie qui ne semble plus pouvoir être décrite comme une société décente hiérarchisée, mais son comportement est peut-être l'effet d'une cause, le résultat d'une intransigeance et d'une intolérance étatsunienne, typique d'un État voyou qui se croit tout permis⁷.

Si on parvient à dépasser les trois sources sur lesquelles s'appuie la thèse du choc des civilisations et que l'on est en mesure de s'affranchir de l'islamophobie, de la russophobie et de la sinophobie, une nouvelle perspective cosmopolitique peut enfin s'offrir à nous. Il devient possible de préconiser l'adoption d'une charte internationale des droits individuels de la personne et des droits collectifs des peuples. Dans cette perspective, la conjoncture internationale ne permet plus de placer la civilisation occidentale sur un piédestal. Elle ne permet plus d'affirmer la suprématie des droits individuels. L'Occident est d'ailleurs au contraire de plus en plus isolé sur la scène mondiale.

La géopolitique ne doit pas négliger les enjeux de politiques internes, et ce, même si les superpuissances se servent souvent des minorités pour instrumentaliser leur cause afin de déstabiliser l'État souverain auquel ils s'opposent. Il est clair que les États-Unis ont dans une très grande mesure favorisé et instrumentalisé les révoltes associées au Printemps arabe, mais il ne faudrait pas aller jusqu'à dire que les populations concernées étaient dénuées de toute agentivité. On peut également être sensible au fait que les Américains se sont servis de la cause des Kurdes pour déstabiliser l'Iran, l'Irak et la Syrie et ce, même s'ils ne pouvaient pas aller très loin en ce sens, freinés qu'ils étaient par l'intransigeance de l'allié Turc à l'égard de sa propre minorité kurde. L'instrumentalisation des conflits internes, bien que réelle, ne doit pas nous conduire à favoriser le maintien du statu quo au sein des états-nations. Il ne faut pas être insensibles à la cause des peuples sans État. Pour lutter contre la déstabilisation que les États-Unis tentent de provoquer au Moyen-Orient, on peut être tenté d'ignorer les réclamations légitimes du peuple kurde et la reconnaissance de ses droits collectifs. Ce serait à mon avis une erreur politique importante. Il faut rechercher un équilibre entre la perspective géopolitique et les enjeux de politique interne. Les deux dimensions, de politique interne et de politique externe, peuvent en principe être harmonisées pourvu que les droits à l'autodétermination interne des minorités et les droits des états souverains soient tous les deux respectés.

Un autre exemple d'équilibre à rechercher entre les enjeux de politique interne et les enjeux de politique externe se pose à l'occasion des troubles observés en Iran. Il est évident que la révolte vécue à la fin de 2022 et au début de 2023 est survenue suite à la décision de l'Iran de vendre ses drones à la Russie, mais il serait absurde et malsain d'ignorer en même temps le caractère authentique de la révolte courageuse de ces femmes qui sont prêtes à tout pour combattre le régime autoritaire en place. On peut être à la fois au fait du rôle joué par la *National Endowment for Democracy* (NED) dans cette révolte, car celle-ci réalise le même genre de travail que celui de la CIA, et vouloir malgré tout appuyer aussi cette révolte féministe. La solution idéale serait d'opérer un changement de régime respectueux des droits des femmes, mais aussi parfaitement

⁷ William Blum, *L'État voyou*, Investig'action, 2019.

indépendant des États-Unis. Le régime égyptien de Gamal Abdel Nasser pourrait nous servir de modèle⁸.

Si j'insiste sur l'importance de la politique interne en plus de l'importance d'un regard géopolitique, c'est aussi parce que cela est pertinent pour l'Ukraine. La solution idéale aurait été d'admettre, dans l'esprit des accords de Minsk, une relative autonomie au Donbass. L'Ukraine ne pouvait pas à la fois réclamer le respect de son intégrité territoriale et entretenir une guerre civile contre la minorité russophone.

Il faut aussi tenir compte de la dynamique interne des États-Unis pour apercevoir certains des facteurs expliquant l'attitude de Washington à l'égard de l'Ukraine. Il y avait des avantages à adopter la ligne dure face à la Russie. Vers la fin de l'année 2021, Joe Biden était sorti très affaibli politiquement, car les États-Unis venaient tout juste de se retirer dans le déshonneur de l'Afghanistan. Le projet de plus de trois mille milliards de dollars *Build Back Better* avait été bloqué par le Sénat, s'étant heurté à l'opposition unanime des Républicains et à deux voix démocrates dissidentes. Le spectre de Donald Trump refaisait aussi surface dans la perspective des *midterms* et de l'élection présidentielle de 2024. Dans ce contexte, il était politiquement avantageux de provoquer une crise ukrainienne et de favoriser l'escalade face à la Russie. Les Démocrates pourraient ainsi agir en concertation avec l'establishment républicain, reconstituer une certaine unité au sein de la classe politique, continuer d'associer Trump à la Russie et ainsi nuire à ses chances de succès aux présidentielles de 2024. Il serait absurde d'expliquer le rôle joué par les États-Unis en invoquant seulement des facteurs de politiques internes, mais il peut s'agir de causes convergentes qui confortèrent les ambitions entretenues au niveau géopolitique.

La récompense est venue lorsque la Russie a décidé d'envahir l'Ukraine le 24 février 2022. En l'espace de quelques jours, Biden avait en effet redoré quelque peu son blason et l'unité patriotique de la classe politique entière avait été reconstituée. On a pu le constater, le 1^{er} mars suivant, à l'occasion du discours sur l'état de l'Union. On a pu voir un Biden triomphant applaudi des deux côtés de la chambre. Le secrétaire d'État Anthony Blinken était à cette occasion tout sourire et ce, alors que la guerre venait tout juste d'être enclenchée et que des hommes et des femmes mourraient sous les bombes. Comme une cerise sur le gâteau, on pouvait même espérer affaiblir la candidature de l'autre prétendant à la Maison blanche, le « pro-russe » Donald Trump. C'est cette paranoïa antirusse que Joe Biden a choisi de maintenir, d'entretenir et d'amplifier en allant jusqu'à parler d'un changement de régime en Russie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est un geste impardonnable, mais la russophobie américaine ne doit pas pour autant être exonérée, car c'est elle qui est à l'œuvre depuis 1991 et c'est à cause d'elle que nous nous trouvons en ce moment face au danger d'une troisième guerre mondiale qui risque d'être fatale pour l'humanité.

⁸ Voir le fameux clip dans lequel Nasser ridiculise le projet d'imposer le port du foulard islamique aux femmes musulmanes : https://www.youtube.com/watch?v=brlFxRYCggE&ab_channel=sixsilentmen

Chapitre 3 : Les motivations des Russes

Comment comprendre ce qui a motivé Vladimir Poutine et son entourage à envahir l'Ukraine? Plusieurs justifications furent évoquées. Il fallait selon Moscou dénazifier et démilitariser l'Ukraine. S'agissant de la dénazification, il faut tout d'abord dire ceci. Bien que minoritaires, des groupes d'extrême droite (en l'occurrence Secteur Droit) ont joué un rôle important dans le renversement du régime lors du coup d'État de Maïdan en 2014. Ils ont aussi exercé une influence politique certaine la même année au sein même du gouvernement avec l'abolition des lois qui garantissaient les droits de la minorité russophone vivant à l'Est du pays. Ils sont ensuite intervenus militairement dans le Donbass, déclenchant une guerre civile ayant fait au total 14 000 morts (des deux côtés)⁹. Je fournis de nombreux détails sur tous ces sujets aux chapitres 7 et 8.

Dénazification, démilitarisation ou identité nationale communément partagée?

Le sentiment anti-juif remonte à l'Holodomor, qui est la grande famine attribuée à Staline et perçue comme une tentative de génocide perpétrée par les dirigeants « judéo-bolchéviques » qui se seraient approprié des ressources alimentaires agricoles du pays. Cependant, selon le chercheur Michael Carley, « l'Holodomor est un mythe politique ukrainien. Oui, il y avait une famine en URSS en 1932-33, mais elle n'était pas une tentative de génocide visant « le peuple » ukrainien. La famine a touché toute la ceinture de blé soviétique. Elle était le résultat d'une rébellion « luddite » de la paysannerie contre la politique stalinienne de collectivisation, des conditions météorologiques (trop de pluie et ensuite pas assez), des infestations de vermine et de la lenteur et de l'inefficacité du gouvernement soviétique à réagir à la crise. La région la plus gravement touchée était le Kazakhstan et non pas l'Ukraine. Stephen Kotkin a fait un récit de la famine dans le 2^e vol. de sa biographie sur Staline. »¹⁰

L'Ukraine dans son ensemble célèbre le « héros » Stepan Bandera, qui est pourtant un nazi notoire responsable de l'extermination de plusieurs milliers de Juifs polonais. L'État ukrainien a même introduit un jour anniversaire pour lui rendre hommage. Sa réputation est tellement intacte au pays que l'ambassadeur de l'Ukraine en Allemagne a refusé de condamner l'individu. Plusieurs centaines de personnes ont souligné encore son anniversaire de naissance le premier janvier 2023¹¹. Néanmoins, la dénazification ne constitue pas à elle seule une justification pour l'invasion et n'est sans doute pas le seul motif qui animait les dirigeants russes à l'aube du 24 février 2022.

Est-ce alors la nécessité de démilitariser l'Ukraine? Les États-Unis et leurs alliés au sein de l'OTAN n'ont cessé de préparer l'Ukraine à la guerre. Entre 2014 et 2022, ils ont

⁹ Voir le rapport suivant des Nations unies dans lequel on trouve ces chiffres :

https://ukraine.un.org/sites/default/files/2022-02/Conflict-related%20civilian%20casualties%20as%20of%2031%20December%202021%20%28rev%2027%20January%202022%29%20corr%20EN_0.pdf

¹⁰ Ces propos du collègue Carley ont été obtenus suite à un échange sur Internet.

¹¹ <https://fr.timesofisrael.com/ki-ev-des-centaines-de-personnes-rendent-hommage-au-collaborateur-nazi-bandera/?fbclid=IwAR2V9kAFv6Gp5lymnCPA0tV1KueqdVTOAqMp0eR9XsOjQlytd33wwPpaJ2A>

formé l'armée ukrainienne, y compris les membres de bataillons néo-nazis comme le bataillon Azov. Ils les ont équipés d'armes modernes et ont construit des fortifications qui ont donné du fil à retordre aux Russes au tout début du conflit. Il existe même, apparemment, selon Victoria Nuland, des laboratoires expérimentaux « qu'il ne faudrait pas laisser aux mains des Russes », laissant entendre qu'il s'agissait peut-être de labos d'armes chimiques. Enfin, dans les jours qui ont précédé l'invasion, l'OSCE a documenté le fait que les troupes ukrainiennes se pressaient à l'Est et que les tirs reprenaient de plus belle, semblant confirmer l'intention de Zelensky de reprendre non seulement le Donbass rebelle, mais aussi la Crimée. Il fallait donc démanteler les fortifications, détruire les équipements, mettre fin aux agressions armées et annihiler les combattants qui ambitionnaient de s'en prendre à la minorité russophone.

À proprement parler, la Russie n'avait pas le droit de s'immiscer dans le conflit opposant les minorités russophones à la majorité, car c'était une ingérence inacceptable dans les affaires d'un État souverain. En pratique, elle trouva quand même le moyen de venir en aide à la minorité russophone, pour favoriser un rapport de force permettant au Donbass d'obtenir un statut autonome au sein de l'Ukraine, conformément aux accords de Minsk. Pour intervenir formellement dans le conflit dans le cadre d'une opération militaire spéciale, il fallait cependant modifier l'approche. Poutine reconnut le caractère d'États souverains des républiques auto-proclamées du Donbass. Encore là, il ne s'agissait pas d'une manœuvre visant à annexer cette région, mais davantage à accorder l'opération militaire spéciale avec le droit international. Un État tiers a le droit d'intervenir sur le territoire d'un État souverain si celui-ci lui en fait la demande. La Russie pouvait donc intervenir dans le Donbass pour ainsi venir en aide au deux républiques auto-proclamées qu'il venait tout juste de reconnaître.

L'aspect militaire du conflit a sans doute joué un rôle dans la décision finale d'envahir l'Ukraine, mais c'est un peu comme la goutte qui a fait déborder le vase. Pour saisir comment on en est arrivé là, il faut remonter au tout début de cette escalade.

Dans sa lettre de juillet 2021 et son intervention télévisuelle de février 2022, Poutine invoque le passé commun des deux communautés, russe et ukrainienne, et le fait qu'elles forment au fond un seul et même peuple (ce qui est manifestement faux). Les frontières de l'Ukraine ne sont pour lui que des délimitations administratives. Poutine blâme Lénine d'avoir fait de l'Union soviétique une fédération de peuples, les quinze républiques disposant toutes d'une large autonomie. Il ne cache pas son aversion pour ce modèle et sa préférence aurait plutôt été d'établir à l'époque une URSS unitaire. C'est cela que Staline a en vain tenté d'établir.

Le vice-président de la Douma, Piotr Tolstoï, arrière-petit-fils du célèbre romancier, a adopté un ton encore plus dur, allant même jusqu'à parler de libérer l'Ukraine tout entière¹². Pour lui, il n'existe pas de peuple ukrainien distinct. Il semble endosser la conception stalinienne purement civique. Sous le règne du tsar, puis sous la gouverne de l'Union soviétique, les citoyens vivant sur le territoire de l'Ukraine faisaient partie d'une

¹² Voir l'entrevue qu'il a accordée à ce sujet :

https://www.youtube.com/watch?v=fwXZ4LKwudo&ab_channel=LCI

seule et même nation civique. Ainsi, si on endosse une conception purement civique, il n'y a pas à l'époque des tsars ou de l'URSS de distinction entre un citoyen vivant en Ukraine et un citoyen vivant en Russie. En ce sens, les deux groupes ne formaient qu'un et un seul « peuple ». Il s'agit toutefois d'une conception inacceptable, puisqu'il existe d'autres sortes de nations que la nation civique. Le peuple ukrainien a ainsi pu former une nation culturelle distincte (langue, culture et histoire distincte) qui, suite à la révolution de 1917, s'est transformée en une nation sociopolitique formée d'une majorité nationale ukrainienne, et de minorités diverses (russophone, biélorusse, moldave, tatare et bulgare). Une nation sociopolitique est une nation pluriculturelle disposant d'un gouvernement autonome non souverain. En l'occurrence, l'Ukraine formait une république fédérée en union politique avec 14 autres républiques fédérées. Lénine avait compris qu'il fallait respecter les identités nationales constitutives de l'URSS. Cette politique de la reconnaissance impliquait plus que des accommodements, car chacune des 15 républiques se voyait octroyer un droit de sécession.

Poutine est allé jusqu'à offrir la citoyenneté russe à tous les citoyens ukrainiens, mais ce n'était pas dans le but de les faire renoncer à la citoyenneté ukrainienne. Il s'agissait plutôt de leur offrir la double citoyenneté. Voulant cependant faire flèche de tout bois afin de conforter une interprétation simpliste des enjeux, certains se sont servis de cette offre de Poutine comme d'une autre pièce à conviction prouvant les ambitions hégémoniques d'un tyran avide de conquêtes. Nous aurions affaire à un dictateur autocrate voulant conquérir de nouveaux territoires dans l'espoir de reconstituer un tant soit peu l'ancienne URSS. Cette vision des choses a la vie dure parce que cela permet de percevoir le conflit comme ayant été de part en part motivé par des causes internes à l'État russe.

Cette explication ne tient cependant pas la route. Poutine a déjà dit que celui qui ne pleure pas la dissolution de l'URSS n'a pas de cœur, mais que celui qui veut la reconstituer n'a pas de tête. Sa lettre de juillet 2021 et sa déclaration de février 2022 vont dans le même sens. Même s'il regrette l'URSS, il accepte la situation actuelle d'une Ukraine indépendante. Son comportement antérieur ne s'explique pas autrement. Il est intervenu en Géorgie suite à la promesse faite à Bucarest par les membres de l'OTAN d'inclure ce pays et l'Ukraine dans leur organisation, mais au terme du processus, aucune annexion de territoires n'eut lieu. La Russie a plutôt reconnu la souveraineté des républiques autoproclamées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Suite au coup d'État de Maïdan, il a approuvé les accords de Minsk 1 (2014) et Minsk 2 (2015) qui garantissaient l'autonomie des oblasts de Donetsk et Louhansk à l'intérieur d'une Ukraine fédérale. À la veille de l'invasion, il a reconnu la souveraineté de ces deux républiques, ce qui permettait d'intervenir ensuite, en accord avec le droit international, au sein de l'Ukraine dans le Donbass, puisqu'il pouvait prétendre répondre à la demande des dirigeants de ces deux républiques. L'armée russe est entrée un peu partout sur le territoire ukrainien, mais c'était dans l'espoir de faire tomber vite le gouvernement et non pour annexer le pays tout entier. Très vite, les efforts de l'armée russe se sont concentrés sur le Donbass. Là encore, cela ne confortait pas l'image d'une Russie désireuse et encore moins capable de reconstituer l'ancienne union soviétique. La Russie a beau s'être renforcée économiquement et militairement, elle ne peut tout simplement pas être en mesure de

reprendre les territoires perdus. Pour malgré tout maintenir en vie cette interprétation fallacieuse, on a choisi d'invoquer la folie du dirigeant russe. Mais jusqu'à nouvel ordre, si folie il y a, elle est peut-être du côté de ces pays de l'Est européen, de même que la Suède et la Finlande, qui craignent de voir leurs propres territoires envahis par les Russes.

C'est seulement après que le conflit se soit poursuivi et approfondi que le territoire occupé du Donbass est devenu un territoire russe. Mais encore là, il s'agissait d'une autre étape dans une escalade qu'il faut chercher à comprendre. Il s'agissait d'un effet et non d'une cause expliquant ce qui était en train de se produire.

Des motifs sécuritaires

Les trois raisons invoquées jusqu'ici (dénazification, démilitarisation et reconstitution d'une identité nationale civique) ne semblent pas nous fournir les seuls motifs de l'invasion. Ils ont comme avantage de toucher la corde sensible d'une opinion publique russe nationaliste, soulevant des enjeux identitaires et rappelant les guerres patriotiques. La population a le souvenir des deux guerres mondiales et des pertes énormes se comptant par millions. Elle a le souvenir horrifié que suscite le nazisme et est très réceptive au sentiment nationaliste véhiculé par les autorités russes. Il existe une mouvance néo-nazie en Ukraine et celle-ci a joué un rôle important dans le conflit. La démilitarisation est également importante, mais elle renvoie à un enjeu plus profond qu'il faut maintenant thématiser.

Quels sont les véritables motifs des Russes? Les véritables motifs sont en fait fort probablement principalement d'ordre sécuritaire et ils ont donc un caractère géopolitique. En Russie comme ailleurs, les enjeux géopolitiques échappent à la population dans son ensemble et ne se comprennent pas aisément. C'est la raison pour laquelle les autorités russes croient qu'il faille leur donner d'autres justifications qui peuvent être en partie justes, mais qui ont l'avantage d'être aussi plus facilement comprises.

La Russie a fait valoir le principe de l'indivisibilité de la sécurité en Europe : un pays ne doit pas renforcer sa sécurité aux dépens de celle d'un autre. C'est un principe présent dans le traité d'Istanbul de 1999 signé par les membres de l'OSCE. Cet objectif sécuritaire permet de comprendre en quel sens les trois autres raisons peuvent elles-mêmes servir de justifications. Elles sont toutes les trois liées à des préoccupations sécuritaires. La dénazification renvoie au passé récent de la grande guerre patriotique. La démilitarisation aussi. L'identité nationale est aussi pertinente si l'existence même de la Russie est mise en cause.

On peut cependant se demander si toutes ces justifications ont leur raison d'être. Pourquoi les Russes devraient-ils soulever des enjeux sécuritaires? En quoi leur existence même est-elle remise en cause? Pour répondre à ces questions, il faudrait aussi considérer les motivations géopolitiques des États-Unis. Nous examinerons cela au chapitre suivant. Pour le moment, peut-on se contenter de répondre comme l'a fait John Mearsheimer? Ce dernier soutient que peu importe si la Russie est effectivement menacée dans son existence même, le fait est que c'est ainsi qu'elle se sent. Cette réponse m'apparaît

toutefois très insatisfaisante. Peut-on seulement parce que l'on se sent menacé justifier une intervention militaire préventive? Il me semble que non.

D'aucuns seront tentés de répondre que ce n'est pas une guerre préventive, car la guerre aurait commencé en 2014. Cette réponse me laisse cependant elle aussi très insatisfait. Pour la justifier, il faut que l'on considère la minorité russophone du Donbass comme faisant partie de l'identité nationale russe. Or, je récusé cette lecture. Il s'agit certes d'une extension de la nation voisine russe. En ce sens, les minorités russophones du Donbass ont des droits collectifs justifiant des lois linguistiques, ainsi qu'une relative autonomie au sein de l'Ukraine. Un régime fédéral pourrait en ce sens avoir été constitutionnalisé, tel que l'on pouvait l'espérer dans la foulée de l'application des accords de Minsk. Malgré tout, cette minorité russophone devait bel et bien être considérée comme une minorité faisant partie de l'Ukraine. Même si les référendums tenus révélaient à l'automne 2022, plusieurs mois après le début de l'opération militaire spéciale, que ces minorités voudraient bien être rattachées à la Russie, il fallait même après le coup d'État de 2014 les considérer comme partie prenante de l'Ukraine. Telle était d'ailleurs la position adoptée par la Russie. La guerre enclenchée en 2014 était une guerre civile et non une guerre opposant l'Ukraine et la Russie, et ce, même si la Russie est venue en aide à la minorité russophone pendant cette guerre civile. Il était dans l'intérêt des Russes de voir une importante minorité russophone peser de tout son poids dans les orientations politiques futures de son pays voisin. On ne peut expliquer que de cette façon l'appui russe aux accords de Minsk.

Parmi les motifs sécuritaires, il y avait l'élargissement de l'OTAN, l'installation de bases militaires, l'encerclement de la Russie, le retrait américain des accords sur le nucléaire, l'aide militaire consentie à l'Ukraine au point de devenir un membre de facto de l'OTAN. Pire, on avait installé des boucliers anti-missiles en Pologne et en Roumanie qui pourraient en une nuit être transformés en rampe de lancement de missiles pouvant atteindre Moscou en quelques minutes. Ce fait à lui seul justifie objectivement l'insécurité russe.

Des causes complémentaires

Que peut-on mentionner comme élément additionnel en plus du sentiment d'insécurité? Rappelons à ce propos l'effet dramatique de l'implosion de l'URSS. Avant que ne survienne cette implosion, la Russie se considérait à l'égal des États-Unis. Les deux pays étaient engagés dans une course à l'armement, dans la conquête de l'espace et dans des compétitions sportives. On avait affaire à deux impérialismes expansionnistes qui se livraient une chaude bataille, de même qu'à deux systèmes économiques opposés et à deux idéologies radicalement incompatibles. Puis du jour au lendemain, tout s'est écroulé. Dans ce contexte, le projet d'inclure l'Ukraine dans l'OTAN constituait une façon de retourner le fer dans la plaie. Les États-Unis ont une zone d'influence. Ils ont la doctrine Monroe qu'ils peuvent imposer à tous dans les Amériques, tandis que les Russes doivent pour leur part tolérer la présence grandissante de l'OTAN qui les encercle de plus en plus? Avec l'Ukraine et la Géorgie devenant membre de l'OTAN, l'organisation occuperait le pourtour entier de la Mer noire. Pour l'intelligentsia russe, cela revenait à

ajouter l'insulte à l'injure. C'était leur rappeler qu'ils ne pouvaient plus être comparés aux Américains. Ils n'étaient plus en droit d'avoir eux aussi leur zone d'influence comme les Américains. Ils avaient perdu la compétition qui les opposait aux États-Unis et ils devaient donc consentir à cet encerclement. La fierté russe fut ainsi mise à mal.

Il y a donc bel et bien un facteur psychologique à prendre en compte et qui joue un rôle dans l'argument sécuritaire. Il s'agit d'un élément de psychologie sociale principalement ressenti par l'élite russe. Ceux-ci estiment qu'ils ont moralement droit à des égards semblables à ceux qui sont consentis aux États-Unis. La provocation américaine fait réagir une élite russe qui ne s'est pas encore complètement affranchie de l'humiliation qu'on lui a fait subir en 1991.

Il ne faut pas cependant minimiser les provocations réelles et très nombreuses. Lorsque les anciens pays du pacte de Varsovie deviennent des lieux accueillant des bases militaires, que des boucliers anti-missiles sont installés en Pologne et en Roumanie et que les Américains se retirent des accords sur les armes nucléaires à portée intermédiaire, la Russie est objectivement de plus en plus encerclée. Lorsque les États-Unis participent au coup d'État et qu'ils militarisent l'Ukraine comme si elle était déjà un membre de l'OTAN, les Russes sont fortement incités à réagir. Lorsque l'armée ukrainienne est incorporée à l'OTAN et que l'Ukraine devient un membre de facto de l'OTAN, la provocation est à son apogée. Le simple fait que les Américains aient réitéré à trois reprises en 2021 leur volonté d'inclure formellement l'Ukraine dans l'OTAN est un facteur aggravant le sentiment d'humiliation ressenti par les Russes. Ces derniers ont à de maintes reprises répété leur opposition farouche à cette inclusion, mais les Américains n'hésitent pas à revenir à la charge dans des gestes de pure provocation.

En réaction à ces nombreuses provocations, les Russes massèrent 150 000 hommes à la frontière de l'Ukraine. Les médias 'mainstream' laissèrent entendre que les Russes voulaient envahir ce pays. On peut estimer au contraire qu'ils ont agi ainsi pour parvenir enfin à percer la carapace médiatique occidentale et faire ainsi entendre leur version des faits, l'objectif étant d'obtenir un engagement de ne pas inclure l'Ukraine dans l'OTAN. Effectivement, alors que plusieurs soutiennent que l'OTAN n'a cessé de s'élargir depuis 1990 pour encercler la Russie, ce point de vue ne s'était pas jusqu'à récemment bien fait entendre dans nos médias.

Dans le contexte d'une intervention imminente de la Russie en Ukraine, les médias étaient de plus en plus obligés de rapporter les conditions imposées par la Russie. Telle était donc vraisemblablement la raison pour laquelle les Russes se sont rapprochés militairement de l'Ukraine. Il s'agissait de faire pression par la voie des médias pour que la population occidentale jette un regard un peu plus critique sur les manœuvres déployées par les États-Unis.

Quels sont cependant véritablement les motifs sécuritaires des Russes? Est-ce simplement l'élargissement de l'OTAN? Pourquoi le simple ajout de 14 nouveaux pays au sein d'une organisation militaire et la possibilité d'inclure en plus la Géorgie et l'Ukraine feraient-ils réagir la Russie avec autant de violence? Il peut sembler tout autant irrationnel de partir

en guerre pour cette seule raison. Toutefois, le problème est peut-être encore une fois que l'on se fait une image simpliste de la situation. En quoi consiste réellement l'élargissement de l'OTAN?

Il faut tout d'abord souligner le fait que l'OTAN avait pour but essentiel de contrer les ambitions hégémoniques de l'URSS. Quand cette dernière s'est dissoute, l'OTAN aurait dû en faire autant. Il faut comprendre que les États-Unis ont plutôt vu dans la dissolution de l'URSS la possibilité de réaliser leur rêve d'un monde unipolaire dont ils seraient les gendarmes et les dirigeants. La Chine n'était pas encore la puissance économique qu'elle est par la suite devenue. Un horizon radieux semblait donc s'offrir à une hyperpuissance américaine. Le dollar US était la monnaie de référence. La conception capitaliste de l'économie était victorieuse et allait se répandre partout, offrant un marché libre aux grandes entreprises américaines. Les ententes de libre-échange se multipliaient. Les États-Unis avaient presque toujours été en guerre. Ils avaient installé partout dans le monde plus de 800 bases militaires. Le budget militaire américain s'élevait à près de 900 milliards de dollars US. Les États-Unis imposaient des sanctions aux dizaines de pays qui tentaient de leur tenir tête et qui refusaient d'ouvrir leur territoire à l'exploitation de leurs ressources naturelles. C'est ce pays-là qui voyait dans la dissolution de l'URSS la possibilité de réaliser une fois pour toutes une hégémonie planétaire unipolaire.

La promesse de ne pas élargir l'OTAN ne fut donc pas tenue. Les États-Unis via l'OTAN installèrent des bases militaires en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie et même au Kosovo. Une Ukraine alignée sur l'Union Européenne, membre de l'OTAN et gouvernée par des autorités mises en place par Washington pourraient permettre l'installation de missiles à quelques minutes de Moscou. Tous les dirigeants russes ont averti les Américains et les autres membres de l'OTAN que l'inclusion de l'Ukraine dans l'organisation était inacceptable. D'anciens diplomates américains, des conseillers politiques, des politiciens et des universitaires leur ont fait valoir la même chose. Anthony Blinken a pourtant répété en novembre 2021 qu'il travaillait à chaque jour pour inclure l'Ukraine dans l'OTAN. La coopération militaire entre les USA et l'Ukraine était telle que tout cela ressemblait déjà à une inclusion de facto. Les demandes écrites des Russes en décembre 2021 furent ignorées. En début d'année 2022, Zelensky réitéra même son intention de récupérer le Donbass et la Crimée. Les troupes ukrainiennes se rassemblèrent à proximité du Donbass. Les observateurs de l'OSCE ont noté une recrudescence des attaques dirigées contre le Donbass le 18 février¹³.

Le bilan qui s'impose

C'est l'ensemble de ces faits qui constitue une provocation insécurisante pour les Russes. Ayant été envahie à plusieurs reprises au XXe siècle à partir de l'Europe de l'Ouest par le passage que représente l'Ukraine et ayant été humiliée par la chute de l'Union soviétique, la Russie s'est de plus en plus sentie provoquée par l'OTAN et les États-Unis. Les Russes décidèrent de réagir à la provocation américaine en envahissant l'Ukraine. Les Américains allaient ainsi pouvoir enfin engager un bras de fer avec la Russie en menant

¹³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_du_Donbass

une guerre par procuration. Ils allaient fournir les armes à l'Ukraine alors que celle-ci fournirait les cadavres. Les Américains étaient décidés à se battre contre les Russes jusqu'au dernier ukrainien.

Comme le remarque Chomsky, bien que certains prétendent que Poutine est fou, il ne faut pas exclure la possibilité que ses motifs soient en lien avec les demandes répétées des Russes depuis trente ans. C'est d'ailleurs ce que Zelensky avait compris au tout début du conflit en offrant de négocier la neutralité de l'Ukraine. Mais le négociateur conciliant ukrainien chargé de négocier une entente avec les Russes fut assassiné¹⁴ et les membres de l'OTAN interrompirent les négociations avec la Russie pour les convaincre de poursuivre plutôt l'affrontement.

Les véritables motifs de Poutine sont sécuritaires. Cela se justifie mal auprès de sa population, tout comme se justifient mal les ambitions hégémoniques des États-Unis auprès des populations occidentales. Poutine invoque alors des motifs susceptibles de solidariser la population russe. Les Américains quant à eux font semblant d'assister à distance à une guerre comme s'ils n'y étaient pour rien, alors que ce sont eux qui ont tout fait pour provoquer l'escalade. Ils ont, tout autant que les Russes, plein de sang sur les mains.

Il faut se sortir d'une vision manichéenne. Dès le tout début de l'invasion, j'ai préconisé une solution de neutralité pour l'Ukraine : à l'abri de l'autorité russe et à l'abri de l'autorité de l'OTAN. Plus il y a d'États neutres et non alignés, mieux c'est. C'est aussi la meilleure solution pour l'Ukraine. C'est la façon que l'on avait de se sortir du manichéisme. Mais puisque la neutralité de l'Ukraine était une demande de la Russie, tout le monde ou presque à l'opposé réclama une intervention rapide des Américains pour les sauver. L'intention était peut-être bonne, mais ça aurait été une voie rapide pour une confrontation militaire de grande envergure entre la Russie et les États-Unis.

Défendre l'idée qu'il faut plus d'États neutres et non alignés, ce n'est pas se ranger du côté de Poutine. C'est au contraire se sortir du choc des civilisations au profit du droit à l'autodétermination des petits pays. C'est la chose qu'il fallait pour sauver l'Ukraine. Les USA ne devaient pas favoriser l'escalade, mais plutôt y renoncer en acceptant la neutralité de l'Ukraine.

J'ai surtout été critique du manichéisme tel que vécu à partir d'ici. De voir soudainement autant de gens applaudir le camp de l'OTAN et des États-Unis m'a fait peur, mais c'est parce que l'on se soumettait à l'obligation de choisir un camp. En l'occurrence, partout dans les médias occidentaux, sur presque toutes les plateformes et venant de presque tous les chroniqueurs, commentateurs et think tanks, la vision manichéenne pro américaine l'a emporté. Avec d'autres, j'ai essayé de faire valoir une position critique à l'égard de l'OTAN, et j'ai essayé de montrer que ce n'était pas un organisme de charité, car c'est une organisation militaire. C'est en outre une organisation offensive et non seulement défensive. C'est aussi une organisation commandée par les États-Unis. Ce pays n'accepte

¹⁴ https://www.lepoint.fr/monde/le-mysterieux-deces-d-un-negociateur-ukrainien-08-03-2022-2467329_24.php

pas aisément d'abandonner son rêve d'un monde unipolaire. C'est pourquoi les Américains investissent tant en Ukraine et pourquoi ils sont en mer de Chine depuis quelque temps. La Déclaration de Madrid du 29 juin dernier donne à ce propos froid dans le dos :

« Nous nous trouvons face à une compétition systémique de la part d'acteurs, parmi lesquels la République populaire de Chine, qui portent atteinte à nos intérêts, à notre sécurité et à nos valeurs, et qui cherchent à fragiliser l'ordre international fondé sur des règles. »

Cela devrait constituer une sonnette d'alarme pour quiconque s'interroge sur les ambitions des États-Unis dans le monde. Cette déclaration révèle à mon sens de façon lumineuse le projet américain de gouverner le monde et de constituer une hégémonie dominatrice. Malheureusement, on est rendu au point où le propos dissident qui critique ce manichéisme est déclaré pro-Poutine.

Les Britanniques, les Américains, les Allemands, les Français et les Canadiens envoyèrent de l'équipement militaire en Ukraine. En faisant monter la pression et en favorisant l'escalade guerrière, les Américains adoptèrent une loi à la Chambre des Représentants et au Sénat qui serait la « mère de toutes les sanctions » (*The Mother of all sanctions*). Cette loi impliquait notamment de couper les liens de dépendance de l'Europe face au gaz et du pétrole venant de Russie. C'est du moins ce qui est suggéré par l'excellent média *Canadian dimension* :

« L'enjeu géostratégique de l'affrontement entre l'OTAN et la Russie, dont on parle peu, est de découpler l'Europe de la Russie, pour mettre fin à la dépendance européenne vis-à-vis des hydrocarbures russes. Plus de 40 % du gaz naturel et 20 % de l'essence consommés en Europe proviennent de Russie. Les pays les plus dépendants sont l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. »¹⁵

Même la revue *Capital* semble leur donner raison¹⁶. En arrière-fond de la guerre effective qui se déroule sous nos yeux, y aurait-il donc une guerre économique? La guerre déployée sur le plan militaire serait le fait d'une guerre économique poursuivie par d'autres moyens? Il peut sembler audacieux d'avancer une telle hypothèse. Sommes-nous en train de souscrire à une théorie du complot? Comme nous le montrerons au prochain chapitre ainsi qu'au chapitre 8, il semble bien que non. Pour comprendre ce qui se passe et pour prendre la pleine mesure de l'insécurité russe, il faut se tourner vers les motifs qui animent l'administration américaine. Disons-le d'emblée et sans ambages : l'insécurité existentielle de la Russie a un fondement dans la réalité objective. Un pays qui s'allie à l'OTAN et donc aux États-Unis, et qui peut à ce titre être un lieu d'installation de missiles nucléaires remet en cause la sécurité de la Russie et la place face à un péril évident, surtout s'il lui est géographiquement voisin.

¹⁵ <https://canadiandimension.com/articles/view/the-petro-war-of-chrystia-freeland-canadas-military-support-for-ukraine>

¹⁶ <https://www.capital.fr/economie-politique/ukraine-gaz-finance-les-etats-unis-menacent-la-russie-de-sanctions-massives-pas-de-reponse-graduee-1426481>

Quand un fusil est sur le point d'être posé sur votre tempe, il n'y a pas d'agression physique à proprement parler, mais votre sécurité est quand même compromise de façon criminelle. Même si le fusil n'est pas encore sur la tempe, si l'individu devant vous est en train de charger le barillet, il peut être difficile de ne pas réagir. Ainsi que je vais le montrer, ceux qui voient l'intervention russe comme un geste de pure paranoïa ou une tentative de conquête territoriale ont peut-être une connaissance géopolitique déficiente. Le fait est que les États-Unis sont engagés dans une lutte pour leur survie en tant que première puissance économique face à la Chine et la Russie. Il faut alors à tout prix détruire leurs économies.

Chapitre 4 : Les motivations américaines

Quelles sont les vraies raisons expliquant la guerre en Ukraine? Est-ce la possibilité que ce pays puisse faire partie de l'OTAN et, plus largement, le fait que l'OTAN se soit agrandie pour inclure 14 nouveaux pays depuis la fin de la guerre froide? Est-ce l'inclusion de l'Ukraine dans l'Union européenne (UE)? Ces enjeux font sans doute partie de l'explication, mais un recul est nécessaire pour avoir une meilleure vue d'ensemble permettant de comprendre pourquoi l'OTAN s'est élargie et pourquoi on souhaitait voir l'Ukraine rejoindre l'UE et l'OTAN. On se rapproche davantage d'une explication adéquate si on ne fait pas l'impasse sur la volonté de puissance économique américaine.

Il ne suffit pas, cependant, d'évoquer les ambitions hégémoniques des États-Unis, surtout présentes pendant la décennie ayant fait suite à la dissolution de l'URSS. Il ne suffit pas non plus, pour comprendre la situation, d'évoquer le danger d'être bientôt supplanté par la Chine comme première puissance économique mondiale. Il faut plutôt souligner le fait qu'une véritable angoisse s'est emparée des USA. Celle-ci s'explique par la crainte d'un effondrement économique majeur découlant de la possibilité de se retrouver dans une situation financière de plus en plus précaire et, pour tout dire, foncièrement intenable. Il est progressivement apparu aux dirigeants américains que pour empêcher l'effondrement économique du pays, il ne suffisait pas d'apporter des correctifs internes. Il fallait s'en prendre violemment à la concurrence russe et chinoise.

La neutralité de l'Ukraine est un enjeu existentiel pour la Russie et non pour les États-Unis. La panique américaine aurait pu et dû être canalisée autrement que par une confrontation militaire et une guerre par procuration. Les enjeux existentiels américains ne constituaient pas une justification pour la guerre. Il existait des options autres que celle consistant à faire en sorte de rendre inévitable un engagement militaire russe en Ukraine. La crise existentielle américaine aurait pu être l'occasion d'établir un dialogue et une coopération nouvelle avec les Russes, mais c'était sans compter sur la russophobie qui afflige les administrations américaines successives depuis plus d'un siècle.

Un bref retour en arrière

Pour comprendre en quoi consiste le problème financier des États-Unis, il faut faire un détour et passer en revue différents très caractéristiques de l'économie américaine. Les États-Unis ont été pendant plusieurs décennies et sont encore la première puissance économique mondiale. Le complexe militaro-industriel, l'industrie automobile, les industries aéronautique, aérospatiale et navale, l'industrie pharmaceutique, le cinéma hollywoodien et l'industrie numérique ont été les fleurons de l'économie américaine. Les industries exploitant les énergies fossiles (pétrolières et gazières) sont depuis ce temps venues s'ajouter à cet ensemble. Les innovations dans chacun de ces secteurs ont fait croître des clientèles internationales nombreuses. Un pays placé dans une situation de ce genre peut vendre ses produits très chers. Tous voudront se procurer des dollars US pour

être en mesure de les acheter. Étant donné cette demande pour le dollar, cela a eu pour effet de rendre la monnaie américaine très forte.

Les États-Unis n'ont pas été les seuls à jouir de cet état de choses. L'Allemagne, par exemple, a aussi profité avant la création de l'Euro d'un *Deutschmark* ayant une valeur très élevée. Cet état de fait concernant la monnaie est l'indice d'une économie elle-même très forte. On peut en ce sens dire qu'il s'agit de la valeur réelle de la monnaie dans la mesure où celle-ci est adossée à la situation économique réelle dans laquelle le pays se trouve.

Le dollar US comme monnaie de référence

Cependant, en plus de bénéficier de cet avantage concurrentiel, les Américains ont pu profiter du fait que leur monnaie était devenue la monnaie de référence, remplaçant l'or. Instauré par les accords de Bretton Woods à la fin de la guerre, en opposition à l'idée d'une monnaie commune supranationale que John Maynard Keynes préconisait, cet accord allait permettre à la monnaie américaine de prendre encore plus de valeur. La stabilité monétaire internationale allait être assurée grâce à la confiance communément partagée à l'égard du dollar US. Ainsi, lorsque l'économie mondiale est en récession et que moins de gens achètent vos produits, votre monnaie va être moins en demande et elle perdra de sa valeur. Mais si tous s'entendent pour disposer de réserves importantes de la monnaie de référence, celle-ci sera toujours en demande et conservera toujours sa valeur. Une réserve de devises de référence permet donc de stabiliser la situation financière d'un pays.

Telle a été la solution adoptée à l'occasion des accords de Bretton Woods au sujet du dollar américain. Cette prépondérance du dollar américain a été maintenue même après la fin de Bretton Woods. Il allait de soi, par exemple, qu'il fallait disposer de dollars américains pour se procurer du pétrole saoudien, d'où l'expression de 'pétrodollars'. Les acheteurs allaient se procurer des dollars US avec la confiance que ces derniers ne perdraient pas de leur valeur et les vendeurs aussi étaient heureux d'être payés en dollars US pour la même raison. En achetant et en vendant les biens avec cette devise, les vendeurs et les acheteurs s'assuraient d'un commerce reposant sur des bases solides¹⁷.

Cette situation comportait des avantages pour les Américains. Plusieurs pays étaient disposés à leur prêter de l'argent en achetant des bons du trésor. Pour ces créanciers, c'était un investissement sûr, puisque libellé en dollars US. Le dollar américain était une monnaie refuge, une sorte de '*blue chip*', à cause de la stabilité qu'il représente en tant que monnaie de référence. Les Américains pouvaient pour cette raison emprunter en

¹⁷ Si un pays s'aventurait à contourner la monnaie américaine, comme monnaie de référence, les Américains pouvaient interrompre le commerce avec ce pays et lui imposer des sanctions. Ils pouvaient imposer des sanctions à tout pays choisissant de commercer avec le pays ciblé. La monnaie de ce pays ne serait plus en demande et perdrait beaucoup de sa valeur. Pour une description de l'hégémonie américaine, voir David E. Spiro, *The Hidden Hand of American Hegemony*, Cornell University Press, 1999.

accordant de faibles taux d'intérêt. Cela a pu les inciter à faire fonctionner la planche à billets comme bon leur semble.

Combattre l'endettement

Cette situation avait le défaut de ses qualités. Les Américains ont été enclins à emprunter de plus en plus pour pouvoir acheter des produits étrangers. Ils ont importé plus de biens qu'ils en ont vendus. Ils ont été amenés à vivre au-dessus de leurs moyens. Leur balance commerciale est devenue déficitaire et elle s'est accrue de 60% depuis le début des années 2000. Elle atteint maintenant mille milliards de dollars¹⁸. Leur dette s'est ainsi progressivement approfondie. À la fin de 2022, elle atteignait \$31,400,000,000,000¹⁹. Le PIB américain, quant à lui, est de 25 milles milliards de dollars²⁰. La dette publique représente donc 120% du PIB.

Puisque le pays s'endette depuis plusieurs années en grande partie à cause d'une balance commerciale déficitaire, la solution semble être de hausser les exportations et de réduire les importations. Il faut autrement dit réduire le déficit de leur balance commerciale. Le gouvernement américain via la banque centrale (la *Federal Reserve Bank*) a récemment procédé à une création monétaire sans précédent. Il fallait suite à la pandémie venir en aide aux grandes entreprises et leur permettre de racheter leurs actions et ce, dans l'espoir qu'elles reprennent de la vigueur et qu'elles puissent hausser le niveau de leurs exportations. Selon Mark Yusko, directeur administratif de Morgan Creek Capital Management, la réserve fédérale a imprimé entre 2020 et 2022 50% de toute la monnaie imprimée depuis la création de la république²¹.

Le complexe militaro-industriel, l'industrie automobile, les industries exploitant les énergies fossiles, l'industrie aéronautique, l'industrie pharmaceutique et l'industrie informatique (les GAFAM) en ont été les principaux bénéficiaires. Les Américains ont toutefois dû emprunter pour financer ces investissements, et ce, bien que le but ultime soit encore une fois de combattre le déficit de leur balance commerciale, en relançant les exportations, et ce, afin de réduire leur endettement.

La création monétaire peut être motivée non seulement par le désir de stimuler l'économie afin d'accroître les exportations, car elle peut aussi avoir pour effet de réduire la valeur du dollar et, ce faisant, le poids de la dette. La perte de valeur du dollar peut aussi stimuler les exportations dans la mesure où les produits qu'ils exportent sont moins chers. La dette américaine est massive. Le meilleur moyen de la dévaluer est d'imprimer de l'argent. Cette stratégie a cependant comme effet négatif d'accroître le niveau de la dette et d'entraîner un certain niveau d'inflation.

¹⁸ <https://www.bea.gov/news/2023/us-international-trade-goods-and-services-december-and-annual-2022#:~:text=For%202022%2C%20the%20goods%20and%20services%20deficit%20was%20%24948.1%20billion,up%20%24556.1%20billion%20from%202021.>

¹⁹ <https://tradingeconomics.com/united-states/government-debt>

²⁰ [https://en.wikipedia.org/wiki/Economy_of_the_United_States#:~:text=%2425.035%20trillion%20\(nomin al%3B%202022%20est,\(PPP%3B%202022%20est](https://en.wikipedia.org/wiki/Economy_of_the_United_States#:~:text=%2425.035%20trillion%20(nomin al%3B%202022%20est,(PPP%3B%202022%20est)

²¹ https://www.youtube.com/watch?v=mn3ZXtIecw0&ab_channel=StansberryResearch

Une source nouvelle d'inflation

Il existe plusieurs sources possibles d'inflation. Les taux d'intérêt très bas peuvent être une source d'inflation, dans la mesure où les entreprises ne se gênent pas d'emprunter pour produire et les particuliers d'emprunter pour consommer davantage, ce qui entraîne une surchauffe économique. Une autre source d'inflation provient de la rareté d'un bien. En vertu de l'offre et de la demande, la rareté d'un bien convoité va de pair avec la hausse de sa valeur marchande. Mais il existe une troisième source potentielle d'inflation et c'est la création monétaire. C'est cette dernière cause qui explique peut-être principalement l'inflation post-pandémique aux États-Unis²². Selon l'économiste de Stanford, John Taylor, « le taux d'inflation, tel que mesuré par la variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation, est passé de 1,4 % au cours de la période de 12 mois allant de janvier 2020 à janvier 2021 à 9,1 % au cours de la période de 12 mois allant de juin 2021 à juin 2022. »²³

La création monétaire peut être à elle seule une source d'inflation. Elle peut être invisibilisée ou annulée lorsque le pays a une monnaie très forte et que, comme les États-Unis, il dispose d'une monnaie de référence internationale. La monnaie ne perd pas de sa valeur dans ce cas, parce que tout le monde est disposé à acheter les bons du trésor mis en vente par la réserve fédérale américaine. Lorsque cependant, le dollar US est de moins en moins en demande, la création monétaire crée un déséquilibre entre l'offre et la demande.

Cela peut ensuite engendrer une spirale descendante, car la valeur du dollar dépend de l'appréciation de cette valeur par les investisseurs. Si ceux-ci constatent que d'autres monnaies concurrentes sont en hausse, que la dette étatsunienne prend de l'ampleur, que le ratio de la dette par rapport au PIB est de plus en plus problématique, que le fossé se creuse entre les plus riches et les plus pauvres et que le pays fait face à un problème d'inflation, ils peuvent être enclins à ne plus vouloir acheter des bons du trésor. Ils peuvent en effet être inquiet de voir le pays se retrouver en défaut de paiement. Ils ne voudront pas courir le risque d'investir dans le dollar surtout si les taux d'intérêts demeurent bas.

Hausser les taux d'intérêt

Pour contrer l'inflation découlant de la création monétaire, la *Federal Reserve Bank* a choisi de hausser les taux d'intérêt. Un pays peut en effet intervenir sur le plan monétaire en haussant ses taux d'intérêt. Cela peut attirer les investisseurs qui seront disposés à acheter des bons du trésor, puisque ce prêt au pays émetteur sera remboursé avec un taux d'intérêt avantageux. Ainsi, l'Allemagne a pu financer la réunification des deux Allemagnes de l'Est et de l'Ouest en disposant de liquidités importantes grâce à des taux

²² Voir l'entrevue accordée par l'économiste John Taylor : <https://news.stanford.edu/2022/09/06/what-causes-inflation/#:~:text=Monetary%20policy%20is%20a%20major,says%20Stanford%20economist%20John%20Taylor.&text=Inflation%20rises%20when%20the%20Federal,says%20Stanford%20economist%20John%20Taylor.>

²³ <https://siepr.stanford.edu/news/what-causes-inflation-sieprs-john-taylor-explains>

d'intérêt élevés. La *Federal Reserve* des États-Unis a fait de même en haussant elle aussi ses taux d'intérêt. Pour combattre l'inflation, quelle qu'en soit la cause, une banque centrale hausse toujours les taux d'intérêt.

Aux États-Unis, peut-on vraiment dire cependant que l'inflation est en lien direct avec la création monétaire? La pandémie a ralenti la production dans plusieurs pays et a entraîné la rareté de certains produits. Cela a été une cause d'inflation, les prix de ces denrées ayant augmenté. Une hausse des taux d'intérêt permet aussi de calmer les ardeurs de ceux qui auraient été prêts à emprunter pour se procurer certains produits. Ensuite, la guerre d'Ukraine a provoqué des sanctions qui ont conduit à l'interruption du commerce avec les Russes, ce qui a provoqué la rareté du gaz et du pétrole en Europe, et entraîné par le fait même une hausse des coûts de ces produits, ainsi que des produits des entreprises qui dépendent fortement du gaz et du pétrole pour fonctionner.

La pandémie a entraîné des pénuries de main-d'œuvre qui ont entraîné la perturbation de la chaîne d'approvisionnement, d'où l'augmentation des prix de divers biens et services : mobilier, véhicules automobiles, essence et alimentation. C'est aussi vrai pour le Canada²⁴.

Il faut cependant apporter plusieurs bémols à cette analyse. L'inflation qui est présente aux États-Unis ne diffère pas tellement de celle qui est vécue au Canada²⁵, mais elle diffère sensiblement de celle de l'Europe. Les États-Unis sont devenus exportateurs de gaz et ils sont relativement autonomes en matière de pétrole. En outre, il n'y a pas à proprement parler d'inflation des coûts pour le baril de pétrole. Ce dernier retrouve seulement le coût d'il y a quelques années, soit cent dollars le baril. Ce n'est donc pas clairement de l'inflation. Or, la moitié de la supposée « inflation » à l'échelle internationale provient du prix du pétrole. Une autre cause d'inflation est la hausse du coût des autos usagées. Les compagnies ne pouvaient construire des autos neuves parce qu'elles n'avaient pas les puces informatiques (« chips »), étant donné que le confinement en Chine a entraîné la fermeture des ports. Le confinement (*lockdown*) a été la cause. Enfin, le bois d'œuvre s'est lui aussi raréfié, les citoyens s'engageant pendant la période de la pandémie dans des projets de rénovation ou de construction domiciliaire. C'est encore une fois un phénomène passager dû à la pandémie. Cela a sans doute pu créer la hausse des coûts de construction ou de rénovation domiciliaire ont eu un effet à la hausse sur le marché immobilier, mais là encore, c'est un effet passager. Quant à la hausse des coûts hypothécaires, elle est d'abord et avant tout un effet de la hausse des taux d'intérêts et non une cause expliquant cette hausse.

²⁴https://www.google.com/search?q=les+causes+de+l%27inflation+au+Canada&rlz=1C5CHFA_enCA861CA861&oq=les+causes+de+l%27inflation+au+Canada&aqs=chrome..69i57j69i64.10924j0j15&sourceid=chrome&ie=UTF-8

²⁵ <https://pivot.quebec/2023/01/18/vos-dollars-dinflation-vont-dans-les-poches-des-compagnies-petrolieres/?fbclid=IwAR1gBA-btqErGFM2i2Y2y3kqLXIral4sS-3RZ9h0BzYaay-fCeABZo20sF8>

Les causes profondes d'une inflation durable

Puisque le confinement est terminé et que les causes de l'inflation liées à la pandémie sont en voie d'être neutralisées, on peut alors se demander pourquoi la *federal reserve* a procédé à une hausse des taux d'intérêt. Il existe à mon sens trois raisons expliquant pourquoi nous avons assisté à une hausse des taux d'intérêt. Nous avons signalé plus haut qu'il fallait augmenter les exportations et réduire les importations pour combattre les déficits qui sont à l'origine de la dette américaine. Or, la hausse des taux d'intérêt a pour effet d'inciter les citoyens à réduire leur consommation. Cela fournit une première raison expliquant pourquoi la banque centrale a choisi de hausser les taux d'intérêt. Avec des taux d'intérêt élevés, les consommateurs vont ralentir leur consommation. Les entreprises, quant à elles, ne seront pas affectées si elles sont appuyées financièrement. Tout cela pourra alors contribuer à réduire le déficit de la balance commerciale.

Il y a cependant d'autres causes à prendre en considération. Pour financer une création monétaire sans précédent, il fallait trouver des créanciers. C'est dans ce contexte que les taux d'intérêt ont été augmentés. La hausse des taux d'intérêt n'est donc pas explicable seulement par la volonté de combattre une inflation comprise comme le résultat d'une surchauffe économique. La hausse s'explique par la volonté récente de vendre des bons du trésor pour financer une création monétaire immense.

Il existe cependant une troisième raison pour hausser les taux d'intérêt. Elle est corolaire à la précédente dans la mesure où elle permet de comprendre pourquoi il faut hausser les taux d'intérêt pour attirer des capitaux étrangers. C'est que le dollar a perdu de sa valeur. Cela n'apparaît pas clairement si on ne fait que le comparer à l'Euro ou au Yen, mais le problème apparaît plus clairement lorsqu'on le compare à d'autres monnaies.

Toujours selon Mark Yusko, la cause de l'inflation s'explique en grande partie par la faiblesse du dollar US. Si tout coûte plus cher, c'est en partie parce que le dollar américain vaut moins qu'avant. Cette cause nouvelle d'inflation n'est pas seulement à rechercher du côté de la pandémie ou de l'opération militaire russe en Ukraine. L'inflation est apparue avant la pandémie et l'opération militaire spéciale en Ukraine. Il faut expliquer cette autre cause de l'inflation par la création monétaire. La création monétaire est survenue dans le contexte d'une baisse dans la demande pour le dollar, et cela se traduit par la perte de valeur du dollar. Si tout le monde savait ça, cela pourrait engendrer une perte de confiance additionnelle dans le dollar et contribuer davantage à la chute de sa valeur²⁶. C'est sans doute la raison pour laquelle la Banque centrale n'en fait pas état. Il reste à comprendre pourquoi le dollar est de moins en moins en demande.

Il existe plusieurs facteurs géopolitiques et économiques qui affectent les taux de change entre deux pays, mais les plus importants incluent notamment le taux de chômage, les chiffres du produit intérieur brut, les données de fabrication et les matières premières. Or,

²⁶ Dire que le dollar vaut moins qu'avant signifie que le taux de change est moins avantageux. Qu'est-ce qui explique la modification dans le taux de change? La réponse simple est que l'offre du dollar US est plus grande que la demande. Dans le contexte présent, ce n'est pas seulement l'offre qui est trop grande, c'est aussi la demande pour les dollars américains qui diminue.

les pays réalisent de plus en plus que le PIB de la Chine est en voie de supplanter celui des États-Unis. La Russie a aussi repris du poil de la bête depuis la dissolution de l'URSS. Le BRICS, cette association réunissant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, est aussi venue assombrir le tableau. Ces cinq pays représentent 45% de la population mondiale (soit 4 milliards d'habitants). Le PIB du BRICS compétitionne de plus en plus avec celui du G7 (USA, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Canada, Italie et Japon). Plusieurs pays veulent maintenant joindre le BRICS et plusieurs autres se rassemblent à l'occasion des sommets tenus au sein de la *Shangai Cooperation Organization*. Or, ces pays sont de plus en plus amenés à commercer dans des devises étrangères, d'où la baisse dans la demande pour le dollar.

Les changements dans les plaques tectoniques économiques et financières du monde sont bien résumées dans un article de Krishen Mehta :

« La part des États-Unis dans la production mondiale est passée de 21 % en 1991 à 15 % en 2021, tandis que la part de la Chine est passée de 4 % à 19 % au cours de la même période. La Chine est le premier partenaire commercial de la plupart des pays du monde, et son PIB en parité de pouvoir d'achat dépasse déjà celui des États-Unis. Les BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde et Afrique du Sud) avaient un PIB combiné de 42 000 milliards de dollars en 2021, contre 41 000 milliards pour le G7. Leur population de 3,2 milliards d'habitants représente plus de 4,5 fois la population combinée des pays du G7, qui est de 700 millions d'habitants. »²⁷

Pourquoi faut-il tenir compte de tout cela? La réponse est que les pays appartenant au BRICS tendent de plus en plus à commercer entre eux en se servant de devises autres que le dollar US. Ainsi, la Chine veut de plus en plus acheter son pétrole en utilisant le Yuan²⁸. Elle a récemment approché l'Arabie saoudite à ce sujet. Puisque les Américains sont de plus en plus auto-suffisants en matière de pétrole et que la Chine a des besoins toujours croissants, les Saoudiens se tournent de plus en plus vers la Chine. Cela annonce la fin du pétrodollar et la naissance du pétroyuan. La Chine est d'ailleurs de plus en plus présente sur le marché mondial²⁹.

Comme la Chine, la Russie était en train d'envahir de plus en plus le marché de l'Europe, de l'Afrique et même de certains pays d'Amérique latine. Les Américains ne pouvaient pas compétitionner avec elle pour le pétrole ou le gaz vendus en Europe. Nordstream I et II étaient au cœur de la pénétration russe au sein du marché européen. Or, la Russie exigeait au début de son opération militaire en Ukraine que l'Allemagne paie en roubles le pétrole et le gaz russes. Selon Alasdair Macleod, les réserves monétaires des Russes sont composées de 60% en Yuan et de 40% en or³⁰.

²⁷<https://go.ind.media/webmail/546932/1252141225/f397946a78e80728508b6da730b534cfef36eac814d82389be212743cd2cc731>

²⁸ <https://www.reuters.com/article/us-china-oil-yuan-exclusive-idUSKBN1H51FA>

²⁹ Un contrôle américain présent en mer de Chine pourrait être envisagé et nuire à son commerce international maritime, mais cette dernière parvient de plus en plus à contourner cet obstacle éventuel avec son vaste projet de Route de la soie qui assure un commerce territorial efficace.

³⁰ https://www.youtube.com/watch?v=rNR851IFhWQ&ab_channel=Wealthion

Autrement dit, l'évolution macro-économique à venir est sur le point de faire basculer l'ordre monétaire international. La monnaie américaine risque de perdre de plus en plus de son prestige, voire de ne plus être une monnaie de référence internationale. Puisque la monnaie américaine perd de la valeur, l'achat de biens étrangers coûte plus cher. Cela était déjà en train de se produire avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et même avant la pandémie.

L'invasion de la Russie a poussé les Occidentaux à imposer des sanctions et à interrompre le commerce avec la Russie, ce qui a entraîné une hausse importante du gaz et du pétrole. Cela a en retour haussé les coûts de production des entreprises et une hausse conséquente des denrées, y compris de celles qui sont exportées aux États-Unis. La hausse des denrées n'est donc pas seulement causée par la baisse de la valeur du dollar, mais aussi par la hausse des coûts de production des entreprises qui exportent leurs produits aux États-Unis. Si jamais les entreprises stabilisent les prix, la baisse de la valeur du dollar US sera alors peut-être la seule source d'inflation.

Quoi qu'il en soit, la baisse de la valeur du dollar constitue l'une des causes les plus importantes expliquant pourquoi l'inflation risque de s'installer à demeure aux États-Unis. Si la banque fédérale croit qu'il importe de hausser les taux d'intérêt, c'est parce que c'est désormais et de plus en plus le seul moyen possible d'attirer les capitaux vers leur propre monnaie.

Tout coûte plus cher en grande partie à cause de la faiblesse du dollar, faiblesse qui est elle-même causée par un taux de change désavantageux qui provient d'une perte de confiance accrue dans le dollar US comme monnaie de référence. L'économiste Peter Schiff a martelé ce point dans une entrevue sur le site de The Duran le 5 février 2023³¹. Pour redorer le blason du dollar, il fallait trouver un moyen d'attirer les investisseurs étrangers. Ce sont là les causes profondes qui ont forcé les États-Unis à hausser les taux d'intérêt.

Pour Andy Schectman, Président et propriétaire de Miles Franklin, le monde est engagé dans une restructuration monétaire qui amènera le BRICS à adopter sa propre monnaie, ce qui ira de pair avec un dédollarisation. Il soutient aussi que cela va entraîner un tsunami d'inflation³². Chris Wolff annonce lui aussi la perte de prestige du dollar³³.

Qui vit par la piastre périra par la piastre

La création monétaire et la hausse des taux d'intérêt ne sont pas sans entraîner un nouvel ensemble de problèmes. La création monétaire financée par la vente de bons du trésor équivaut à un endettement servant à combattre un endettement. La hausse des taux d'intérêt a pour sa part le défaut d'entraîner un poids additionnel sur le service de la dette.

³¹ https://www.youtube.com/watch?v=tPxQs7gOMSo&ab_channel=TheDuran

³² https://www.youtube.com/watch?v=FzI0oyxQ218&ab_channel=KitcoNEWS

³³ https://www.youtube.com/watch?v=rbVd2SAbzdl&ab_channel=DemocracyAtWork

Or, l'inflation, l'endettement progressif, la dévaluation de la monnaie et la lourdeur du service de la dette sont d'autres éléments négatifs entrant en ligne de compte dans l'appréciation négative de la valeur d'une monnaie. Ils contribuent encore plus au manque de confiance à l'égard du dollar et, par voie de conséquence, à accentuer un taux de change régressif.

Nous sommes en présence d'un cercle vicieux. Les Américains empruntent trop et s'endettent trop. Le problème est causé par le déficit de la balance commerciale. Pour corriger le tir, ils doivent continuer d'emprunter et de s'endetter. Pour trouver des créanciers, ils doivent de plus en plus hausser les taux d'intérêt, ce qui a pour effet d'alourdir le service de la dette. Les investisseurs sont de plus en droit de se demander si les États-Unis ne sont pas sur le point de se retrouver en défaut de paiement. La descente aux enfers semble être inévitable. Tel est le nœud du problème.

Le *Congressional Budget Office* (CBO) estime ainsi que, d'ici 2052, la dette du pays équivaldra alors à 185 % du PIB et près du tiers des recettes publiques seront consacrées au service de la dette³⁴. Cela placerait les États-Unis dans une situation se rapprochant du défaut de paiement³⁵.

Ces présages sont une source importante d'inquiétude pour Washington. Les causes premières de l'inquiétude américaine sont la reprise économique de la Russie, la montée en force de la Chine, la croissance du BRICS et le pouvoir d'attraction des devises étrangères. Ce sont des tendances lourdes qui ne peuvent être contrées par des politiques fiscales internes. Les Américains anticipent depuis quelque temps déjà les événements qui commencent à se dérouler présentement sous leurs yeux. Pour résoudre les problèmes économiques et financiers auxquels ils font face, il ne suffit donc pas d'intervenir par des emprunts et des hausses de taux d'intérêt. Les dirigeants ont estimé depuis longtemps qu'il fallait intervenir à l'externe et contribuer dans la mesure du possible à l'affaiblissement des pays concurrents. Leur situation financière catastrophique les incite cependant maintenant à adopter des solutions plus draconiennes.

La survie économique par d'autres moyens

Pour sortir du cercle vicieux dans lequel ils sont enfermés, il fallait adopter rapidement des mesures radicales. Il fallait contrer immédiatement la Russie pour être en mesure de s'attaquer le plus tôt possible ensuite à la Chine. En somme, c'est la peur de l'affaiblissement économique américain qui est à la source de l'agressivité avec laquelle les Américains ont envisagé une guerre par procuration en Ukraine. Sans la connaissance de ces enjeux de fond, il devient presque impossible de comprendre l'acharnement américain dans cette région éloignée qui est à proximité de la Russie.

³⁴ <https://www.crfb.org/papers/analysis-cbos-july-2022-long-term-budget-outlook#:~:text=house%20in%20order.-,Deficits%20and%20Debt%20Are%20on%20an%20Unsustainable%20Path,is%2046%20percent%20of%20GDP.>

³⁵ https://www.youtube.com/watch?v=mn3ZXtIecw0&ab_channel=StansberryResearch

Il fallait trouver un moyen pour mettre fin au commerce du gaz russes en Europe, et interrompre à long terme les gazoducs Nordstream I et II. Il fallait imposer aux Russes des sanctions sans précédent. Il fallait forcer les Russes à se dépenser et s'affaiblir économiquement. Il fallait trouver le moyen de les exclure du système international swift. Il fallait geler leurs avoirs à l'étranger et les affaiblir militairement.

Comment peut-on parvenir à de tels résultats? L'Ukraine est vite apparue comme une carte maîtresse à jouer. Il fallait attiser le sentiment russophobe au sein de la population. Il fallait inviter l'Ukraine à faire partie de l'Union européenne et lui promettre de l'inclure dans l'OTAN. Les Russes finiraient bien par réagir. La possibilité d'inclure l'Ukraine dans l'OTAN et d'y installer missiles nucléaires à portée intermédiaire pouvant atteindre Moscou en quelques minutes fit monter d'un cran les tensions. Il s'agissait non pas simplement de provoquer les Russes, mais de provoquer carrément la guerre avec la Russie. Pour y parvenir sans créer une opposition forte au sein de l'Occident, le meilleur moyen était d'engager une guerre par procuration en se servant des Ukrainiens. Il fallait obliger la Russie à sortir de ses gonds et à engager une opération militaire spéciale en Ukraine. Les gestes violents posés en retour par l'Occident contre la Russie allaient être justifiés comme une riposte à une agression russe « non provoquée ». Autrement dit, les États-Unis auraient alors le champ libre pour imposer des sanctions et mettre fin au commerce de la Russie avec l'Europe.

En plus de contrer la Russie, la provocation d'une guerre permettait aux États-Unis de récupérer le marché européen. Le gaz de schiste américain pouvait remplacer en partie le gaz russe en Europe. La guerre permettrait aussi de renforcer à nouveau les rangs au sein de l'OTAN. Les États européens réinvestiraient dans l'équipement militaire en s'approvisionnant auprès des États-Unis. Même si les Américains subventionnaient la guerre d'Ukraine en leur transférant plus de 100 milliards de dollars, l'essentiel de cet argent servirait à financer le développement du complexe militaro-industriel américain. Bref, en plus de contrer les Russes, de les affaiblir et de mettre un terme à leur expansionnisme économique en Europe, les États-Unis allaient pouvoir revamper leurs industries fossiles et militaires et rétablir leur domination sur ce continent.

Même si Joe Biden a échoué à convaincre Mohammed Ben Salem d'augmenter la production de pétrole pour compenser les pertes causées par le sabotage Américano-norvégien des gazoducs russes, les Américains ont continué d'appuyer à grands frais la guerre que l'Arabie saoudite mène au Yémen. On peut se demander pourquoi étant donné le refus saoudien d'obtempérer aux requêtes américaines et le fait que les États-Unis sont de moins en moins dépendants du pétrole saoudien. Alors que Bernie Sanders tentait pour une seconde fois de faire adopter au congrès une résolution permettant de mettre un terme à l'appui américain à l'Arabie saoudite dans le conflit l'opposant aux Houthis, il a dû retirer sa proposition suite aux pressions exercées sur lui par la Maison Blanche. Biden ne voulait pas être obligé d'imposer son veto. Biden allait imposer son veto pour ne pas perdre l'allié saoudien qui, malgré tout, demeure essentiel. L'appui américain peut sans doute constituer une excellente « monnaie d'échange » contre le maintien saoudien des

pétrodollars. Biden espérait, peut-être en vain, que la vente du pétrole saoudien puisse continuer de se faire en pétrodollars.

Un scénario analogue à celui qui s'est déployé en Ukraine se dessine en Chine et devrait suffire à convaincre les esprits les plus récalcitrants que les États-Unis se servent de la guerre non seulement pour maintenir leur domination économique, mais aussi pour empêcher une chute brutale qui enfoncerait leur pays dans une spirale financière descendante. Il faut affaiblir les adversaires pour ne pas chuter brutalement sur le plan financier et économique.

Même si comme tous les pays à travers le monde, les Américains reconnaissent officiellement l'existence d'une seule Chine, ils cherchent à tout prix depuis plusieurs années à favoriser un mouvement indépendantiste à Taiwan. En attendant, il s'agit de les inciter à poser des gestes de souveraineté pour tester la réaction chinoise. La visite de Nancy Pelosi était peut-être un moyen de confirmer que des gestes de souveraineté posés par Taiwan entraîneraient des représailles militaires de la part de Pékin. À observer la présence militaire déployée par la Chine faisant immédiatement suite à la visite de Pelosi, Washington avait maintenant la preuve que Pékin réagirait militairement advenant une déclaration d'indépendance de Taiwan. Une telle confrontation militaire est souhaitée par Washington, car cela servirait de prétexte aux États-Unis pour intervenir contre la Chine, et chercher à l'affaiblir.

Les enjeux économiques et financiers sont donc en cause. Il ne s'agit pas seulement de préserver ou d'imposer son hégémonie, il s'agit d'agir violemment pour empêcher un affaïssement. Dans une entrevue accordée au journal *Le Figaro* et reproduite au Québec dans *l'Aut' journal*, Emmanuel Todd écrit :

« Si l'économie russe résistait indéfiniment aux sanctions et parvenait à épuiser l'économie européenne, tandis qu'elle-même subsisterait, adossée à la Chine, les contrôles monétaire et financier américains du monde s'effondreraient, et avec eux la possibilité pour les États-Unis de financer pour rien leur énorme déficit commercial. Cette guerre est donc devenue existentielle pour les États-Unis. Pas plus que la Russie, ils ne peuvent se retirer du conflit. »³⁶

La géopolitologue Caroline Galacteros, directrice du Think tank Geopragma, dit très exactement la même chose dans une entrevue³⁷.

Cette guerre est en effet issue d'une peur existentielle vécue par les États-Unis, mais il n'était pas nécessaire de l'engager. Il aurait été possible de canaliser ces craintes autrement. Pour une première fois depuis 1945, il aurait fallu s'affranchir du sentiment russophobe qui anime l'Occident et s'engager dans une politique d'ouverture et de reconnaissance mutuelle. Est-il désormais trop tard?

³⁶ <https://lautrejournal.info/20230113/la-troisieme-guerre-mondiale-commence?fbclid=IwAR3Dvi0Rjw4cuDIcIgr3KILuigU-yUUSv8jm6T176GbMJSj2Zf7ZukFLewHw>

³⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=pzPv6wXnbHc>

Chapitre 5 : Les promesses de l'OTAN

Si on se fie au chapitre précédent, les États-Unis auraient décidé de poursuivre la guerre économique par d'autres moyens. Cependant, cette évaluation de la situation est-elle autre chose qu'un vaste procès d'intention? Pouvons-nous étayer davantage notre propos, ou doit-on se contenter de s'appuyer sur des opinions, sur la postulation d'une conspiration et sur le « qu'en dira-t-on »? Pour y voir plus clair, il faut reprendre le fil narratif à partir du début. Tout commence avec la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989. Rapidement, les négociations entre les représentants de l'OTAN et ceux de l'URSS s'amorceront autour de la question de l'Allemagne réunifiée. Pourrait-elle faire partie de l'OTAN?

Promesses, Promesses, Promesses

Dans le livre de Marie-Élise Sarotte *Not One Inch*, le chapitre deux résume les déclarations des uns et des autres au début des années 1990³⁸. Le 31 janvier 1990 lors d'une conférence publique, Hans-Dietrich Genscher, ministre allemand des affaires étrangères, demande aux alliés de l'OTAN de se montrer accommodant avec l'URSS afin de faciliter la réunification de l'Allemagne. Il relatera ainsi ses échanges avec Mikhaïl Gorbatchev³⁹ :

« Il voulait que l'OTAN "déclare sans équivoque que quoi qu'il arrive dans le Pacte de Varsovie, il n'y aura pas d'expansion du territoire de l'OTAN vers l'Est, c'est-à-dire plus près des frontières de l'Union soviétique". »⁴⁰

Le 2 février, Genscher visite Baker à Washington et lui dit qu'il était « nécessaire d'assurer aux Soviétiques que l'OTAN n'étendrait pas sa couverture territoriale à la région de la RDA, ni à aucun autre endroit d'Europe de l'Est d'ailleurs ». Sarotte signale qu'« il a répété ce point lors de leur conférence de presse conjointe qui a suivi. »⁴¹

Quelques jours plus tard, Genscher est à Bonn et reçoit son homologue britannique Douglas Hurd. Genscher signale que l'extension de l'OTAN s'applique seulement à la RDA. Il aurait précisé à Hurd que « les Russes doivent avoir l'assurance, par exemple, que si le gouvernement polonais quitte le Pacte de Varsovie un jour, il ne rejoindra pas l'OTAN le lendemain... »⁴²

³⁸ Marie-Élise Sarotte, *Not One Inch*, Yale University Press, 2021. Les traductions sont de moi. Je remercie Jocelyn Coulon d'avoir attiré mon attention sur cet ouvrage.

³⁹ <https://www.bundesregierung.de/breg-fr/service/archives/15-juillet-1990-lors-d-une-r%C3%A9union-dans-le-caucase-le-pr%C3%A9sident-sovi%C3%A9tique-mikha%C3%AFl-gorbatchev-donne-son-accord-au-chancelier-f%C3%A9d%C3%A9ral-helmut-kohl-sur-l'appartenance-de-l-allemande-%C3%A0-l-otan-apr%C3%A8s-la-r%C3%A9unification-1785642>

⁴⁰ Marie-Élise Sarotte *Not One Inch* (p. 48)

⁴¹ Marie-Élise Sarotte *Not One Inch* (p. 49)

⁴² Marie-Élise Sarotte *Not One Inch* (p. 50)

Le 9 février, avant de se rendre à Moscou, elle rapporte ce que Genscher a déclaré publiquement. Il a répété une fois de plus que « quoi qu'il arrive au Pacte de Varsovie, une extension du territoire de l'OTAN à l'Est, c'est-à-dire plus près des frontières de l'Union soviétique, n'aura pas lieu. »⁴³

Au même moment à Moscou, le secrétaire d'État américain, James Baker, rencontre à son tour Mikhaïl Gorbatchev. Sarotte raconte :

« Baker répète ensuite le concept clé de ses entretiens avec Chevardnaze sous la forme d'une question, déclenchant involontairement une controverse qui durera des décennies : "Préférez-vous voir une Allemagne unifiée en dehors de l'OTAN, indépendante et sans forces américaines, ou préférez-vous qu'une Allemagne unifiée soit liée à l'OTAN, avec l'assurance que la juridiction de l'OTAN ne se déplacerait pas d'un pouce vers l'Est par rapport à ses positions actuelles." Le dirigeant soviétique a répondu que toute extension de la zone de l'OTAN n'était pas acceptable. Et, selon Gorbatchev, Baker a répondu "nous sommes d'accord avec cela". »⁴⁴ Immédiatement après son entretien avec Gorbatchev, Baker dit en conférence de presse : « La juridiction de l'OTAN ne serait pas déplacée vers l'Est. »

La journaliste Hélène Richard a aussi abordé la question dans un podcast du *Monde diplomatique* intitulé « Les Occidentaux ont-ils promis à la Russie que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est? »⁴⁵.

Nous rapportons ici les parties de ce podcast qui concernent directement la promesse faite par les Occidentaux. Hélène Richard affirme :

« Concernant ces promesses orales, désormais c'est assez difficilement contestable, elles ont été formulées d'abord au dernier dirigeant de l'Union soviétique Mikhaïl Gorbatchev, mais aussi au premier président de la fédération de Russie Boris Yeltsine, des mémos aujourd'hui déclassifiés l'attestent. »

Puis, elle ajoute :

« Et pourtant encore aujourd'hui certains journalistes continuent de nier leur existence. »

Enfin, elle insiste : « On a aujourd'hui des preuves que des promesses orales ont été faites ».

Ainsi, le 10 février 1990, Helmut Kohl répètera la même chose que Baker à Gorbatchev. Les Occidentaux annoncèrent ensuite leur souhait de transformer l'OTAN en une organisation plus politique que militaire. Il s'agirait de créer une nouvelle

⁴³ Marie-Élise Sarotte *Not One Inch* (p. 52)

⁴⁴ Marie-Élise Sarotte *Not One Inch* (p. 55)

⁴⁵ https://www.monde-diplomatique.fr/ecouter/Podcast_diplo/2022-06-OTAN_Russie.mp3?cle=uBK5xsOV7CQXk4SOV86r6obBXvo%3D

architecture de sécurité qui inclurait l'Union soviétique. Le 18 mai 1990, James Baker affirma ainsi :

« Notre politique n'a pas pour but de séparer l'Europe de l'Est de l'Union soviétique. Nous avions cette politique avant. Mais aujourd'hui nous sommes intéressés par construire une Europe stable et le faire avec vous. »

En septembre 1990, le traité sur la réunification de l'Allemagne est signé. En février 1991, le pacte de Varsovie est dissous. Tel que rapporté par l'ambassadeur du Royaume-Uni à Moscou dans son journal de bord, le Premier ministre du Royaume-Uni, John Major, assure à Gorbatchev en Mars 1991 : « Nous ne parlons pas de renforcer l'OTAN ».

Quand le ministre soviétique de la défense demande à Major de se prononcer sur les velléités des pays de l'Europe de l'Est d'adhérer à l'OTAN, Major répond : « cela n'arrivera jamais ».

Il arrive parfois que la presse française concède la réalité de ces promesses, mais on soutient qu'elles auraient été faites à un pays qui n'existe plus. Cet argument est toutefois parfaitement fallacieux. Ainsi que le souligne Hélène Richard dans son podcast, les promesses faites à l'URSS ne dédouanent pas les Occidentaux des engagements pris. Après tout, les Occidentaux ont reconnu la Russie comme État successeur de l'URSS pour lui faire respecter les engagements pris avant 1991 en matière de désarmement ou pour le remboursement de sa dette. Si les obligations prises par l'URSS s'appliquent à la Russie, les obligations prises par l'OTAN à l'égard de l'URSS doivent aussi s'appliquer à la Russie.

La stratégie se dévoile

L'exposé d'Hélène Richard dans le podcast du *Monde diplomatique* est aussi utile pour comprendre dans cette nouvelle conjoncture l'attitude de l'OTAN face au président Boris Yeltsine. La thèse selon laquelle Yeltsine s'accommodait de l'OTAN est, selon Richard, elle aussi fausse. Il n'a accepté avec enthousiasme que le Partenariat pour la paix que Washington présentait comme une alternative à l'élargissement de l'OTAN. Ce Partenariat serait ouvert à tous y compris à la Russie. Ce partenariat se présentait comme une forme de coopération entre les membres de l'OTAN et les pays de l'ancien pacte de Varsovie. Quand la Russie a compris que le partenariat pour la paix était l'antichambre d'une adhésion à une OTAN dont le commandement serait américain, le ton est monté.

Richard rappelle qu'à la fin de l'année 1994, le ministre de la défense russe refusa de signer le « partenariat ». En 1995, lors des célébrations du 50^e anniversaire de la victoire contre le nazisme, Yeltsine dira clairement qu'il voit l'élargissement de l'OTAN comme un encerclement :

« C'est une nouvelle forme d'encerclement si le seul bloc survivant la guerre froide s'étend jusqu'aux frontières de la Russie. De nombreux Russes ont cette crainte. Que cherchez-vous à obtenir si la Russie est votre partenaire? » Il ajoutera :
 « Pour moi, accepter que les frontières de l'OTAN s'étendent vers celles de la Russie constitueraient une trahison envers le peuple russe ».

Clinton lui répondra :

« L'objectif des États-Unis est de rester en Europe et d'y promouvoir un continent intégré et unifié. »

Richard rappelle que Yeltsine finira par quémander une pause de l'élargissement jusqu'en 2000 pour calmer la situation. Il demandera ensuite que cette pause s'étende au moins jusqu'à 1996. Clinton acceptera de mettre cet enjeu en sourdine. Yeltsine est à cette époque en position de faiblesse par rapport aux États-Unis. Il veut que Clinton ne parle pas de l'élargissement et il veut demander de l'argent. L'inquiétude russe était aussi présente chez Poutine.

Progressivement, indique Richard, les arguments en faveur de l'élargissement de l'OTAN se feront entendre. On a déjà souligné le fait qu'en vertu de la Conférence d'Helsinki en 1975, Moscou a entériné le choix des pays de choisir leur alliance. Puisque la Russie n'a pas le droit d'avoir une zone d'influence, elle doit laisser aux pays le soin de choisir quelle doit être leur alliance. Toutefois, selon Richard, si les pays ont le droit de choisir leur alliance, les pays de l'OTAN ont le droit, et parfois même le devoir, de les refuser. Ils doivent se demander si c'est une bonne idée.

La conjoncture s'est transformée progressivement lorsque l'URSS s'est dissoute en quinze républiques le 26 décembre 1991. Alors que l'URSS venait de s'effondrer comme un château de cartes et que la Chine était loin d'être la puissance qu'elle est devenue aujourd'hui, les États-Unis ont eu l'impression qu'un rêve fou était en train de s'accomplir. C'est le rêve d'être les maîtres du monde, même s'ils ne représentent pas plus que 4% de la population mondiale. Pour comprendre la situation dans laquelle l'Amérique s'est trouvée à ce moment précis, il faut tout d'abord chercher à comprendre comment le rêve fou du monde unipolaire et de l'hégémonie planétaire a pu naître dans l'esprit de ses dirigeants.

Tout d'abord, notons que la Russie et la Chine vont progressivement passer d'une économie socialiste à une économie capitaliste. Tout cela semble annoncer la victoire du capitalisme mondialisé. Il faut aussi se mettre à la place des dirigeants américains. Le pays était la première puissance économique mondiale. Le dollar était la devise de référence internationale. Avec la dissolution de l'URSS, on semblait être parvenu à la fin de l'histoire, telle que décrite par Francis Fukuyama⁴⁶. Sur le plan militaire, les Américains étaient aussi les plus forts. Les dépenses étatsuniennes à cet égard dépassent maintenant 850 milliards de dollars par année. C'est plus que les neuf puissances

⁴⁶ Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man* (La Fin de l'histoire et le Dernier Homme), Free Press, 1992.

suivantes réunies. La Russie dépense pour sa part seulement 60 milliards de dollars par an. Les Américains ont en outre été en guerre pendant la plus longue partie de leur histoire. Le pays a même, pendant un certain temps, mené sept guerres de front. Les États-Unis ont 800 bases militaires partout à travers le monde, alors que la Russie n'en a que neuf et la Chine 6. Les États-Unis ont imposé des sanctions à des dizaines de pays, incluant la Chine et la Russie bien sûr, mais aussi le Liban, l'Iran, l'Afghanistan, la Libye, Cuba et le Venezuela. L'anglais est la lingua franca internationale et le cinéma hollywoodien est partout présent. Comment dans ces conditions résister à l'ambition de dominer le monde? Comment ne pas céder à l'envie de posséder l'Anneau du pouvoir?

Quoi qu'il en soit, le projet d'expansion de l'OTAN prendra de l'ampleur. Nul autre n'a su l'articuler mieux que Zbigniew Brzezinski. Dans son livre classique de géopolitique américaine⁴⁷, il explique quelle est l'importance stratégique de l'Ukraine pour la Russie :

« L'Ukraine, nouvel espace important sur l'échiquier eurasiatique, est un pivot géopolitique car son existence même en tant que pays indépendant contribue à transformer la Russie. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique.»⁴⁸

L'argument semble être au départ seulement d'assurer l'indépendance de l'Ukraine face à la Russie. Ce faisant, on s'assure aussi de bloquer toute tentative russe de redevenir une puissance impériale :

«...si Moscou reprend le contrôle de l'Ukraine, avec ses 52 millions d'habitants et ses importantes ressources, ainsi que son accès à la mer Noire, la Russie retrouve automatiquement les moyens de devenir un puissant État impérial, couvrant l'Europe et l'Asie.»⁴⁹

Si l'URSS n'existe plus, la Russie peut être tentée de la reconstituer sous la forme de la Communauté des États indépendants (CEI). Si le Partenariat pour la paix était une façon de faire entrer la Russie dans une OTAN sous domination étatsunienne, la CEI risque d'être une porte d'entrée dans une organisation politiquement plus intégrée sous domination russe. Ce n'est pas pour rien qu'un bloc d'anciennes républiques se sont coordonnées dans une entreprise de résistance face à Moscou. Brzezinski écrit : « En effet, au milieu des années 1990, un bloc, dirigé discrètement par l'Ukraine et comprenant l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et parfois aussi le Kazakhstan, la Géorgie et la Moldavie, s'était officiellement constitué pour faire obstacle aux efforts russes visant à utiliser la CEI comme outil d'intégration politique. L'insistance ukrainienne pour une intégration limitée et essentiellement économique a également eu pour effet de priver la notion d'"Union slave" de toute signification pratique.»⁵⁰

⁴⁷ Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard*, Basic Books, 1997, Éditions Kindle. Les traductions sont de moi.

⁴⁸ Brzezinski, *The Grand Chessboard* (p. 46).

⁴⁹ ibidem

⁵⁰ Brzezinski, *The Grand Chessboard* (p. 114).

Il s'agissait de se servir du concept d'identité slave comme instrument d'intégration politique. Brzezinski rappelle que Soljenitsyne en fut le promoteur :

« Propagée par certains slavophiles et mise en avant par le soutien d'Alexandre Soljenitsyne, cette idée a automatiquement perdu tout sens géopolitique une fois qu'elle a été répudiée par l'Ukraine. »⁵¹

À notre époque, Alexandre Douguine a pris le relais de cette idée. Mais Brzezinski ne fait pas tout simplement la promotion d'une Ukraine indépendante qui prend ses distances à l'égard d'une intégration politique dominée par les Russes. Il fait aussi et surtout la promotion d'une intégration politique au sein de l'UE et de l'OTAN, deux organisations qui, dans les faits, sont dominées par les États-Unis :

« Au fur et à mesure que l'UE et l'OTAN se développent, l'Ukraine sera un jour en mesure de choisir si elle souhaite faire partie de l'une ou l'autre organisation. Il est probable que, pour renforcer son statut distinct, l'Ukraine souhaitera adhérer aux deux organisations, une fois qu'elles auront une frontière commune et que sa propre transformation interne commencera à la qualifier pour l'adhésion. Bien que cela prenne du temps, il n'est pas trop tôt pour que l'Occident - tout en renforçant ses liens économiques et sécuritaires avec Kiev - commence à considérer la décennie 2005-2015 comme un délai raisonnable pour le lancement de l'inclusion progressive de l'Ukraine, réduisant ainsi le risque que les Ukrainiens craignent que l'expansion de l'Europe s'arrête à la frontière polono-ukrainienne. »⁵²

Autrement dit, Brzezinski ne semble pas ouvert à la possibilité d'imaginer pour l'Ukraine un statut de neutralité. Il semble récuser la possibilité même qu'elle soit un État non aligné. Et pourtant, une géométrie variable caractérise bien l'Europe. Certains pays ne sont pas membres de l'UE, même s'ils ont des accords de coopération économique avec l'UE. Certains pays ne font pas partie de l'UE, mais souscrivent aux accords de Schengen. D'autres encore font partie de l'UE, mais ne font pas partie de l'OTAN. Certains font partie de l'UE, mais n'ont pas l'EURO comme monnaie. Seuls 17 pays de l'UE ont l'Euro comme monnaie.

Brzezinski n'entend pas les choses de cette façon. Pour lui, la seule façon qu'a l'Ukraine de s'affranchir d'une intégration politique à la CEI est de faire pleinement partie de l'OTAN et de l'UE :

« Il sera incomparablement plus difficile pour la Russie d'accepter l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, car cela reviendrait à reconnaître que le destin de l'Ukraine n'est plus organiquement lié à celui de la Russie. Pourtant, si l'Ukraine doit survivre en tant qu'État indépendant, elle devra faire partie de l'Europe centrale plutôt que de l'Eurasie, et si elle doit faire partie de l'Europe centrale, alors elle devra participer pleinement aux liens de l'Europe centrale avec l'OTAN et l'Union européenne. »⁵³

⁵¹ Ibidem

⁵² Brzezinski, *The Grand Chessboard* (p. 121).

⁵³ Brzezinski, *The Grand Chessboard* (p. 121).

Et pourtant, si une géométrie variable est possible au sein de l'Europe, on aurait pu envisager la même chose au sein de la CEI. Il pouvait exister différents niveaux d'intégration là aussi. Brzezinski semble le reconnaître lorsqu'il écrit :

« Mais plus importante encore a été l'émergence au sein de la CEI d'une coalition informelle, dirigée par l'Ukraine et l'Ouzbékistan, qui se consacre à l'idée d'une communauté "coopérative", mais non "intégrée". À cette fin, l'Ukraine a signé des accords de coopération militaire avec l'Ouzbékistan, le Turkménistan et la Géorgie ; en septembre 1996, les ministres des Affaires étrangères de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan se sont même livrés à l'acte hautement symbolique de publier une déclaration exigeant que, dorénavant, les sommets de la CEI ne soient pas présidés par le président russe mais que la présidence soit tournante. »⁵⁴

Malheureusement, si pour lui les gestes d'autonomie au sein de la CEI sont de la plus haute importance, c'est parce qu'ils annoncent la possibilité d'une intégration politique dans l'autre camp, celui des États-Unis :

« Les États qui méritent le plus grand soutien géopolitique de l'Amérique sont l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et (en dehors de cette région) l'Ukraine, qui sont tous trois des pivots géopolitiques. En effet, le rôle de Kiev renforce l'argument selon lequel l'Ukraine est l'État critique, dans la mesure où l'évolution future de la Russie est concernée. »⁵⁵

L'Ukraine est un pivot politique un peu comme un *swing state* aux États-Unis peut basculer du camp démocrate au camp républicain et inversement. Cela ressemble un peu à la position de George W. Bush après la chute des deux tours du WTC à New-York : « Vous êtes avec nous ou vous êtes contre nous ». Nous sommes ici placés en face d'une vision dichotomique. Il y aurait d'un côté les visées impériales russes et, de l'autre, un différent type d'hégémonie compatible avec le principe d'une Ukraine indépendante. La géopolitique américaine envisage favorablement l'insertion de cette nouvelle entité souveraine non seulement dans l'EU et l'OTAN, mais aussi dans l'économie mondiale :

« Il s'ensuit que le soutien politique et économique aux principaux États nouvellement indépendants fait partie intégrante d'une stratégie plus large pour l'Eurasie. La consolidation d'une Ukraine souveraine, qui, entretemps, se redéfinit comme un État d'Europe centrale et s'engage dans une intégration plus étroite avec l'Europe centrale, est une composante essentielle d'une telle politique, tout comme la promotion d'une relation plus étroite avec des États stratégiquement centraux comme l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan, en plus de l'effort plus général visant à ouvrir l'Asie centrale (malgré les obstacles russes) à l'économie mondiale. »⁵⁶

⁵⁴ Brzezinski, *The Grand Chessboard* (p. 147).

⁵⁵ Brzezinski, *The Grand Chessboard* (p. 149).

⁵⁶ Brzezinski, *The Grand Chessboard* (p. 203).

Nous sommes entrés dans l'ère des impérialismes économiques. L'ouverture de tous les pays à l'économie capitaliste constitue une avancée majeure pour les États-Unis, car en cette matière, ils ont plus qu'une longueur d'avance. L'économie mondialisée est une étape sur la voie d'une expansion des grandes entreprises qui voient s'ouvrir devant elles de nouveaux marchés. C'est aussi une étape vers une économie néo-libéralisée qui porte à son tour la promesse d'un accès facile aux ressources.

Ainsi que Leo Panitch et Sam Gindin le précisent dans leur livre :

"L'État américain, dans le processus même de soutien à l'exportation de capitaux et à l'expansion des sociétés multinationales, s'est de plus en plus chargé de créer les conditions politiques et juridiques de l'extension et de la reproduction générales du capitalisme à l'échelle internationale..... Comme pour l'empire régional informel que les États-Unis ont établi dans leur propre hémisphère au début du vingtième siècle, une bonne compréhension de l'empire mondial informel qu'ils ont établi au milieu du siècle exige... [d'identifier] le rôle international de l'État américain dans la mise en place des conditions de l'accumulation du capital."⁵⁷

⁵⁷ Leo Panitch et Sam Gindin *The Making of Global Capitalism*, Verso, 2012, p. 6 Éditions Kindle. La traduction est de moi.

Chapitre 6 : Le coup d'État de Maïdan

Au tournant de l'an 2000, les événements vont se précipiter. Avec la chute du WTC et la guerre contre le terrorisme amorcée, les Américains en auront plein les bras, mais cela ne les empêchera pas de s'engager dans un élargissement de l'OTAN. En 1999, la république tchèque, la Hongrie et la Pologne feront leur entrée au sein de l'OTAN. En 2004, ce sera au tour de la Bulgarie, des trois pays baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie), de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie de faire leur entrée en scène. En 2009, l'Albanie et la Croatie deviendront parties prenantes. Puis ce sera le Monténégro en 2017 et la Macédoine du Nord en 2020.

Allumer la mèche

Entre temps, Viktor Yanukovych fut élu à la tête de l'État ukrainien en 2010. Il se voyait vite offrir de faire partie de l'union européenne, mais il fut placé en face de l'obligation de choisir entre la coopération économique avec la Russie et l'UE. Les dirigeants européens ne lui permirent pas de manger à deux râteliers. Pour ne pas perdre l'accès au pétrole et au gaz obtenu à peu de frais venant de Russie, il se sentit contraint de refuser l'offre européenne.

C'est à ce moment précis que les protestations ont commencé. Les premières manifestations sont survenues au mois de novembre 2013 pour contester précisément cette décision du président Yanukovych d'abandonner l'association et le libre-échange avec l'Union européenne.

Mustapha Nayem, un jeune journaliste Fondateur d'un nouveau media (hromadske TV), va juste avant la mise en onde de sa nouvelle chaîne, organiser la première manifestation à la place Maïdan en faisant un appel à cet effet sur son compte facebook, le 21 novembre 2013.

La popularité de trois nouveaux canaux de télé montera en flèche, puisqu'ils feront état en direct des manifestations : *Spilno TV*, *hromadske.tv* et *ecnpeco tv* seront sur place pour que les citoyens puissent suivre de près la révolte populaire.



Il faut savoir que la chaîne hromadske.tv était financée par l'ambassade des États-Unis ainsi que celle des Pays-Bas.


hromadske.tv
 громадське телебачення

Cash Flow Statement

Cash flows 25/07/2013-31/12/2013, in Ukrainian hryvnia	Jul-13	Aug-13	Sep-13	Oct-13	Nov-13
Cash inflows					
Direct support of the public					
Individual contributions	8,827	27,033	31,234	300	159
Donors' support					
The Embassy of the Kingdom of The Netherlands	-	-	-	-	-
The Embassy of the United States of America	-	359,685	-	-	35
International Renaissance Fund	88,000	-	-	-	-
Total cash inflows	96,827	386,718	31,234	300	19
Cash outflows					
Equipment*					

Au début, les manifestations sont pacifistes. Le 30 novembre, la situation va progressivement se dégrader.

Oleksandr Popov qui est à la tête de la municipalité de Kiev, appelle Vitaly Zakharchenko, ministre des affaires intérieures de 2011 à 2014, pour lui dire que la municipalité voudrait apporter sur la place Maïdan l'équipement nécessaire à l'installation de l'arbre de Noël. Zakharchenko lui répondit que cela ne pourrait être fait pendant que les manifestants seraient sur place.

Vers 1h30 am, alors que les manifestants semblaient être en train de partir de la place, Zakharchenko eut une conversation avec un individu qui était à la tête des services de sécurité ukrainiens. Ce dernier le rassura et exprima sa satisfaction à l'idée que la manifestation était terminée. Zakharchenko est rentré chez lui à 3h00. Il se leva à 6h30 et vit au canal 5 de la TV des reportages concernant des ambulances et des blessés. Les reportages firent état d'interventions policières attaquant des manifestants à coups de bâton.

Popov n'avait pas le pouvoir d'ordonner une intervention policière de ce genre. Il était subordonné au chef de cabinet du président Ianoukovitch, Serhiy Lyovochkin, qui était en contact étroit avec plusieurs politiciens américains : en l'occurrence avec Geoffrey Pyatt (ambassadeur des US en Ukraine) et Victoria Nuland, assistante au secrétaire d'État américain. Les services de sécurité de l'Ukraine purent en outre déterminer que, cette nuit-là, Lyovochkin était aussi en communication avec le chef de l'Opposition Arseniy Yatsenyuk pour signaler qu'on allait disperser la foule afin de permettre l'arrivée de l'équipement de Noël.⁵⁸

Dans la foule, il n'y avait plus seulement des étudiants et des manifestants pacifistes. Il y avait maintenant des personnes armées du groupe Secteur droit qui attendaient la police. Le Secteur droit est composé de groupes de football, d'extrémistes, de radicaux

⁵⁸ (Source : le film « Ukraine under fire »

https://www.youtube.com/watch?v=pKcmNGvaDU&ab_channel=GlobalTreePictures

nationalistes et de diverses organisations néo-nazies telles que Trident, les Patriotes de l'Ukraine, White Hammer et UNA-UNSO. Ihor Mazur, un leader de l'Assemblée nationale ukrainienne et de l'autodéfense du peuple ukrainien (UNA-UNSO), a admis que des membres de Secteur droit étaient présents sur la place Maïdan lors de cette dispersion le 30 novembre 2013. Anatolii Hrytsenko, l'un des politiciens du Maïdan, a déclaré que les organisateurs étaient au courant à l'avance de cette dispersion programmée, car ils ont pu intercepter les communications radio de la police à ce sujet. Enfin, des journalistes dont ceux de Inter TV étaient aussi sur place à 4 heures du matin (!) pour filmer le tout. Cette première confrontation avait donc été planifiée.

Comme le rapporte alors le journal *The Guardian*, le président Ianoukovitch a aussitôt démis Serhiy Lyovochkin de ses fonctions⁵⁹.

Mettre le feu aux poudres

Quoi qu'il en soit, la violence policière du 30 novembre et les lois adoptées ensuite par le président Ianoukovitch contre le droit de manifester n'ont fait qu'empirer les choses et envenimé les rapports entre le gouvernement et la population. Le lendemain, 1^{er} décembre, une attaque violente de Secteur droit contre l'administration présidentielle eu lieu à l'occasion de la protestation massive contre l'action policière de la veille.

Le 25 décembre la journaliste Tetiana Chornovol a été battue par des voyous qui ont très vite été arrêtés. Mais on a fait de cette journaliste une héroïne victime d'un attentat politique.



Le 1^{er} janvier, le parti politique d'extrême droite Svoboda, dirigé par l'antisémite Oleh Tyahnybok, a organisé un rallye de flambeaux en l'honneur de Stepan Bandera dont c'était l'anniversaire devant les locaux administratifs de la ville de Kiev qu'il occupait.

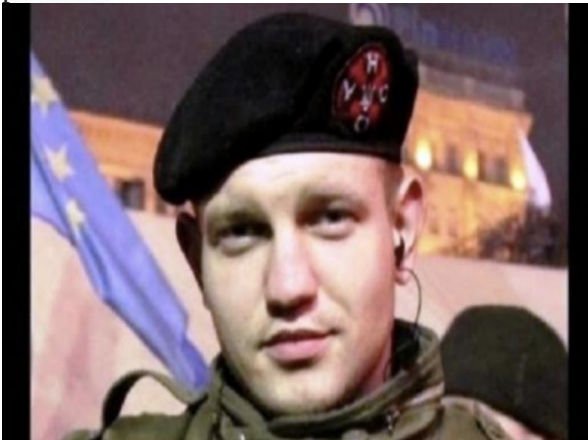
⁵⁹ <https://www.theguardian.com/world/2014/jan/17/ukrainian-president-anti-protest-laws>

Le 19 janvier, des attaques seront menées par le groupe Secteur droit contre la police et seront même dénoncées par les trois chefs de l'opposition⁶⁰.

Le 22 janvier 2014, Sergei Nigoyan, un protestataire arménien, fut l'un des premiers à se présenter sur les lieux de Maïdan. Il lit un poème patriotique. Il est aussitôt choisi comme victime par les radicaux extrémistes. Il fut tué très tôt le matin du 22 janvier. Il s'agissait vraisemblablement de faire passer ce meurtre comme un crime commis par les autorités policières.



Le même jour, le biélorusse Mikhail Zhiznevsky sera lui aussi abattu d'une balle dans la poitrine.



L'année suivante, le 18 novembre 2015, le directeur de l'unité spéciale d'enquête menée par le département du procureur Sergei Gorbatyuk reconnaîtra que Serhiy Nigoyan et Mikhail Zhiznevsky ont, tous les deux, été tués par des balles lancées à moins de trois mètres de distance, alors que la police était à une distance de trente mètres⁶¹.

⁶⁰ <https://www.bbc.com/news/world-europe-25826238>

⁶¹ https://en.wikipedia.org/wiki/Maidan_casualties

Le mercredi 29 janvier 2014, une manifestation de 2000 activistes armés de bâtons de baseball, d'équipement de protection associés au hockey, de casques de guerre et de boucliers a défilé dans Kiev pour souligner l'anniversaire de la bataille de Kruty, que des étudiants menèrent contre des bolchéviques en 1918. Le réseau NBC se demandera alors si la révolution de Maïdan n'est pas en train d'être détournée par des groupes militants⁶².



Des affrontements violents se produiront ensuite le 18 février à l'occasion d'une « marche pacifique » organisée par les dirigeants de l'opposition du Maïdan, à savoir Oleksander Turchynov, un dirigeant du parti de la Patrie, Andrii Parubiy, le commandant de l'autodéfense du Maïdan, et Dmytro Yarosh, le chef de Secteur droit. Lors de l'enquête sur le massacre de Maïdan, certains membres de la compagnie d'autodéfense de Maïdan signaleront que Parubiy avait ordonné de déclencher "un bain de sang" lors de cette marche vers le parlement.

La tension s'est élevée d'un cran supplémentaire le 20 février. Les échanges ont commencé à devenir de plus en plus violents. Des coups de feu retentirent tôt le matin.

Dans un reportage de la BBC, le journaliste Gabriel Gatehouse constate que des coups de feu émanent de ce qui s'avère être l'hôtel Ukraina⁶³ :

⁶² <https://www.nbcnews.com/news/world/are-militants-hijacking-ukraines-liberal-protest-n18786>

⁶³ https://www.youtube.com/watch?v=Qg3R_BSz0Cc&ab_channel=BBCNewsnight



L'année suivante, le journaliste proposera un autre reportage qui tente d'aller plus loin pour expliquer d'où émanaient les coups de feu⁶⁴.

Certains témoins soulignèrent que les tirs provenaient notamment du Conservatoire de musique. Le chef de la police s'est plaint de cela aux organisateurs, car les tireurs d'élite placés au 2^e étage du Conservatoire tiraient sur des policiers. Le journaliste a aussi recueilli le témoignage d'un militant qui a été incorporé aux milices et à qui on a fourni une arme pour qu'il tire sur la police. Cela prouve qu'une organisation structurée de la violence était en train de se mettre en place.

Le journaliste laisse échapper en passant l'idée selon laquelle l'hôtel Ukraina aurait été sous le contrôle des autorités gouvernementales. Cette hypothèse ne tient toutefois pas la route. Le hall d'entrée de l'hôtel recueillait exclusivement les blessés faisant partie des manifestants. On y apprend aussi de la part des autorités médicales que les balles trouvées dans les corps des policiers et des manifestants étaient de même origine.

C'est, selon le journal *Christian Monitor*, en effet la conclusion à laquelle sont arrivées les autorités médicales⁶⁵ :

Cela confirme que des tireurs visaient autant la police que les manifestants. Le journaliste se demande qui aurait pu avoir intérêt à faire cela. Il ne tranche pas la question, se contentant de renvoyer dos à dos les porte-parole russes et ukrainiens. Cependant, le porte-parole du gouvernement ukrainien est dans ce reportage nul autre que Andriy Parubiy.

⁶⁴ https://www.youtube.com/watch?v=mJhJ6hks0Jg&ab_channel=BBCNewsnight

⁶⁵ <https://www.csmonitor.com/World/Security-Watch/2014/0308/Kiev-snipers-Who-was-behind-them>



Or, cet individu avait fondé en 1991 un mouvement d'extrême droite, le Parti social-national d'Ukraine avec notamment Oleh Tyahnybok, le leader antisémite à la tête du parti d'extrême droite Svoboda. Parubiy était à la tête du mouvement de révolte à Maïdan. On le surnomma « commandant de Maïdan »⁶⁶. Il sera nommé le 27 février 2014 secrétaire du Conseil de défense et de sécurité nationale d'Ukraine. Son adjoint sera le chef de l'organisation Secteur droit, Dmytro Yarosh. Ce dernier sera élu député entre 2014 et 2019. Il dirigera une armée de guerriers ultra nationalistes dans le Donbass. Signalons en passant que, dès mars 2013, le groupe Tryzub, l'une des organisations membres de Secteur droit, appelait à la guerre ouverte contre le gouvernement⁶⁷.

C'est donc à Parubiy que le journaliste de la BBC s'est adressé pour avoir la version du gouvernement. Cela revient à demander au loup dans la bergerie de se prononcer sur le massacre survenu dans la bergerie. La version de Parubiy est d'ailleurs pour le moins originale. Il laisse entendre que les snipers responsables de la mort de manifestants et de policiers auraient peut-être été au service de la Russie!

Une héroïne décorée de la résistance anti-russe, Nadiya Savchenko déclarera plus tard avoir vu un député de l'opposition, qu'elle a tout d'abord identifié comme étant Andriy Parubiy orienter des tireurs d'élite. Elle modifiera sa version quelques heures plus tard en disant s'être trompée au sujet de Parubiy et qu'il s'agissait plutôt de Serhiy Pashynskiy⁶⁸.

Ivan Bubenchik, un militant pro Maïdan, admittra pour sa part, avoir tué des policiers le 20 février⁶⁹. Selon la revue Jacobin, des caisses de balles vides de Kalachnikov ont été trouvées dans la chambre d'hôtel Ukraina occupée par ce manifestant⁷⁰.

⁶⁶ <https://www.usatoday.com/story/news/world/2014/02/27/ukraine-opposition-parubiy/5844437/>

⁶⁷ <https://web.archive.org/web/20130330084845/http://banderivets.org.ua/spivvitchyzyky.html>

⁶⁸ <https://apnews.com/article/fb5fc2541be942a68f8031033e7ca3ff>

⁶⁹ <https://foreignpolicy.com/2016/02/26/he-killed-for-the-maidan/>

⁷⁰ <https://jacobin.com/2022/02/maidan-protests-neo-nazis-russia-nato-crimea>

Se faire tirer dans le dos

Ivan Katchanovski, politologue d'origine ukrainienne enseignant à l'Université d'Ottawa au Canada, a constitué un dossier qui laisse planer peu de doutes sur l'origine des tirs et sur la motivation des auteurs. Son site web contient notamment une dizaine de vidéos relatant les événements du 20 février 2014. On y entend des témoignages d'une centaine de personnes⁷¹.

Dans l'un de ces vidéos, on reproduit une partie d'un reportage d'un journaliste de la TV belge VRT News TV (à partir d'une minute et 30 secondes), de même qu'un extrait de reportage allemand issu de l'émission Monitor sur la chaîne ARD TV (à 2 minutes 44). On reproduit aussi un extrait de reportage d'un journaliste de la chaîne ukrainienne ICTV à 6 min. 22 sec. À 7 minutes 45, on entend l'extrait précédemment mentionné du journaliste de la BBC. Il est précisé qu'à partir du lieu identifié par le journaliste d'où émanaient des coups de feu dans l'hôtel Ukraina, il était physiquement impossible d'atteindre la police Berkut. Ce tireur visait donc les manifestants. On précise aussi que la chambre d'hôtel identifiée, de même que plusieurs autres chambres de cet étage, étaient occupées par des députés du partis Svoboda. À 8 minutes 4, le journaliste britannique dit qu'il a vu le tireur et remarqué qu'il portait un casque vert de protestataire. Lors de l'enquête entourant les événements, un témoin a signalé qu'un protestataire l'avait informé de l'existence d'un tireur qui était « l'un des nôtres ». Le protestataire et le tireur se seraient alors fait des signes. (à 9 minutes). À 10 minutes 58, une journaliste de la télé ukrainienne confirme que l'enquête gouvernementale a permis de déterminer qu'un député de Svoboda occupait la chambre d'hôtel d'où partaient certains des tirs⁷².



⁷¹ <https://uottawa.academia.edu/IvanKatchanovski/Videos>

⁷² <https://www.academia.edu/video/EI228I>

Dans un second vidéo, des entrevues font l'objet de reportages rapportant les propos de journalistes ukrainiens, d'un photographe italien, d'un journaliste belge, de policiers, d'un manifestant blessé (à 33 minutes 40) et d'un commandant senior de la police Berkut.

Ces entrevues proviennent des télés allemande (A German Monitor TV program puis Spiegel TV magazine à 30 minutes 50), américaine (CNN à 23 minutes 13 secondes), argentine, belge, britannique (BBC), finnoise, allemande, polonaise, russe et ukrainienne (Volyn TV puis ICTV à 23 minutes 50 secondes, ainsi que Radio Svoboda à 30 minutes 40) Ces reportages ont eu lieu dans le cadre de documentaires rendus publics sur les médias sociaux⁷³.



⁷³ <https://www.academia.edu/video/jr3eM1>



Le journaliste belge témoignant de son expérience vécue à l'intérieur de l'hôtel Ukraina.

Les témoins ont fait état de tirs provenant du conservatoire de musique, de l'Hôtel Ukraina, de l'hôtel Kozatsky, de la Maison du Syndicat, de la banque Arkada, du Palace Zhovtnevyi et de la rue Muzeinyi. Ces différents édifices étaient sous le contrôle des militants.

Selon un journaliste ukrainien, l'enquête gouvernementale a déterminé qu'une unité de snipers gouvernementaux (l'Omega special internal troops unit) s'est approchée du Zhovtnevyi Palace pour identifier et chercher à neutraliser les tireurs. Un commandant des tireurs du groupe Alpha appartenant aux services de sécurité de l'Ukraine a en outre affirmé avoir observé des gens sur les toits de l'hôtel. Un membre de l'équipe médicale a enfin aussi été approché par des manifestants qui lui ont dit que des tirs provenaient de l'hôtel.

Au total, 13 policiers et près de 50 protestataires trouveront la mort en ce 20 février 2014. La plupart de ces décès furent le fait de tireurs d'élite protestataires associés à Secteur droit, et appuyés par le parti d'extrême droite Svoboda. Pendant toute la période des confrontations, le politologue Ivan Katchanovski estime que sur les 72 protestataires morts recensés, 48 (les deux tiers donc) ont été le fait de tireurs provenant des rangs des insurgés. La responsabilité policière ne peut être éludée, mais le rôle joué par l'extrême droite ne doit pas non plus être complètement occulté. Pourquoi fallait-il tirer sur ses propres manifestants? Dans un film produit par Oliver Stone⁷⁴, il est précisé que les représentants américains (incluant Victoria Nuland) auraient indiqué aux manifestants

⁷⁴ *Revealing Ukraine*, 2019

https://www.youtube.com/watch?v=jhu3lfgHhCI&t=616s&ab_channel=GlobalTreePictures

que pour que la révolte puisse se transformer en coup d'État, il fallait qu'il y ait une centaine de morts.

Le coup d'État

Le groupe Secteur droit a atteint plusieurs centaines de membres à la fin de l'Euromaïdan. Les membres de Svoboda et de Secteur droit, combinés aux membres d'autres organisations d'extrême droite relativement petites, telles que le Congrès des nationalistes ukrainiens, l'Organisation des nationalistes ukrainiens, Bratstvo et les ultras, constituaient un regroupement atteignant tout au plus quelques milliers de personnes. En comparaison, lors de la plus grande manifestation de Maidan le 1er décembre 2013, le nombre de manifestants oscillait entre 80 000 et 120 000 personnes.

N'empêche, les radicaux extrémistes ont joué un rôle prépondérant⁷⁵. Les militants violents n'étaient qu'une infime minorité par rapport aux dizaines de milliers de manifestants. Qu'à cela ne tienne, ils ont joué un rôle crucial dans la tournure des événements. Ils ont cru bon de tirer non seulement sur les policiers mais aussi sur des manifestants. Il s'agissait d'attiser la révolte, de susciter la colère, de provoquer l'escalade et de victimiser les insurgés. En jetant de l'huile sur le feu, ils pouvaient ainsi faire monter d'un cran la violence et favoriser le renversement du gouvernement.

Une révolte anti Maïdan survint dans la ville d'Odessa. La Maison de l'union douanière fut le lieu le 2 mai 2014 d'une tragédie. À l'occasion des éliminatoires de soccer, une foule rassemblant des personnes appuyant la révolution de Maïdan et qui étaient membres de groupes radicaux débarqua dans la ville d'Odessa. Ils se rendirent aux tentes dressées juste à côté de la Maison de l'union douanière où se trouvaient des russophones opposés au coup d'État. L'arrivée de personnes radicales armées força les gens dans les tentes à se réfugier dans la Maison. On y mit le feu. Plusieurs dizaines de personnes moururent brûlées. Quelques jours avant la tragédie, Andriy Parubiy avait été vu à Odessa en compagnie d'une personne qui était sur les lieux de la tragédie le 2 mai. Sur la page web de Secteur droit, on décrit l'événement comme une source de fierté pour l'Ukraine⁷⁶.

⁷⁵ Serhiv Kudelia, « When Numbers Are Not Enough: The Strategic Use of Violence in Ukraine's 2014 Revolution », *Comparative Politics*, Vol. 50, No. 4 (July 2018), pp. 501-521
<https://www.jstor.org/stable/26532701>

⁷⁶ Ukraine under Fire
https://www.youtube.com/watch?v=pKcmNGvaDU&ab_channel=GlobalTreePictures

Chapitre 7 : L'extrême droite ukrainienne

La vaste majorité des citoyens ukrainiens voulaient seulement conserver l'autonomie du pays par rapport à la Russie. Ils ne voulaient pas de violence. Si plusieurs d'entre eux célébraient la mémoire de Stepan Bandera⁷⁷, c'est peut-être en toute ignorance de cause des crimes dont il pouvait être tenu responsable.

Comme on vient de le voir, cependant, les manifestations pacifistes de la place Maïdan n'ont pas empêché les fanatiques de se livrer à des actes criminels pour attiser la violence et réaliser un coup d'État. On n'a pas suivi le processus judiciaire prévu dans la constitution pour destituer le président Ianoukovitch. Les débordements l'ont forcé à quitter non seulement le pouvoir, mais aussi le pays.

Un nouveau premier ministre, Arseni Yatsenyuk, choisi par les États-Unis et, après une présidence de transition, un nouveau président, Petro Poroshenko, entreront vite en fonction. Suite à sa prise de pouvoir le soir même du coup d'État, le 22 février 2014, Yatsenyuk sera à l'origine dès le lendemain d'une intervention législative mettant un terme aux droits collectifs de la minorité russophone du pays. Cela fit réagir les oblasts de Donetsk et Lougansk, qui choisirent des s'auto-proclamer autonomes.

Des milices d'extrême droite se mirent en branle et joignirent l'armée régulière ukrainienne pour mater les populations russes de l'Est. Dès l'été 2014, la guerre civile s'est amorcée. À partir de décembre 2014, 160 000 personnes vivant dans l'Est du pays perdirent l'accès à leurs revenus de pension. En 2016, est venue s'ajouter une autre tranche de 400 000 personnes privées de ces revenus. On peut toujours faire débiter l'escalade là où on veut pour justifier ou comprendre telle ou telle action, mais il est difficile de nier le rôle d'un Premier Ministre nommé par Washington et surtout, ensuite, celui joué par les groupes d'extrême droite dans la montée des tensions.

Je veux m'attarder spécifiquement dans ce chapitre sur le rôle de l'extrême droite nationaliste ukrainienne dans ce conflit. J'essaierai d'évaluer leur nombre, leur influence au sein du gouvernement, leur rôle au sein de l'armée, leur relation avec les États-Unis, de même que l'occultation progressive par les médias occidentaux de leur importance prépondérante dans le conflit.

Le nombre de combattants d'extrême droite

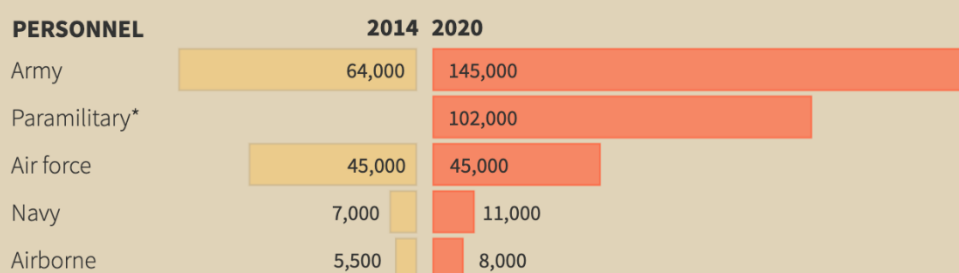
Jacques Baud rapporte dans un article l'existence d'une analyse effectuée par l'agence Reuters se prononçant sur le nombre de groupes paramilitaires intégrés à l'armée

⁷⁷ https://fr.timesofisrael.com/kirov-des-centaines-de-personnes-rendent-hommage-au-collaborateur-nazi-bandera/?fbclid=IwAR1Q2AjN4_eEti2QxxHIW4kDI0k-jKfhzqpCy1qPsZKCh7ad0arFSYa1Xao

ukrainienne⁷⁸. Les autorités ont eu un recours accru à des paramilitaires⁷⁹. Ils auraient été en 2020, 102 000 sur les 300 000 personnes mobilisées.

While Ukraine's armed forces of more than 200,000 servicemen are less than a quarter the size of Russia's, they have been significantly boosted since 2014 by Western military aid, including supplies of U.S. Javelin anti-tank missiles and Turkish drones.

Ukraine's military strength



À première vue, cela semble aller à l'encontre d'analyses dans lesquelles on détermine que le nombre des membres du bataillon Azov ne s'élève à pas plus que quelques milliers de combattants. En novembre 2014, selon Michael Colborne, le bataillon Azov ne comptait que 800 membres⁸⁰. Le réseau d'information *Al Jazeera* fait pour sa part état de 900 membres actifs⁸¹. Mais il s'agit d'un sous-groupe issu de deux autres groupes néo-nazis : les Patriotes de l'Ukraine et l'Assemblée national-sociale. *Al Jazeera* fait également état de la formation de civils assurée par le groupe Azov. Ce dernier groupe est financé par l'oligarque Igor Kolomoisky. Le journal conclut en rapportant un article de *The Nation*⁸² dans lequel on souligne que l'Ukraine est le seul endroit dans le monde dans lequel l'armée inclut des militants néo-nazis.⁸³

Kolomoisky a aussi financé les bataillons Dnipro 1, Dnipro 2, Aidar, Donbas et Légion Georgienne. Ces groupes sont à l'origine de crimes de guerre. *Newsweek* signale en effet que, selon Amnistie internationale, ces différents groupes ont, comme les russes, eux aussi commis des atrocités. Au moment où ces informations ont circulé, la censure de

⁷⁸ <https://cf2r.org/documentation/la-situation-militaire-en-ukraine/>

⁷⁹ <https://graphics.reuters.com/RUSSIA-UKRAINE/dwprkrkwkgvm/>

⁸⁰ Michael Colborne, *From the Fires of War: Ukraine's Azov Movement and the Global Far Right*, Analyzing Political Violence, Book 2, Ibidem, p. 33.

⁸¹ <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/1/who-are-the-azov-regiment>

⁸² <https://www.thenation.com/article/politics/neo-nazis-far-right-ukraine/>

⁸³ *Al Jazeera*, Op. cit.

guerre ne s'était pas encore imposée dans les médias de masse. En plus des articles de *Newsweek* et *The Nation*, le journal *USA Today* en fit aussi mention⁸⁴.

En fait, le bataillon Azov n'est qu'une partie du groupe Azov. J'ai déjà fait allusion aux deux groupes dont il est issu et aux citoyens dont il assure la formation, mais il y a aussi les militants non combattants, une présence dans l'arène politique, une maison d'édition, des camps d'été pour les enfants, une aile jeunesse et une milice nationale qui patrouille les rues en plus de la police. Le groupe Azov possédait un arsenal d'armes, de drones, de véhicules armés et de pièces d'artillerie⁸⁵.

Selon *The Hill*, le bataillon Azov comprenait 3000 membres en 2017.⁸⁶ Et le groupe Azov ne serait qu'un groupe parmi une trentaine d'autres groupes⁸⁷. Par exemple, le groupe Secteur droit dit être composé de deux à trois milles hommes⁸⁸. En plus de la trentaine de milices paramilitaires financées par des oligarques, il y a des individus provenant de l'étranger. Le *Times* cite un document dans lequel il est question de 17 000 combattants étrangers⁸⁹. Toutefois, il faut faire attention à ce chiffre. Un bon nombre de ces mercenaires provenaient de Russie et appuyaient les Russes⁹⁰. N'empêche, à la trentaine de groupes paramilitaires, on peut ajouter au moins 4000 combattants étrangers. Un reportage de la BBC signale même que le bataillon Azov n'est qu'un parmi une cinquantaine de groupes luttant dans l'Est, en précisant toutefois que la vaste majorité ne sont pas néo-nazis⁹¹.

Tout cela tend à conforter l'analyse de Jacques Baud et de l'agence Reuters. Il semble aussi assez clair que la majorité des milices paramilitaires n'étaient pas d'orientation néo-nazie. Il s'agit alors de voir si les groupes qui le sont ont exercé une influence importante au sein du gouvernement ukrainien.

Les néo-nazis au gouvernement

Les groupes néo-nazis ont joué un rôle crucial non seulement dans l'affrontement avec les autorités en février 2014 à l'occasion du coup d'État, mais aussi dans leur présence au sein de l'appareil étatique après le coup d'État et le rôle qu'ils ont joué au sein de l'armée

⁸⁴ <https://www.usatoday.com/story/news/world/2015/03/10/ukraine-azov-brigade-nazis-abuses-separatists/24664937/>

⁸⁵ <https://time.com/5926750/azov-far-right-movement-facebook/>

⁸⁶ The Hill - The reality of neo-Nazis in Ukraine is far from Kremlin propaganda (2017): <https://thehill.com/opinion/international/354141-ukraine-nazis>

⁸⁷ Damien Sharkov, «Patriot of Ukraine, Right Sector and White Hammer. Ukrainian Nationalist Volunteers Committing 'ISIS-Style' War Crimes » <https://www.newsweek.com/evidence-war-crimes-committed-ukrainian-nationalist-volunteers-grows-269604>

⁸⁸ BBC - The far-right group threatening to overthrow Ukraine's government - Newsnight (2015): <https://youtu.be/sEKQsnRGv7s>

⁸⁹ <https://time.com/5926750/azov-far-right-movement-facebook/>

⁹⁰ Michael Colborne, *From the Fires of War*, op.cit., p. 145.

⁹¹ <https://www.bbc.com/news/world-europe-30414955>

ukrainienne. On a déjà fait état d'un reportage de la BBC produit dans les mois suivants du coup d'État dans lequel le rôle joué par le groupe *Secteur droit* en février 2014 lors de la « révolution » de Maïdan est souligné. La vaste majorité des manifestants étaient des citoyens ordinaires, mais les plus actifs qui ont fait face à la police étaient membres de Secteur droit. Une partie des membres de Secteur droit se réclame de « certains éléments » du national-socialisme allemand, dont l'idée d'une « nation unique » purifiée (« clean nation ») qui laisserait aux russophones le soin de quitter l'Ukraine pour que les seuls citoyens du pays soient ukrainiens⁹². Chose certaine, le groupe Secteur droit semble avoir eu une influence réelle sur le cours des événements. Le documentaire réalisé par Igor Lopatonok et produit par Oliver Stone (*Ukraine on Fire*) est fort instructif à cet égard, mais on a tenté de discréditer le producteur en le montrant aux côtés de Vladimir Poutine. Ce documentaire est pourtant déjà accablant⁹³.

Remontons un peu dans le temps. En 1991, Oleh Tyahnybok fonde le parti Liberté (Svoboda). Il s'est classé en 5^e position dans le palmarès des 10 plus grands antisémites 2012 de la fondation Simon Wiesenthal⁹⁴. En tant que membre du parlement, il propose des motions dans lesquelles il s'oppose à l'introduction de la langue russe en tant que deuxième langue officielle de l'État ou propose l'interdiction de l'idéologie communiste. En 2004, il est exclu du groupe parlementaire *Notre Ukraine* pour avoir affirmé à la télévision que l'Ukraine était sous la coupe d'une « mafia judéo-moscovite ». Accusé d'antisémitisme, il déclare pendant la campagne : « Personnellement, je n'ai rien contre les Juifs lambda. J'ai même des amis juifs. C'est à un groupe d'oligarques juifs qui contrôlent l'Ukraine et aux Juifs-bolchéviques que j'en veux. »⁹⁵

En 2013, Arseniy Yatsenyuk est leader du parti *Fatherland* et Vitali Klitschko est leader du parti *UDAR*. Ils forment une troïka d'opposition avec Oleh Tyahnybok qui est toujours à cette époque le leader du parti Liberté (Svoboda).



⁹² BBC - Neo-Nazi threat in new Ukraine: NEWSNIGHT (2014): <https://youtu.be/5SBo0akeDMY>

⁹³ https://www.youtube.com/watch?v=pKcmNGvaDUs&ab_channel=GlobalTreePictures

⁹⁴ Jerusalem Post <https://www.jpost.com/jewish-world/jewish-features/wiesenthal-ranks-top-10-anti-semites-israel-haters>

⁹⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Oleh_Tyahnybok

Le parlement ukrainien votera l'abolition de la loi du 3 juillet 2012 qui reconnaissait la langue russe dans les régions où dominent des minorités ethniques russes⁹⁶. Cette loi sera votée au moment où Arseniy Yatsenyuk devient premier ministre. Vitali Klitschko deviendra maire de Kiev et le parti Svoboda ira chercher quatre ministères : vice-premier ministre (Oleksandr Sych), ministre de l'agriculture (Ihor Shvaika), ministre de l'écologie (Andriy Mokhnyk)⁹⁷. Le quatrième est Andriy Parubiy. Ce dernier fut le fondateur en 1991 un mouvement d'extrême droite, le Parti social-national d'Ukraine avec notamment Oleh Tyahnybok. Il est nommé le 27 février 2014 secrétaire du Conseil de défense et de sécurité nationale d'Ukraine. Son adjoint est le chef de l'organisation Secteur droit, Dmytro Yarosh. Ce dernier a fondé l'organisation Trident en 1994. En avril 2013, Yarosh devient l'assistant d'un membre du parti de l'opposition UDAR. Plus tard en 2013, il deviendra le leader de Secteur droit. Il sera élu député entre 2014 et 2019. Il dirigera une armée de guerriers ultra nationalistes dans le Donbass.

Le politologue britannique de l'Université Kent, Richard Sakwa, considère que la nomination de Parubiy dans de telles fonctions est étonnante ("astonishing.")⁹⁸ On le comprend de réagir ainsi quand on sait, comme on l'a montré au chapitre précédent, le rôle prépondérant joué par Parubiy dans les actions violentes du coup d'État.

Le reportage de la BBC fait également état du groupe C-14 qui rassemblerait environ 200 membres, mais serait en lien étroit avec le parti politique Svoboda (Liberté). Deux des membres de ce parti ont été photographiés montrant une numérologie d'extrême droite : 88, référant à deux mots commençant par la 8^e lettre de l'alphabet : Heil Hitler⁹⁹.

⁹⁶ <https://interfax.com/newsroom/top-stories/43862/>

⁹⁷ <https://www.counterpunch.org/2014/03/13/the-scary-side-of-the-ukraine-troika/>

⁹⁸ <https://thegrayzone.com/2022/03/31/partnering-neo-nazis-ukraine-history/>

⁹⁹ BBC - Neo-Nazi threat in new Ukraine: NEWSNIGHT (2014): <https://youtu.be/5SBo0akeDMY>



Aux élections de l'automne 2014, le parti Svoboda ne recueillera pas 5% des voix. Les quatre ministres démissionneront pour cette raison¹⁰⁰. Le Secteur droit n'a recueilli que 2% des voix lors des élections de 2014, mais en 2015 ils gagnèrent en popularité¹⁰¹. Cela met-il quand même fin au flirt du gouvernement avec les néo-nazis et l'extrême droite suprémaciste?

Que dire de la présidence? En 2004, les élections opposent Viktor Yanukovich et le candidat Viktor Yushchenko. Sous l'impulsion de la révolution orange, le résultat électoral favorisa Yushchenko. Ses réformes ne connurent pas de succès mais avant de quitter le pouvoir, il nommera Stepan Bandera comme héros de l'Ukraine¹⁰². Les élections de 2010 donnèrent toutefois lieu à l'élection du Yanukovich.

Peut-on en dire plus? Notons tout d'abord que le nouveau ministre de l'intérieur, Arsen Avakov, a formé et armé le bataillon Azov. Or, le groupe Azov véhicule des symboles néo-nazis. Un autre reportage de 2014 de la BBC faisant état de ce bataillon souligne qu'Andriy Biletsky, député à la Rada (l'assemblée nationale ukrainienne) et leader du groupe d'extrême droite *Corps national*, est en même temps le leader du bataillon Azov. Biletsky aurait par le passé exprimé des points de vue racistes et antisémites. Il aurait affirmé que « la destinée de la nation ukrainienne est d'être à l'avant-garde dans la guerre

¹⁰⁰ <https://en.interfax.com.ua/news/general/234059.html>

¹⁰¹ BBC - The far-right group threatening to overthrow Ukraine's government - Newsnight (2015): <https://youtu.be/sEKQsnRGv7s>

¹⁰² Ukraine under Fire

https://www.youtube.com/watch?v=pKcmNGvaDU&ab_channel=GlobalTreePictures

sainte de la race blanche contre le monde sous-humain dirigé par des sémites ».¹⁰³ Son assistant est Ihor Mosiychuk, également député de la Rada. Les objectifs de l'organisation Corps national apparaissent dans leur publication en ligne :

- "préparer l'Ukraine à une nouvelle expansion et lutter pour la libération de toute la race blanche de la domination du capital spéculatif internationaliste"
- "de punir sévèrement les perversions sexuelles et tout contact interracial qui conduisent à l'extinction de l'homme blanc."

En 2018, la situation ne s'améliore pas. La milice nationale, composée de membres de l'extrême droite appartenant à Azov, a la permission de patrouiller la ville de Kiev. Vadim Troyan, qui est un haut gradé au sein du bataillon Azov, s'est vu accorder par le ministre Arsen Avakov la responsabilité de chef de police de la région de Kiev¹⁰⁴. Dans un article du *Time*, on peut en outre lire que « le principal centre de recrutement d'Azov, connu sous le nom de Cossack House, se trouve au centre de Kyiv, un bâtiment en brique de quatre étages prêtés par le ministère ukrainien de la Défense. (...) Au rez-de-chaussée se trouve une boutique appelée Militant Zone, qui vend des vêtements et des porte-clefs avec des croix gammées stylisées et d'autres marchandises néo-nazies. »¹⁰⁵

Ensuite, dans un reportage du mois de décembre 2014, on signale le fait que le président Poro Poroshenko a offert un passeport ukrainien à un néo-nazi de Biélorussie.¹⁰⁶ Le néo-nazi Korotkykh, à qui le président Poroshenko a accordé la citoyenneté, est devenu membre du groupe Azov.¹⁰⁷

Anton Shekhovtsov, qui est expert concernant l'extrême-droite et les mouvements néo-nazis, exprime une inquiétude. Le gouvernement ukrainien devrait clarifier les choses et

¹⁰³ BBC - Ukraine: On patrol with the far-right National Militia - BBC Newsnight (2018): <https://youtu.be/hE6b4ao8gAQ> ; Jason Melanovski World Socialist Web Site UN report documents massive attacks on democratic rights in Ukraine, 19 December 2021 <https://www.wsws.org/en/articles/2021/12/20/ukra-d20.html>

¹⁰⁴ BBC - Ukraine underplays role of far right in conflict (2014): <https://www.bbc.com/news/world-europe...>

¹⁰⁵ <https://time.com/5926750/azov-far-right-movement-facebook/>

¹⁰⁶ BBC - Ukraine underplays role of far right in conflict (2014): <https://www.bbc.com/news/world-europe...>

¹⁰⁷ BBC - Ukraine underplays role of far right in conflict (2014): <https://www.bbc.com/news/world-europe...>

faire attention aux destinataires des armes qu'il entend fournir pour défendre la démocratie.¹⁰⁸

L'élection de Zelensky

L'élection de Zelensky n'a pas inversé clairement le cours des choses. Sa campagne était appuyée par Igor Kolomoisky, l'oligarque milliardaire finançant le bataillon Azov, et propriétaire de la chaîne de Télé 1+1 sur les ondes de laquelle Zelensky annonça sa candidature à la présidence. Kolomoisky, lui-même, était gouverneur de la région Dnipropetrovska.¹⁰⁹ La campagne de Zelensky était caractérisée par la volonté de rétablir la paix et de combattre la corruption, mais peu de temps après avoir pris le pouvoir, son attitude a changé. Des révélations accablantes sont tout d'abord apparues dans les Pandora Papers¹¹⁰. Les accords de Minsk n'ont pas été appliqués. Le conflit a perduré. Il a annoncé sa décision de reprendre la Crimée¹¹¹. Il a interrompu trois chaînes de télévision qui étaient opposées au régime¹¹². Il a banni des partis politiques pro-russes¹¹³.

S'agissant de la politique linguistique de l'État ukrainien, il convient de rappeler les faits suivants. Nous avons vu que le parlement ukrainien adoptait dès le lendemain du coup d'État (le 23 février 2014) un décret annulant la loi linguistique de 2012 qui protégeait les minorités russophones de l'Ukraine. Le président par intérim l'a abrogé, mais dès le mois d'octobre de la même année, la loi de 2012 était déclarée anticonstitutionnelle. Or, le 25 avril 2019, à peine quelques mois après l'arrivée au pouvoir de Zelensky, une nouvelle loi fut adoptée qui obligeait l'usage unique de l'ukrainien dans une trentaine de domaines de l'administration publique.

Zelensky a également consacré le commandant de Secteur droit Dmytro Kotsyubaylo héros de l'Ukraine.

¹⁰⁸ BBC - Ukraine conflict: 'White power' warrior from Sweden (2014): <https://www.bbc.com/news/world-europe...>

¹⁰⁹ <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/1/who-are-the-azov-regiment>

¹¹⁰ <https://www.theguardian.com/news/2021/oct/03/revealed-anti-oligarch-ukrainian-president-offshore-connections-volodymyr-zelenskiy>

¹¹¹ <https://theowp.org/ukraine-declares-all-options-possible-even-war-to-retake-crimea-from-russia/>

¹¹² <https://www.dw.com/en/ukraine-zelenskiy-bans-three-opposition-tv-stations/a-56438505> ; <https://abcnews.go.com/Business/wireStory/ukraine-shuts-tv-channels-owned-russia-friendly-tycoon-75661067>

¹¹³ <https://www.rferl.org/a/ukraine-law-bans-pro-russia-parties-zelenskiy-signs/31849737.html> ; <https://www.theguardian.com/world/2022/mar/20/ukraine-suspends-11-political-parties-with-links-to-russia>



Ukrainian President Volodymyr Zelenskyy awarded Right Sector commander Dmytro Kotsyubaylo the “Hero of Ukraine” commendation on December 1 / credit: **Focus.ua**

Le 18 février 2022, Zelensky amorçait sa tentative de reconquérir le Donbass¹¹⁴. Il s’est aussi présenté en zoom devant le parlement grec avec un représentant du groupe Azov à ses côtés. Des parlementaires du groupe Syriza se sont levés et ont quitté les lieux en guise de protestation¹¹⁵.

En somme, bien que la mouvance ultranationaliste et néo-nazie soit très certainement minoritaire au sein de la population ukrainienne, y compris à la Rada, elle a joué un rôle clé dans les décisions politiques qui ont été prises. Elle est responsable de l’abolition des droits russophones et de l’élimination progressive des pensions accordées aux citoyens du Donbass. Elle est responsable de l’intégration des milices néo-nazies dans l’armée et de la guerre civile qui a été enclenchée. Zelensky est de son côté responsable de l’abolition des partis politiques et des médias opposés au régime, de la réintroduction d’une loi liberticide contre les droits linguistiques minoritaires ainsi que du refus d’appliquer les mesures prévues dans les accords de Minsk.

¹¹⁴ <https://www.jeune-independant.net/zelensky-lance-sa-guerre-contre-les-civils-du-donbass/>

¹¹⁵ <https://www.youtube.com/watch?v=F0tAWaNEhU8>
<https://www.euractiv.fr/section/politique/news/le-discours-de-volodymyr-zelensky-au-parlement-grec-eclipse-par-la-video-du-bataillon-azov/>
<https://towardfreedom.org/story/archives/europe/how-ukraines-jewish-president-volodymyr-zelensky-made-peace-with-neo-nazi-paramilitaries-on-front-lines-of-war-with-russia>

Les USA face aux Néo-nazis

Très tôt après le coup et en réaction à la révolte et à la volonté d'affranchissement des Russophones de l'Est, une intervention militaire pro-ukrainienne se mettra en route pour mater les insurgés et les membres du groupe Azov seront intégrés à l'armée régulière.¹¹⁶ Un reportage de la BBC souligne le rôle essentiel joué par Secteur droit non seulement dans le renversement du pouvoir en 2014, mais aussi dans la guerre entamée à l'Est du pays. Ils ont même été impliqués dans des affrontements avec les forces de sécurité gouvernementales à l'Ouest du pays, jugeant que le gouvernement ukrainien est trop faible. Un jeune paramilitaire de secteur droit estime que le gouvernement a trahi le pays en signant les accords de Minsk.

À cette époque, les médias occidentaux, parmi lesquels le *New York Times*, le *Guardian*, la *BBC*, le *Telegraph* et *Reuters*, ont souligné le caractère néo-nazi du bataillon Azov¹¹⁷. Radio Free Europe (RFE) rapportera que 20 000 personnes ont marché en l'honneur de l'armée des insurgés ukrainiens qui avaient pendant la 2^e guerre mondiale procédé à un nettoyage ethnique tuant des dizaines de milliers de Polonais. On y lit que la réhabilitation des mouvements néo-nazis a été dénoncée par de nombreux organismes juifs tels que le United States Holocaust Memorial Museum, le Centre Simon Wiesenthal, la National Coalition Supporting Eurasian Jewry, Yad Vashem et le World Jewish Congress.¹¹⁸

En 2015, un membre du Congrès américain, le Représentant M. John Conyers, propose une résolution limitant le transfert d'armes au bataillon Azov¹¹⁹. Il accompagne la résolution 303 qu'il propose d'une intervention qui mérite d'être reproduite intégralement :

« L'amendement que je propose ce soir limite les armes, la formation, et toute autre assistance à la milice ukrainienne néo-nazie, le bataillon Azov. Le magazine *Foreign Policy* a qualifié le bataillon Azov, composé de 1000 hommes, d'"ouvertement néo-nazi" et "fasciste". D'autres médias, dont le *New York Times*, le *Guardian* et l'*Associated Press*, ont corroboré la prédominance des idées suprématistes blanches et antisémites au sein du groupe ; pourtant, le ministre ukrainien de l'Intérieur a récemment annoncé que le Bataillon Azov était un groupe d'opposition et qu'il ferait partie des unités qui recevront une formation et des armes de la part des alliés occidentaux, dont les États-Unis. Le

¹¹⁶ <https://thegrayzone.com/2022/03/31/partnering-neo-nazis-ukraine-history/>

¹¹⁷ The Hill - The reality of neo-Nazis in Ukraine is far from Kremlin propaganda (2017): <https://thehill.com/opinion/international/359609-the-reality-of-neo-nazis-in-the-ukraine-is-far-from-kremlin-propaganda/>

¹¹⁸ *ibidem*

¹¹⁹ DEPARTMENT OF DEFENSE APPROPRIATIONS ACT, 2016; Congressional Record Vol. 161, No. 92 (House of Representatives - June 10, 2015) <https://www.congress.gov/congressional-record/2015/06/10/house-section/article/H4117-2>

fondateur d'Azov, Andriy Biletsky, a organisé le groupe néo-nazi de l'Assemblée sociale-nationale en 2008. Les hommes d'Azov utilisent des symboles néo-nazis sur leur bannière. »

Le *Jerusalem Post* rapporte que le Pentagone s'est opposé à la résolution de Conyers :

« Selon un rapport de *The Nation*, le Pentagone a fait pression sur la commission des crédits de la défense de la Chambre des représentants pour qu'elle retire l'amendement Conyers-Yoho du budget de la défense 2016, affirmant qu'il était inutile car ce financement était déjà interdit par une autre loi. Toutefois, *The Nation* a affirmé que la loi en question, connue sous le nom de loi Leahy, interdit uniquement le financement de groupes ayant "commis une violation flagrante des droits de l'homme", ce qui ne s'appliquerait pas dans ce cas. La nouvelle selon laquelle le bataillon Azov est désormais légalement en mesure de recevoir une aide américaine a rendu furieux le Centre Simon Wiesenthal, qui a réussi la semaine dernière à empêcher le bataillon de tenir une réunion de recrutement à Nantes, en France.»¹²⁰

Le gouvernement américain a donc mis un certain temps avant de reconnaître le danger que représentaient pour l'Ukraine les milices d'extrême droite. Il aura fallu attendre le mois de mars 2018 pour que le Congrès dénonce le bataillon Azov et que le transfert d'armes et de formation lui soient interdit¹²¹.

Le budget de 2021 indiquait à l'article 9015 : Aucun des fonds disponibles par cette loi ne peut être utilisé pour fournir des armes, de la formation ou toute autre assistance au bataillon Azov.¹²²

À la Chambre des Représentants, on refusa cependant toujours de désigner le bataillon Azov comme une organisation terroriste. Max Rose en octobre 2019, puis Elissa Slotkin en avril 2021, échouèrent dans leur tentative de faire entériner cette désignation¹²³. Slotkin fit valoir en vain ce point de vue auprès du secrétaire d'État Anthony Blinken¹²⁴. Elle écrit :

«Le bataillon Azov, une milice bien connue en Ukraine, utilise Internet pour recruter de nouveaux membres, puis les radicalise pour qu'ils recourent à la violence afin de poursuivre son programme politique d'identité blanche.»¹²⁵

¹²⁰ <https://www.jpost.com/Diaspora/US-lifts-ban-on-funding-neo-Nazi-Ukrainian-militia-441884>

¹²¹ <https://time.com/5926750/azov-far-right-movement-facebook/>

¹²² <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/133/text>

¹²³ <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/1/who-are-the-azov-regiment>

¹²⁴ <https://s3.documentcloud.org/documents/20615179/rep-slotkin-letter-on-foreign-terrorist-orgs.pdf>

¹²⁵ Simon Shuster and Billy Perrigo, Like, Share, Recruit: How a White-Supremacist Militia Uses Facebook to Radicalize and Train New Members, *TIME MAGAZINE*, Jan. 7, 2021, <https://time.com/5926750/azov-far-right-movement-facebook/>

S'agissant de la formation des soldats ukrainiens, les États-Unis et le Canada s'étaient engagés en 2015 à ne pas contribuer à la formation militaire du régiment Azov. Sous la pression du Pentagone, les Américains levèrent l'interdiction l'année suivante¹²⁶.

À ce propos, une étude du professeur Oleksiy Kuzmenko mérite le détour. Depuis 2018 la National Army Academy de l'Ukraine accueille dans ses rangs le groupe Centuria. Les membres du groupe se vantent d'avoir reçu en 2021 des formations de la France, du Royaume-Uni, du Canada, de l'Allemagne, de la Pologne et des États-Unis¹²⁷. Or, le groupe est en lien étroit avec le groupe Azov. Les soldats formés au sein du groupe Centuria peuvent bien avoir des orientations néo-nazies. Personne n'est là pour le vérifier.¹²⁸ Dans ce contexte, on ne se surprendra pas d'apprendre que les États-Unis et l'Ukraine ont refusé de voter en faveur d'une motion aux Nations unies approuvée par 130 pays condamnant le nazisme¹²⁹.

Résolution des Nations unies

"Par un vote enregistré de 130 voix pour, 2 contre (Ukraine, États-Unis) et 49 abstentions, l'Assemblée a ensuite adopté le projet de résolution I, "Combattre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée."¹³⁰

Cachez ce malsain que je ne saurais voir

On a pu démontrer l'importance des milices paramilitaires et le rôle-clé joué par le bataillon Azov et d'autres organisations d'extrême droite au sein du pouvoir ukrainien. Depuis que la guerre est commencée cependant, on tente de minimiser les liens des groupes Azov et Secteur droit avec l'idéologie néo-nazie. On cherche à minimiser le

¹²⁶ <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/1/who-are-the-azov-regiment>

¹²⁷ Oleksiy Kuzmenko, « Far-Right Group Made Its Home in Ukraine's Major Western Military Training Hub », IERES Occasional Papers, no. 11, September 2021 Transnational History of the Far Right Series <https://www.illiberalism.org/wp-content/uploads/2021/09/IERES-Papers-no-11-September-2021-FINAL.pdf>

¹²⁸ <https://www.illiberalism.org/wp-content/uploads/2021/09/IERES-Papers-no-11-September-2021-FINAL.pdf>

¹²⁹ US & Ukraine at UN Refuse to Condemn Nazism

The Ukrainian vote against the U.N. resolution against Nazism was motivated by sympathy for the ideology of historic, genocidal active Nazis. It is as simple as that, writes Craig Murray. Consortium News December 23, 2021

<https://consortiumnews.com/2021/12/23/us-ukraine-refuse-to-condemn-nazism-at-un/?fbclid=IwAR0oulg-M7eAktG-NcU-KibcLgGvflpbTEt5sZHO-JosWjIBCpsSnE9golQ>

¹³⁰ <https://www.un.org/press/en/2021/ga12396.doc.htm>

caractère néo-nazi de l'extrême droite en Ukraine. Voyez par exemple ce reportage de *Global News* au Canada :

« Le bataillon Azov a commencé comme une milice d'extrême droite et ses membres étaient liés à des crimes de haine. Aujourd'hui, c'est une force de combat qui combat en première ligne contre l'invasion russe, principalement près de Marioupol. Il y a des années, le bataillon Azov a commencé comme une force de volontaires et était peuplé d'éléments de droite et racistes. De nombreux Ukrainiens et l'Occident ne lui faisaient pas confiance, mais il a défendu Marioupol en 2014 lors de la première expansion de Poutine en Crimée et, dans le cadre des forces armées officielles de l'Ukraine, a aidé à préparer le pays à se défendre contre une invasion plus large de la Russie en 2022. Azov a été formé en mai 2014 en tant que « bataillon de police volontaire », selon Anton Shekhovstov, directeur du Centre autrichien pour l'intégrité démocratique et chercheur sur les groupes d'extrême droite en Europe. Leur formation a été directement influencée par l'annexion par la Russie de la péninsule de Crimée. Eric Sorensen s'est penché sur l'histoire et l'évolution du groupe au cours des dernières années - de ses origines controversées à son statut actuel en tant que l'une des forces militaires de première ligne de l'Ukraine.»¹³¹

Global News est la division des nouvelles et des affaires courantes du Canadian Global Television Network. Le réseau appartient à Corus Entertainment, qui supervise toute la programmation de nouvelles nationales du réseau ainsi que les nouvelles locales sur ses 21 stations détenues et exploitées¹³².

Le Canada savait en fait que le bataillon Azov avait des liens étroits avec le néo-nazisme¹³³: La thèse que le groupe Azov n'est pas néo-nazi a d'ailleurs été réfutée par le reportage d'un journal mainstream, le *Ottawa Citizen*. Le journaliste David Pugliese a écrit que « les responsables canadiens qui ont rencontré une unité ukrainienne liée à des néonazis craignaient d'être exposés par les médias. Les allégations selon lesquelles des troupes canadiennes formeraient des néo-nazis et des criminels de guerre suscitent un examen militaire ». ¹³⁴

Ces nouvelles sont discutées et analysées sur le *World Socialist Web* ¹³⁵, Voici ce qu'on peut y lire :

¹³¹ «Azov Battalion: Who are the ultra right-wing militia fighting for Ukraine against Russia?» *Global News*, 13 avril 2022, Vu par près de 150 000 personnes
<https://www.youtube.com/watch?v=6xkPfyEZNbA>

¹³² <https://globalnews.ca/>

¹³³ David Pugliese, *A year before the meeting, Canada's Joint Task Force Ukraine produced a briefing on the Azov Battalion, acknowledging its links to Nazi ideology*. *Ottawa Citizen*, Nov 08, 2021
<https://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/canadian-officials-who-met-with-ukrainian-unit-linked-to-neo-nazis-feared-exposure-by-news-media-documents>

¹³⁴ David Pugliese, *A review into how Canada approves the foreign military personnel its trains should be ready by early next year but parts of the study will need to remain secret*, *ibidem*.

¹³⁵ James Clayton, « Canadian Armed Forces providing military training to Ukrainian neo-Nazis », *World Socialist Web Site*, 2 December 2021.

« Le 8 novembre, le *Ottawa Citizen* a rapporté que des responsables de l'armée et du ministère de la Défense ont tenté de dissimuler une réunion de 2018 entre un groupe d'"officiers et de diplomates" canadiens et des membres du bataillon Azov, un groupe ouvertement fasciste dont les membres sont intégrés à la Garde nationale ukrainienne. Pleinement informés en 2017 de son idéologie nazie, les responsables canadiens ne se souciaient que du fait que la réunion reste secrète. Elle a été exposée lorsque Azov s'en est vanté sur les médias sociaux »¹³⁶

Une étude de l' *Institute for European Russian and Eurasian Studies at George Washington University* a aussi étayé en détail le rôle de plusieurs pays occidentaux dont le Canada et les États-Unis dans la formation de groupes d'extrême-droite¹³⁷.

Le Canada, les États-Unis et d'autres pays ont formé en secret les milices paramilitaires d'Ukraine en sachant très bien que ce sont des groupes néo-nazis. Les groupes néo-nazis ne sont peut-être pas importants en nombre, mais ils ont joué un rôle majeur dans le renversement du régime ukrainien en 2014, joué un rôle dans les politiques du gouvernement et joué un rôle sur le plan militaire. Tout indique que les États-Unis et leurs alliés ont financé et formé ces groupes.

¹³⁶ <https://www.wsws.org/en/articles/2021/12/03/uknz-d03.html>

¹³⁷ <https://www.illiberalism.org/wp-content/uploads/2021/09/IERES-Papers-no-11-September-2021-FINAL.pdf> Voici une autre source : Jim Naureckas, «Denying the Far-Right Role in the Ukrainian Revolution », FAIR, MARCH 7, 2014 <https://fair.org/home/denying-the-far-right-role-in-the-ukrainian-revolution/> Autres sources : Will Cathcart et Joseph Epstein *Is America Training Neonazis in Ukraine? Officially no, but no one in the U.S. government seems to know for sure* Updated Dec. 08, 2019 <https://www.thedailybeast.com/is-america-training-neonazis-in-ukraine>

Chapitre 8 : Ce qui ne fait pas la nouvelle

Qu'est-ce qui explique l'escalade insensée dans laquelle nous sommes engagés? À mon avis, c'est le rêve américain d'un monde unipolaire et d'une hégémonie planétaire, apparu à la suite de la dissolution de l'URSS, et qui est ensuite venu se heurter à la réalité d'un monde multipolaire émergent. La nouvelle puissance impériale américaine a vu son rêve se briser, confrontée à ses propres difficultés financières, à la montée de la Chine et au redressement économique de la Russie. Les dirigeants américains ont senti que le sol se dérobaient sous leurs pieds. Il fallait désormais poursuivre la guerre économique par d'autres moyens. C'est cela qui explique comment on en est arrivé là.

Si face à cette réalité, certains ont maintenu l'idéal initial d'un monde unipolaire, d'autres parlèrent plutôt d'un choc des civilisations. L'islamophobie, la russophobie et la sinophobie en tracent le contour. Des interventions militaires sont alors apparues nécessaires. On a ainsi assisté depuis des années à des interventions militaires appuyées par l'OTAN : au Moyen-Orient, en Ukraine ou en mer de Chine. À partir de septembre 2001, ce sera tout d'abord le terrorisme islamique. Les Américains en profiteront pour investir des sommes astronomiques militaires en Irak et en Afghanistan, participeront à des interventions directes en Libye et en Syrie, appuieront le régime saoudien au Yémen et l'État israélien en Palestine, lâcheront des bombes en Somalie et au Pakistan.

L'OTAN est une organisation militaire qui a depuis longtemps cessé d'être purement défensive. Elle est devenue offensive depuis l'intervention en Serbie en 1999. Le massacre de Racak a servi de prétexte à une intervention de grande envergure. Il s'agit d'une organisation militaire agissant sous le commandement des États-Unis qui a progressivement encerclé la Russie, s'est militarisée de plus en plus à l'Est et s'est développée sans tenir compte des inquiétudes russes.

La formule Rand

Le titre de cette section est un clin d'œil à une expression qui, au Québec, est consacrée et qui réfère à l'obligation qu'ont tous les employés, qu'ils soient syndiqués ou non, de cotiser au sein du syndicat représentant l'ensemble des travailleurs au sein de l'entreprise. Dans le contexte présent, il s'agit plutôt de la Rand Corporation, un Think Tank financé en grande partie par le gouvernement américain à la hauteur de 360 millions de dollars par année. Comme je vais le montrer, les Américains ont appliqué à la lettre l'ensemble des mesures d'escalade proposées dans le document de 2019 de ce Think tank.

Les médias décrivent Vladimir Poutine comme étant à l'origine du conflit, comme s'il cherchait à reconstituer l'URSS. À ce propos, voulant à tout prix s'accrocher à l'idée que l'opération militaire s'explique à partir d'une logique interne à la Russie, on a invoqué la figure du philosophe conservateur Alexandre Douguine. L'influence de Douguine sur Poutine serait en cause et non la provocation des États-Unis. Ce scénario imaginaire a comme insigne avantage d'évacuer les enjeux géopolitiques et de ne pas tenir compte des États-Unis.

Et pourtant, ces derniers ont rompu leur promesse de ne pas élargir l'OTAN au-delà de l'Allemagne de l'Est. Ils ont ajouté 14 nouveaux pays malgré l'opposition russe à tout élargissement de l'OTAN exprimée par Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine et Vladimir Poutine. Ils se sont retirés des traités portant sur les boucliers anti-missiles (2002) et sur les missiles à portée intermédiaire (2019), de même que de l'*Open Sky Treaty* en 2020. Ils ont installé des bases militaires dans les nouveaux pays intégrés à l'OTAN. Ils ont installé des boucliers anti-missiles capables d'être utilisés offensivement notamment en Pologne et en Roumanie.

Dans la foulée du coup d'État, l'armée ukrainienne sera formée par les Occidentaux, des investissements de 5 milliards de dollars seront effectués et une guerre civile visant la population russophone sera amorcée. L'Ukraine refusera ensuite d'appliquer les accords de Minsk qu'elle avait pourtant signés et qui visaient à rétablir la paix civile. Il appert maintenant que ces accords permettaient en fait surtout à l'Ukraine de gagner du temps pour se préparer à la guerre. Merkel, Hollande et Porochenko confirmèrent cette interprétation. La formation par les USA et leurs alliés de bataillons ukrainiens et l'installation d'équipement militaire transformeront l'Ukraine en membre de facto de l'OTAN. L'engagement réitéré par Anthony Blinken en 2021 d'inclure formellement ce pays dans l'OTAN et la reprise des hostilités dans le Donbass seront les gouttes qui feront déborder le vase. Il y avait une menace que les États-Unis faisaient de plus en plus peser sur la Russie.

Dans le document de la Rand Corporation de 2019, on peut lire :

« Ce rapport cherche à définir les domaines dans lesquels les États-Unis peuvent rivaliser à leur avantage... ce rapport examine les vulnérabilités et les inquiétudes économiques, politiques et militaires de la Russie. Il analyse ensuite les options politiques potentielles pour les exploiter. »

« La plupart des mesures abordées dans ce rapport sont, d'une certaine manière, des mesures d'escalade, et la plupart d'entre elles provoqueraient probablement une contre-escalade de la part de la Russie. »

« Les mesures que nous examinons n'auraient pas pour objectif premier la défense ou la dissuasion, bien qu'elles puissent contribuer aux deux. Elles sont plutôt conçues comme des éléments d'une campagne destinée à déséquilibrer l'adversaire, en amenant la Russie à se battre dans des domaines ou des régions où les États-Unis ont un avantage concurrentiel, en poussant la Russie à se dépenser militairement ou économiquement ou en faisant perdre au régime son prestige et son influence au niveau national et/ou international. »

Parmi l'ensemble des mesures proposées, on trouve notamment celles-ci :

Entraver les exportations de pétrole russe
Réduire les exportations de gaz russe

Entraver l'expansion des pipelines russes
 Imposer des sanctions aux Russes
 Fournir une aide létale à l'Ukraine
 Augmenter les forces terrestres de l'OTAN en Europe
 Augmenter les exercices de l'OTAN en Europe
 Se retirer du traité INF (forces nucléaires à portée intermédiaire).
 Nuire à la réputation internationale de la Russie

Comme on peut le voir, cette feuille de route a été suivie à la lettre. Les Américains ont présenté le retrait du traité de l'INF comme ayant été causé par les violations russes de l'entente contenue dans le traité, mais il appert maintenant que c'est une initiative des États-Unis, comme mesure d'escalade susceptible de déstabiliser la Russie.

L'avis des experts

Les Américains sont allés de l'avant et ont décidé d'appliquer ce plan, et ce, malgré les avis contraires répétés de plusieurs politiciens, anciens diplomates de carrière ou experts en géopolitique formulés depuis plusieurs années. George F Kennan, qui était le concepteur de la stratégie de l'endiguement de l'URSS pendant la guerre froide, a le premier fait valoir un point de vue critique dans un article intitulé « A Fateful Error » paru dans le *New York Times* en 1997, où il écrit :

« L'élargissement de l'OTAN serait la plus fatale erreur depuis la fin de la guerre froide. On peut s'attendre à ce que cette décision attise les tendances nationalistes anti occidentales et militaristes de l'opinion publique russe, qu'elle relance une atmosphère de guerre froide dans les relations Est-Ouest et oriente la politique étrangère russe dans une direction qui ne correspond pas vraiment à nos souhaits. »

Le directeur de la CIA, William Burns, a pour sa part écrit en 2008 la chose suivante dans un mémo envoyé à la Secrétaire d'État Condoleezza Rice :

« L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est la plus vive de toutes les lignes rouges pour l'élite russe (et pas seulement Poutine). En plus de deux ans et demi de discussions avec des acteurs russes clés [...] je n'ai encore trouvé personne qui considère l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN comme autre chose qu'un défi direct aux intérêts russes. »

Onze ans plus tard, il ajoutait dans ses *Mémoires* :

« Là où nous avons commis une grave erreur stratégique [...], c'est que nous avons ensuite laissé l'inertie nous pousser à demander l'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine et de la Géorgie, malgré les profonds attachements historiques de la Russie à ces deux États et les protestations, encore plus fortes. Cela a causé des dommages indélébiles et a nourri l'appétit d'une future direction russe de se venger. »

Jack Matlock est l'ancien ambassadeur des États-Unis en Russie. Il est l'un des rares spécialistes de la Russie dans le corps diplomatique américain. Juste avant l'invasion, il écrivit :

« Puisque la principale exigence de Poutine est l'assurance que l'OTAN ne prendra pas de nouveaux membres, et en particulier pas l'Ukraine ni la Géorgie, il est évident que la crise actuelle n'aurait pas eu lieu s'il n'y avait pas eu d'expansion de l'Alliance après la fin de la guerre froide, ou si l'expansion s'était faite en harmonie avec la construction d'une structure de sécurité en Europe qui incluait la Russie. »

En plus de Kennan, Burns et Matlock, il y avait aussi Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État des États-Unis, Chas Freeman, ancien sous-secrétaire à la Défense pour les affaires de sécurité internationale des États-Unis, William Perry, secrétaire de la Défense sous Bill Clinton, John Mearsheimer professeur de science politique à l'Université de Chicago, Stephen F Cohen, regretté professeur de la NYU et de Princeton, Noam Chomsky, intellectuel de renommée internationale et même Barack Obama, ancien président démocrate. Ils ont tous en vain essayé de faire comprendre que l'Ukraine était un intérêt vital pour la Russie, mais pas un intérêt vital pour les États-Unis.

L'implication américaine en Ukraine

La plupart des citoyens n'ont jamais entendu parler du document de la Rand corporation de 2019, pas plus que des très nombreux avis opposés à l'élargissement de l'OTAN au point d'inclure l'Ukraine. Ils ne sont pas plus au fait de l'implication des États-Unis dans le coup d'État de Maïdan. En 2004, les élections opposent Viktor Yanukovich et le candidat Viktor Yushchenko. Le second est appuyé par les USA. Sa femme Katerina a travaillé à la Maison blanche sous l'administration de Reagan. Malheureusement pour les Américains, après quelques années de pouvoir, Yanukovich le remplacera en 2010. Mais au lieu d'une intervention directe de la CIA, on prépare désormais longtemps à l'avance le terrain pour favoriser les coups d'État.

Nous avons déjà fait référence à la chaîne hromadske.tv a été en partie financée par l'ambassade des USA et celle des Pays-Bas, de même que par la fondation Renaissance fondée par Georges Soros. Les USA avaient cependant déjà dès décembre 2013 investi 5 milliards de dollars en Ukraine.

Bien avant que le coup d'État n'ait lieu, Victoria Nuland avait été photographiée avec les membres de l'opposition :



John McCain rencontra lui aussi Oleh Tyahnybok, de même que le vice-président Joe Biden¹³⁸.



Rappelons qu'Oleg Tyagnibok est chef du parti Liberté (*Svoboda*). C'est lui qui, comme on l'a déjà mentionné, a été classé en 5^e position dans le palmarès des 10 plus grands antisémites de 2012 par la fondation Simon Wiesenthal.

¹³⁸ Peter Lee « The Scary Side of the Ukraine Troika », *Counterpunch*, 13 mars, 2014
<https://www.counterpunch.org/2014/03/13/the-scary-side-of-the-ukraine-troika/>

L'implication des États-Unis dans le coup d'État ne s'est pas résumée à des prises de position générale, à des rencontres formelles et à des sommes d'argent. Les Américains se sont engagés dans la micro-gestion de la crise. Chris Murphy sénateur du Connecticut, John McCain et Victoria Nuland dénoncèrent la violence de la police survenus dans les jours conduisant au coup d'État. Ils contribuaient de cette manière à approfondir la crise.

Pour destituer le président en accord avec la constitution, il fallait que les trois quarts des votes des députés se prononce en faveur du principe, mais cette proportion ne fut pas atteinte : 628 votes furent enregistrés au lieu des 688 votes requis. Un accord survint le 21 février pour procéder à des élections présidentielles quelques mois plus tard. Quand il apparut clairement que la révolte prenait la forme d'un coup d'État, Viktor Yanukovich a dû s'enfuir du pays et s'est installé en Russie avec l'accord du Kremlin. Les États-Unis ne cherchèrent pas à raviver l'accord du 21 février ou à exiger un changement de régime s'accordant avec la constitution.

À l'occasion d'une conversation interceptée survenue entre Victoria Nuland et l'ambassadeur Geoffrey Pyatt, Nuland exprime son opinion en faveur de « Yats » pour le poste de premier ministre de l'Ukraine avec l'appui de « Klitsch » et Tanyehuk qui doivent agir de l'extérieur. L'ambassadeur et Nuland conviennent que des appels téléphoniques seront faits pour confirmer les nouvelles nominations. On pourra procéder sans passer par l'UE. « Fuck the EU » !¹³⁹. « Yats » ? C'est Arseniy Yatsenyuk leader du parti Fatherland. « Klitsch » ? C'est Vitali Klitschko leader du parti UDAR. Et Oleh Tyahnybok c'est le leader du parti Liberté (Svoboda).

On est loin d'avoir affaire à une théorie du complot. D'ailleurs, le sénateur Chris Murphy a avoué bien candidement que les USA ont été impliqués dans le coup d'État¹⁴⁰.

Très rapidement après le coup d'État, le 4 mars, le secrétaire d'État américain John Kerry se réunira à la Verkhovna Rada à Kiev avec les membres du Parlement Ukrainien Vitali Klitschko, Petro Poroshenko, Oleh Tyahnybok et Sergei Tigipko. Dans une manifestation de soutien pour la jeune Ukraine, Kerry offrira un milliard de dollars en garantie de prêts américains et des promesses d'assistance technique.¹⁴¹

¹³⁹ https://www.youtube.com/watch?v=pKcmNGvaDU&ab_channel=GlobalTreePictures

¹⁴⁰ <https://rumble.com/v2e6992-system-update-60.html>

¹⁴¹ <https://www.alamy.com/secretary-kerry-meets-with-ukrainian-members-of-parliament-image68154278.html>



Le directeur de la CIA John Brennan visitera Kiev en avril 2014 après le départ de Ianoukovitch. L'Américaine Nathalie Jaresko recevra la citoyenneté ukrainienne pour agir comme ministre des finances le 2 décembre 2014. Le vice-président Joe Biden interviendra auprès des autorités ukrainiennes pour que soit nommé un nouveau procureur général moins corrompu. Le fils de Joe Biden siègera sur le conseil d'administration de l'entreprise Burisma pour un salaire de 50 000\$ par mois.

Une même complicité eut lieu concernant Odessa. La Maison blanche n'a pas réagi pour dénoncer le massacre d'Odessa commis à la Maison du Syndicat le 2 mai 2014¹⁴², mais elle s'est impliquée directement dans la nomination du gouverneur quelques mois plus tard. Le 30 mai 2015, Mikheil Saakashvili fut nommé gouverneur d'Odessa. C'était un vieil ami des États-Unis. Il avait obtenu une bourse du gouvernement américain et il a travaillé pour une firme d'avocat de New York représentant le groupe Trident. Il avait été impliqué dans la Révolution des roses en Géorgie à l'occasion de laquelle Eduard Shevardnadze, pourtant démocratiquement élu, fut limogé. Immédiatement après cela, les représentants de la Géorgie manifestèrent leur intention de joindre l'OTAN. En 2007, la population sortit dans la rue pour exprimer son désaccord. Saakashvili répondit avec violence. Il ne voulut pas attendre le résultat des élections de 2013, et choisit plutôt de quitter le pays pour les États-Unis. En 2014 il fut mis en accusation pour abus de pouvoir. Il reviendra en Ukraine comme conseiller du président et ensuite, il renoncera à sa nationalité géorgienne pour devenir citoyen ukrainien afin de pouvoir agir comme gouverneur d'Odessa. À peine un mois après avoir été dans ses nouvelles fonctions, il recevra la visite de l'ambassadeur américain Geoffrey Pyatt. Sur sa page facebook, le

¹⁴² Stephen F. Cohen «The Silence of American Hawks About Kiev's Atrocities », NYU Jordan Center, 3 juillet 2014
https://jordanrussiacenter.org/news/silence-american-hawks-kievs-atrocities/#.YoJZbBPMJ_Q

gouverneur dira avoir reçu 200 000 \$ par an des États-Unis. Si Odessa avait été un État américain, ça aurait été l'État qui paie le plus avantageusement son gouverneur¹⁴³.

La collaboration militaire entre l'Ukraine et les États-Unis a fonctionné à plein régime depuis le coup d'État de 2014, coup que les Américains ont instrumentalisé à leur avantage. Ils ont installé des laboratoires chimiques qui, selon Victoria Nuland, « ne doivent pas tomber aux mains des Russes ». La formation de soldats a par la suite été assurée, notamment par des militaires américains et canadiens. Les fortifications au cœur de l'Ukraine ont préparé la confrontation. Un équipement militaire a été installé. L'Ukraine était en train de devenir un membre de facto de l'OTAN. Zelensky annonça son intention de reprendre le contrôle sur le Donbass et de reprendre la Crimée. L'armée ukrainienne se massait à l'Est du pays. Le secrétaire d'État Anthony Blinken répéta en novembre 2021 que les États-Unis travaillaient à chaque jour pour inclure l'Ukraine dans l'OTAN et la vice-présidente Kamala Harris a renchéri par la suite en répétant la même chose. Le document russe préconisant la neutralité de l'Ukraine fut rejeté du revers de la main par les Américains.

La Russie ne pouvait pas béatement accepter cette situation qui allait permettre aux États-Unis d'installer en Ukraine des boucliers anti-missiles ou des missiles à portée intermédiaire. Cela revenait pour les Russes à accepter de se faire placer un fusil sur la tempe. Lors d'une rencontre entre le président Joe Biden et Vladimir Poutine à la fin de 2021, le premier promit que les Américains n'installeraient pas des missiles en Ukraine. Fallait-il maintenant croire cette ultime promesse? Le 12 février 2022, lors du dernier échange entre Poutine et Biden, la promesse n'existait plus. Poutine comprit alors que les Américains voulaient qu'une confrontation s'engage. Or, ceux qui ont accusé les États-Unis et l'OTAN d'être en très grande partie responsables du conflit ont ipso facto été qualifiés de pro-Poutine. Les faits sont pourtant têtus et accablants. Les USA sont bel et bien engagés dans une guerre par procuration avec les Russes en se servant des Ukrainiens comme d'une chair à canon.

Le 24 février 2022, la Russie envahissait l'Ukraine. Cette intervention fut qualifiée par les Russes d'« opération militaire spéciale ». L'espoir des dirigeants russes était de procéder rapidement pour que les combats se terminent le plus tôt possible. Malheureusement, tel n'était pas le souhait des Américains. Les négociations entre Russes et Ukrainiens s'engagèrent effectivement dès le mois de mars suivant, mais l'interruption des négociations fut imposée aux Ukrainiens par l'OTAN, notamment suite à des démarches faites officiellement par Boris Johnson. Cette interruption ne fut pas critiquée seulement par ceux que l'on qualifie de pro-Poutine, mais aussi par l'ancien ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France, Hubert Védrine. Ce dernier écrit : « Boris Johnson est irresponsable. Il est sur une ligne maximaliste...prêt à se battre jusqu'au dernier ukrainien...pour affaiblir la Russie ». En fait, si on se rapporte aux propos tenus par l'ancien premier ministre israélien Naftali Bennett, agissant comme médiateur, il semble que les Américains soient eux-mêmes intervenus avant Boris

¹⁴³ Source : Ukraine under Fire

https://www.youtube.com/watch?v=pKcmNGvaDU&ab_channel=GlobalTreePictures

Johnson pour mettre fin aux négociations¹⁴⁴. Les Américains n'ont pas seulement forcé Zelensky à mettre un terme aux négociations avec les Russes. Ils ont adopté une nouvelle politique concernant l'usage de l'arme nucléaire. Dans une note produite par le service d'information du Congrès américain, publiée au mois de mars 2022, on peut lire :

« L'examen de la révision de la position à l'égard du nucléaire (NPR) de l'administration Biden a passé en revue la politique déclaratoire nucléaire des États-Unis, à savoir les déclarations que font les États-Unis sur le moment, la manière et la raison de l'utilisation des armes nucléaires pour dissuader les adversaires et rassurer les alliés des États-Unis au sujet de leur engagement en matière de défense. Mais, selon une fiche d'information de l'administration, le NPR ne modifiera pas cette politique pour inclure un engagement de "non-utilisateur premier" stipulant que les États-Unis n'utiliseront jamais les armes nucléaires en premier dans un conflit et n'inclura pas une politique de "but unique" stipulant que le seul but des armes nucléaires est de dissuader l'utilisation de l'arme nucléaire. Au lieu de cela, le NPR déclarera que "le rôle fondamental des armes nucléaires américaines est de dissuader toute attaque nucléaire contre les États-Unis, nos alliés et nos partenaires". Il indiquera également que "les États-Unis n'envisageront l'utilisation d'armes nucléaires que dans des circonstances extrêmes pour défendre les intérêts vitaux des États-Unis ou de leurs alliés et partenaires". »¹⁴⁵

La politique américaine ne comporte donc pas d'engagement à ne pas tirer en premier et la dissuasion n'est pas nécessairement le seul but recherché.

La question se pose : qui a à cœur le sort des Ukrainiens? Sont-ce les va-t-en guerre qui font la promotion d'une intervention directe, d'une *no fly zone* ou de l'aide militaire accrue, ou ceux qui, depuis le début, accusent les Américains de jeter de l'huile sur le feu et de favoriser l'escalade au lieu de recourir à la négociation et à la diplomatie?

Un florilège de mensonges éhontés

Je mentionnerai en terminant un autre ensemble de faits qui contribue à maintenir les populations occidentales dans une situation d'ignorance. Cela constituera une excellente transition pour le chapitre suivant consacré à la propagande médiatique.

Depuis le début du conflit, les Américains ont aussi accusé la Russie d'avoir tiré sur des populations civiles ainsi que sur des écoles, des hôpitaux et des théâtres. Or, Amnistie internationale a démontré que l'armée ukrainienne s'installait dans ces bâtiments et se servait des civils comme boucliers humains. C'est ce fait qui constitue un crime de guerre et non des bombes lancées sur des soldats campés dans des écoles ou des hôpitaux. On a aussi accusé les soldats russes de violer systématiquement les femmes, mais la procureure ukrainienne qui a fait ces allégations a dû démissionner faute de preuves fournies. On a accusé la Russie de bombarder leurs propres camps de prisonniers composés de membres du régiment néo-nazi Azov, alors que l'Ukraine avait tout intérêt de chercher à museler

¹⁴⁴ <https://mate.substack.com/p/another-nato-ally-confirms-us-blocked>

¹⁴⁵ <https://sgp.fas.org/crs/nuke/IN10553.pdf>

ces prisonniers pour ne pas que les Russes les fassent parler et montrent à la face du monde la haine raciste qui les anime. Certains ont aussi évoqué la possibilité que des milices russes soient à l'origine de l'assassinat de la fille d'Alexandre Douguine, alors que son nom, de même que celui de son père, apparaissaient avec leurs coordonnées sur une liste de personnes jugées propagandistes qu'il faudrait abattre.

Zelensky a accusé la Russie de lancer des missiles sur la centrale nucléaire de Zaporijjia pourtant contrôlée par les Russes, alors qu'une autre version sortie le lendemain alléguait que l'armée ukrainienne avait lancé des missiles à proximité de la centrale parce que l'armée russe y occupait les lieux. Or, la centrale était en fait gardée par une police russe et non par l'armée.

Comme si cela n'était pas déjà assez, un sabotage des deux gazoducs Nordstream 1 et 2 eut lieu. Le 26 septembre 2022, trois explosions furent entendues. Quelques minutes plus tard, la première ministre de Grande-Bretagne, Liz Truss, aurait selon certains envoyé un message SMS à Anthony Blinken, à l'occasion duquel elle aurait laissé échapper : « It's done ! »¹⁴⁶. On n'a cependant pas pu vérifier la véracité de cette information¹⁴⁷.

Le jour de l'évènement, Radek Sikorski, journaliste et homme politique polonais, membre de la Plateforme civique, remercie dans un tweet les États-Unis :



Or, cet acte criminel fut initialement attribué aux Russes! Et pourtant, Vladimir Poutine venait tout juste d'affirmer qu'il était prêt à fournir à nouveau du gaz en Europe pourvu que l'Europe mette fin aux sanctions. À l'occasion d'une intervention faite en septembre 2022 à Samarkand, il a dit :

¹⁴⁶ https://www.youtube.com/watch?v=XqZylkQH86E&ab_channel=CRUX

¹⁴⁷ https://www.liberation.fr/checknews/its-done-liz-truss-a-t-elle-confirme-lexplosion-de-north-stream-par-un-sms-envoye-a-washington-20221102_PVI6JLF23BGQTASJD2FWL2PEOE/

« Après tout, s'ils ont un besoin urgent [de gaz], si la situation est si mauvaise, il suffit de lever les sanctions contre Nord Stream 2, avec ses 55 milliards de mètres cubes par an - il leur suffit d'appuyer sur le bouton et ils le feront démarrer. Mais ils ont choisi de le fermer eux-mêmes ; ils ne peuvent pas réparer un pipeline et ont imposé des sanctions contre le nouveau Nord Stream 2 et ne l'ouvriront pas. Sommes-nous à blâmer pour cela ? Qu'ils réfléchissent bien à qui est à blâmer et qu'aucun d'entre eux ne nous reproche ses propres erreurs. Gazprom et la Russie ont toujours rempli et rempliront toutes les obligations découlant de nos accords et contrats, sans jamais faillir. »

À l'opposé, Joe Biden a promis dès le début du conflit qu'il allait mettre fin au fonctionnement de ces deux pipelines. Le journaliste Joe Lauria rapporte l'échange suivant survenu en février 2022 :

« Le président Joe Biden, avec le chancelier allemand Olaf Scholz à ses côtés, a promis lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche au début du mois de février que les États-Unis étaient "capables" de fermer le gazoduc germano-russe Nord Stream 2 en mer Baltique si la Russie envahissait l'Ukraine. Un journaliste a demandé à Biden : "Mais comment ferez-vous exactement, puisque... le projet est sous le contrôle de l'Allemagne ?" Biden a répondu : "Je vous promets que nous serons en mesure de le faire". »

En fait, le sabotage du gazoduc Nordstream avait été planifié dès 2021. Le 7 décembre 2021, lors d'une rencontre de Victoria Nuland avec un comité sénatorial, le Sénateur républicain du Wisconsin, Ron Johnson, demande à Nuland de confirmer que les États-Unis ont l'intention de stopper Nordstream. Le Sénateur précisa qu'il ne voyait pas de meilleur moyen de punir une éventuelle agression russe que celui de faire reculer (*rolling back*) les progrès réalisés et, si possible, d'empêcher le projet Nordstream II d'être complété. « Est-ce là un sujet de discussion avec les alliés, est-ce que cette chose est envisagée ? » demanda-t-il. « Absolument », répondit Nuland. Elle rappela que le 21 juillet 2021, le département d'État a émis un communiqué à l'effet qu'une agression russe en Ukraine aurait un impact direct sur le pipeline¹⁴⁸.

« Si la Russie envahit l'Ukraine, le projet Nordstream 2 d'une façon ou d'une autre ne sera pas complété », répéta-t-elle en janvier 2022.

Pendant le conflit, alors que les sanctions étaient en application, les gazoducs avaient cessé de fonctionner. Des manifestations en Allemagne commençaient cependant à réclamer la fin des sanctions et une certaine reprise des négociations entre l'Ukraine et la Russie pouvait être envisagée suite à une initiative de l'Arabie saoudite. Les Américains ont peut-être senti qu'il fallait passer à l'action pour ne pas que le fonctionnement des pipelines reprenne.

¹⁴⁸ <https://www.state.gov/joint-statement-of-the-united-states-and-germany-on-support-for-ukraine-european-energy-security-and-our-climate-goals/>

L'hypothèse d'un sabotage américain est d'autant plus plausible que des navires et des sous-marins de l'OTAN s'étaient livrés à des manœuvres quelques semaines plus tôt. Un journal allemand aurait également rapporté que les autorités scandinaves avaient été alertées par les Américains de l'éventuel sabotage des gazoducs.

L'article de Seymour Hersh est venu clore le débat. Hersh est un journaliste de renom qui a à son crédit de nombreux reportages importants. Il a révélé le massacre de My Lai pendant la guerre du Vietnam. Il a couvert le scandale du Watergate pour le *New York Times*. Il a montré que la torture était effectivement pratiquée à la prison d'Abu Graïb. Le voici maintenant qui révèle le détail de l'explosion des gazoducs Nordstream. Les États-Unis sont effectivement impliqués. Ils ont agi avec la complicité de la Norvège¹⁴⁹.

Certains demeurent sceptiques. Ils ne comprennent pas comment on peut accuser les États-Unis, parce qu'ils ne voient pas pourquoi les Américains voudraient s'en prendre à un pays allié. On pourrait leur répondre que les Américains n'ont pas hésité à s'interposer pour abroger le contrat que la France avait signé avec l'Australie pour la construction de sous-marins. Mais une réponse plus immédiate est à notre portée. Les réactions d'Anthony Blinken et Victoria Nuland à l'égard de cette catastrophe révèlent le véritable sentiment de la Maison Blanche et ce n'est pas de la compassion. Au contraire, Blinken vit ce désastre allemand comme une belle opportunité et Nuland s'est réjouie de voir que les gazoducs ne sont plus que des amas de métaux au fond de la mer. Après les avoir entendus, se demande-t-on encore vraiment comment les États-Unis peuvent avoir pu poser un geste nuisant aux intérêts allemands?

Condoleeza Rice l'avait déjà dit clairement. L'enjeu le plus important est de porter un dur coup à l'économie russe qui repose à 80% sur la vente de gaz, de pétrole et d'autres ressources extractives. À long terme, il vaut mieux pour l'Europe de commercer avec l'Amérique du Nord qui regorge de telles ressources¹⁵⁰.

Les coûts impliqués dans la construction de ces gazoducs s'élevaient à plusieurs milliards de dollars. Les Russes ont cherché par quels moyens ils pouvaient réparer les dégâts et combien cela allait leur coûter.

Plusieurs pays ont réclamé aux Nations unies la tenue d'une enquête approfondie. Les États-Unis s'y sont opposés, voulant laisser à l'Allemagne, la Suède et le Danemark le soin de mener eux-mêmes cette enquête. Or, ces pays se sont à ce jour refusés de révéler les faits qu'ils ont pu déterminer. Le plus remarquable dans cette histoire n'est pas seulement le fait que les Américains aient pu se livrer à un sabotage d'une telle envergure. C'est aussi le fait que les médias de masse aient choisi d'étouffer l'affaire et de ne pas en parler, d'ignorer l'article de Sy Hersh ou alors de produire une version des faits complètement farfelue. Cela soulève l'enjeu de la médiatisation du conflit. Quel a été le rôle des médias de masse dans cette affaire?

¹⁴⁹ [https://seymourhersh.substack.com/p/how-america-took-out-the-nord-stream?r=5mz1&utm_campaign=post&utm_medium=web](https://seymourhersh.substack.com/p/how-america-took-out-the-nordstream?r=5mz1&utm_campaign=post&utm_medium=web)

¹⁵⁰ <https://www.youtube.com/shorts/L1oJp1Etjbo>

Chapitre 9 : L'information est une arme

La guerre est presque toujours accompagnée de ce que Michel Collon appelle des 'médias mensonges'. Ce chapitre leur est entièrement consacré.

Des mensonges à la pelle

Ainsi en est-il de la « stratégie du fer à cheval » supposément déployée par le serbe Slobodan Milosevic en 1999, comme moyen de cerner les Kosovars afin de procéder à un génocide. C'est une stratégie qui, selon le *Der Spiegel*, n'a jamais existé. La procureure du tribunal pénal international pour l'ex Yougoslavie, Carla del Ponte, ne l'a même pas évoquée dans son acte d'accusation contre Milosevic. L'armée de Slobodan Milosevic a certes commis des exactions répréhensibles et passibles de crimes contre l'humanité. Milosevic a d'ailleurs été condamné pour les crimes commis, mais la juge n'a pas dans sa sentence fait référence à la stratégie du fer à cheval.

Ce média mensonge servait à justifier une intervention militaire de l'OTAN contre un pays allié à la Russie. Le journaliste Chris Hedges couvrait cette guerre sur le terrain pour le *New York Times*. Quand son reportage rapportait les exactions commises par l'armée serbe, son texte était publié. Quand, au contraire, il faisait état des crimes de guerre commis par les Kosovars, son texte ne paraissait pas.

On peut aussi évoquer le souvenir de la première guerre d'Irak. L'armée irakienne avait envahi le Koweït au début du mois d'août 1990, avec la confiance que les États-Unis n'interviendraient pas dans le conflit. Ce geste avait été condamné par la communauté internationale. La neutralité initiale apparente, affichée par les Américains était-elle un subterfuge ? Quoi qu'il en soit, une « infirmière » koweïtienne est venue témoigner devant le congrès américain d'une histoire d'horreur qui a frappé l'imagination du public. Des soldats irakiens seraient entrés dans une pouponnière à Koweït city et auraient sortis des bébés de leur bassinet pour les lancer sur le plancher froid où ils seraient morts. Or, l'« infirmière » témoignant de cette tragédie n'était pas infirmière, mais en réalité la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington. Cette fausse nouvelle servait de déclencheur justifiant une intervention américaine au Moyen-Orient. Les Américains intervinrent au sein d'une coalition et avec l'appui d'une résolution adoptée au sein du Conseil de sécurité, mais avec un atout additionnel précieux : la caution du public.

George H. Bush avait amorcé sa présidence en faisant une allusion métaphorique aux « *thousand points of light* », voulant ainsi faire référence aux milliers d'organisations communautaires qui brillaient dans le pays. En voyant les explosions illuminer en 1991 un peu partout le ciel nocturne au-dessus de Bagdad, on ne pouvait s'empêcher de penser que l'expression consacrée de Bush avait bien involontairement aussi acquis une autre signification, beaucoup moins heureuse.

Douze ans plus tard, les Américains engageaient un second bras de fer avec Saddam Hussein. Le *Commander in chief* était le fils, George W. Bush. Les Américains ne se

remettaient toujours pas du traumatisme causé par les attentats terroristes dirigés contre les deux tours du World Trade Center et contre le Pentagone. Leurs dirigeants voulurent se servir de cette tragédie comme d'un prétexte pour envahir l'Irak. Toutes les raisons étaient bonnes pour justifier une présence américaine au Moyen-Orient. Cette fois-ci cependant, des résistances, notamment celle de la France, empêchaient l'adoption d'une résolution au Conseil de sécurité. Colin Powell brandit une fiole contenant une substance prouvant l'existence d'armes de destruction massive détenues par l'Irak. On suggéra aussi que l'Irak avait conspiré avec le groupe Al Qaeda pour commettre l'attentat du 11 septembre. Sous la gouverne de Tony Blair, les Britanniques firent état de livraison d'uranium en provenance de l'Afrique. Pourquoi se contenter d'un seul média mensonge quand on peut en énoncer trois?

Ne pardons pas de vue l'horreur que tout cela représente. Les deux guerres d'Irak ont conduit à la mort plus d'un million d'Irakiens, militaires et civils. Plusieurs pensent encore que les dirigeants américains étaient sincères et qu'ils se sont tout simplement trompés au sujet des armes de destruction massive, tout comme concernant la complicité de Saddam Hussein avec Al Qaeda et la livraison d'Uranium en provenance d'Afrique. Peu de citoyens américains savent qu'il s'agissait d'histoires parfaitement inventées servant de prétexte à l'invasion de l'Irak. Ils résistent encore à l'idée qu'il s'agissait de mensonges éhontés, de fausses preuves volontairement concoctées. En réalité, l'establishment aux commandes de l'État américain avait, bien avant le 11 septembre 2001, songé à disposer de Saddam Hussein.

On a également confectionné de toute pièce l'histoire d'une intention présumée du leader libyen Mouammar Kadhafi de bombarder la population à Benghazi, alors que rien ne permettait de l'affirmer. Le mensonge servait de prétexte pour faire adopter au Conseil de sécurité en 2011 une résolution réclamant l'imposition d'un *no fly zone* en Libye. Une fois rendus sur place, les américains, les français et les britanniques favorisèrent par leurs manœuvres un changement de régime.

L'hypothèse de l'utilisation d'armes chimiques de la part du régime syrien de Bachar Al Assad contre les rebelles de Douma en 2018 demeure douteuse. Selon le journaliste Aaron Maté qui a documenté l'affaire dans le détail, le rapport des scientifiques ne permettait pas de tirer cette conclusion^{151 152}. L'Organisation pour l'interdiction d'armes chimiques (OIAC) n'a pu tirer des conclusions à cet effet qu'en 2023, mais ces conclusions demeurent problématiques. Quoi qu'il en soit, une chose est sûre, rien ne permettait de tirer une conclusion hâtive en 2018. Là encore, cependant, les allégations avaient une utilité certaine, car elles servaient à justifier une intervention militaire américaine en Syrie. Au moment d'écrire ces lignes, les États-Unis étaient encore sur le territoire syrien et occupent le tiers du pays. Cette invasion ne suscite pas d'indignation, de protestation ou de sanctions, car elle est le fait des Américains.

¹⁵¹ https://www.youtube.com/watch?v=ZFjH13hL_PQ&ab_channel=TheGrayzone ; <https://wikileaks.org/opcw-douma/#OPCW-DOUMA%20-%20Release%20Part%204>.

¹⁵² Aaron Maté a déterré un rapport de l'OPCW ayant fait l'objet d'un *cover up* sur le sujet par l'organisation elle-même. Même le *Guardian* contribuerait à cacher les choses. Pour un résumé, voir <https://www.yoraitutube.com/watch?v=I0L7LvsizyE>.

Il ne s'agit pas de prendre la défense du régime syrien, mais bien d'interroger les justifications mensongères ou incertaines dont se sert l'État américain pour justifier sa présence un peu partout dans le monde.

De telles « nouvelles » ont parfois d'abord et avant tout comme fonction de susciter l'indignation et justifier une intervention. Pas besoin d'être un complotiste pour comprendre l'intérêt médiatique qu'une entité belligérante a de produire des « fake news » pour masquer des bavures ou pour justifier une intervention militaire. Ça vaut pour la Russie, mais aussi pour les États-Unis.

Cela ne m'empêche surtout pas d'apercevoir les autres horreurs que l'on préfère ne pas nous montrer, parce qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'Occident de nous les faire regarder. Et ici, je ne songe pas qu'aux horreurs ayant eu cours ailleurs dans le monde et qui sont, ou ont été, perpétrées par les États-Unis. Je songe plutôt à celles survenues sur le territoire même de l'Ukraine depuis 2014. Depuis cette époque, des milices pro-ukrainiennes n'ont cessé d'attaquer les minorités russophones du Donbass. Cette guerre interne à l'Ukraine aurait fait plus de 14 000 morts¹⁵³, dont la plupart du côté des minorités russophones. Ces milliers de morts n'ont même pas eu droit à des apparitions « caméos » dans le cinéma de propagande que nous projettent les grands médias. Je me demande aussi ce que font sur le territoire ukrainien des laboratoires d'armes chimiques dont on ne nie même pas l'existence. On craint seulement qu'elles tombent dans les mains des Russes. Cela aussi est un fait commode que nos médias préfèrent ignorer. Si ces laboratoires font des recherches inoffensives, pourquoi alors faudrait-il s'inquiéter de voir les Russes s'en emparer?¹⁵⁴

Pour saisir toute l'horreur du monde, il ne faut pas regarder que d'un seul côté. Sinon, on participe involontairement à l'escalade entre les superpuissances, et on trempe involontairement les mains dans le sang odieux de leurs impitoyables violences.

Mise en branle de la propagande

La Russie, comme toutes les très grandes puissances, est certes capable de se livrer à des crimes de guerre. Les soldats russes, comme tant d'autres, peuvent poser des actes abjects et être responsables de crimes de guerre. On mentionne souvent à titre d'exemples les interventions russes à Grozny en Tchétchénie, à Gori en Géorgie ou à Alep en Syrie. Quoi qu'il en soit, la Russie a clairement commis l'irréparable en envahissant l'Ukraine. On comprend aussi le ressentiment des pays de l'Est qui ont eu à subir la chape de plomb soviétique.

En même temps, n'oublions pas que la vérité est aussi très souvent la première victime de la guerre. Très tôt au début de l'invasion russe, diverses « nouvelles » nous sont parvenues d'Ukraine qui ont peut-être été des « fake news ». On apprendit que quatorze

¹⁵³ https://ukraine.un.org/sites/default/files/2022-02/Conflict-related%20civilian%20casualties%20as%20of%2031%20December%202021%20%28rev%2027%20January%202022%29%20corr%20EN_0.pdf

¹⁵⁴ https://www.youtube.com/watch?v=Y39veTO7kF4&t=71s&ab_channel=GlennGreenwald

soldats ukrainiens étaient morts en héros sur l'île aux serpents le 24 février. On fit état du bombardement de la route qui devait pourtant, selon les Russes, permettre aux citoyens de quitter Marioupol. On souligna l'horreur d'apprendre qu'une bombe lancée sur le théâtre de cette ville aurait fait 300 morts. Or, il semble que les 14 soldats ukrainiens ne sont pas morts. Ils ont été faits prisonniers¹⁵⁵. C'est en outre peut-être le régiment Azov qui a bombardé les autobus en partance de Marioupol, car les Russes n'avaient aucun intérêt à empêcher cette évacuation, alors que les citoyens pouvaient servir de boucliers humains au régiment Azov. Le témoignage d'une personne évacuée confirmant cela a d'ailleurs été amputé dans les versions diffusées par les médias occidentaux¹⁵⁶. Il semble aussi possible que le théâtre de Marioupol ait été détruit par une explosion survenue de l'intérieur et non par une bombe lancée de l'extérieur, et que les trois cents personnes qui s'y étaient réfugiées en sont toutes sorties indemnes¹⁵⁷.

Qu'en est-il de l'hôpital de Marioupol ? Les Russes ont-ils raison d'affirmer que le régiment Azov avait évacué auparavant le personnel soignant et les patients, afin d'occuper eux-mêmes les lieux?¹⁵⁸

Se pourrait-il alors que les 400 morts trouvés à Boutcha n'aient pas été tués par des soldats russes?¹⁵⁹ J'ai plutôt eu le réflexe de croire la nouvelle telle qu'elle a, au départ, été racontée. Cela ne m'a pas empêché d'être prudent et capable d'admettre que la propagande est aussi une arme de guerre et qu'elle pouvait peut-être être aussi en cause même à Boutcha¹⁶⁰. La tragédie de Boutcha pourrait-elle, elle aussi, peut-être s'expliquer autrement ?^{161 162 163 164 165} S'agissant de ce dernier crime, le reportage du *New York Times* permet de tirer une conclusion définitive¹⁶⁶. Les faits sont tout simplement accablants contre l'armée russe. Il aurait cependant été utile que le *Times* mène des enquêtes sur l'ensemble des autres allégations et non sur une seule.

Fallait-il s'étonner de voir des crimes de guerre commis à Boutcha? Il n'y a en tout cas pas de mots pour exprimer le sentiment d'horreur qui nous envahit à la vue d'images totalement insupportables.

Nous n'avons pas les réponses à toutes les questions, mais les médias se sont tout de suite emparés de ces reportages pour conforter l'impression d'une lutte entre le bien (Nous) et

¹⁵⁵ <https://www.rtb.be/article/ces-publications-sur-des-soldats-ukrainiens-decedes-en-heros-sur-lile-des-serpents-sont-trompeuses-10949616>

¹⁵⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=kdYUbVaFNRw>

¹⁵⁷ https://www.youtube.com/watch?v=dZfu4sTF7mw&ab_channel=Investig%27Action

¹⁵⁸ <https://thegrayzone.com/2022/04/03/testimony-mariupol-hospital-ukrainian-deceptions-media-malpractice/>

¹⁵⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=8moZ7S4voe4>

¹⁶⁰ https://www.youtube.com/watch?v=CD-vpG9--7g&ab_channel=Investig%27Action

¹⁶¹ <https://www.youtube.com/watch?v=8moZ7S4voe4>

¹⁶² https://www.youtube.com/watch?v=CD-vpG9--7g&ab_channel=Investig%27Action

¹⁶³ https://gordonhahn.com/2022/05/10/tentative-conclusions-on-bucha-a-small-my-lai/?fbclid=IwAR0sHpU9UxdxSgk_73kDVbMjCqWekaEhCBL5jbzgKr3MLYt0ExnAWO9u0mw

¹⁶⁴ <https://twitter.com/RWApodcast/status/1510712264726396944>

¹⁶⁵ <https://arrestsurinfo.ch/jacques-baud-le-massacre-de-boutcha-est-deja-largement-battu-en-breche/>

¹⁶⁶ <https://www.nytimes.com/2022/12/22/video/russia-ukraine-bucha-massacre-takeaways.html>

le mal (Eux). Les événements rapportés ne servaient pas à faire avancer la réflexion mais bien au contraire à maintenir intact le sentiment initial de révolte morale. C'est l'exemple parfait d'une propagande réussie. Il est absolument certain que des exactions sont commises des deux côtés. Les gestes barbares d'une cruauté innommable et inqualifiable qui sont posés ne peuvent laisser qui que ce soit indifférent. Et pourtant, l'émotion ressentie ne peut à elle seule nous servir de guide moral. Les exactions ne sont pas toujours des *fake news*, au contraire. Pour être mensongères, elles n'ont qu'à être sélectives.

Nous n'avons eu droit pour l'essentiel qu'à une vision des choses. Le message véhiculé, entretenu et répété *ad nauseam* favorisait une explication simple. Le pattern est d'ailleurs, d'une décennie à l'autre, toujours le même. L'opinion publique est depuis des lustres fabriquée, formatée, par des médias de masse qui diabolisent certains individus. C'est d'autant plus facile que ces individus sont souvent des criminels : Slobodan Milosevic, Saddam Hussein, Oussama Ben Laden, Mouammar Kadhafi, Bachar Al Assad, et maintenant Vladimir Poutine.

On personnalise aussi les victimes. Non pas les millions de morts du proche et moyen orient (irakiens, afghans, palestiniens, libyens, syriens, somaliens, soudanais ou yéménites), mais les victimes qui servent la cause des États-Unis. On montre les cadavres jonchant les rues de Boutcha, la jeune femme enceinte seule survivante de la maternité présumément bombardée par les Russes à Marioupol, ou la jeune soldate coincée dans le sous-sol de l'usine Azovstal et qui attend la mort. Les images montrées suffisent à déterminer dans quel camp il faut se ranger.

Le Russiagate

Aux États-Unis, les médias sont devenus de plus en plus des instruments de propagande. Il importe de souligner le caractère propagandiste du média Fox News. Il s'agit d'une chaîne pro-Trump, qui a relayé les trente milles mensonges de l'agent orange. L'horreur de la défaite en 2020 les a propulsés dans les hautes sphères du « mensonge ». Tout en sachant que l'histoire trumpienne d'élections truquées ne tenait pas la route, le média a quand même entretenu le mythe pour satisfaire un public voulant l'entendre. Les révélations à cet effet ont été relayées au Québec, notamment par Patrick Lagacé de *La Presse*¹⁶⁷.

Plus révélateur que l'allégeance du média fox news à Donal Trump, il y a l'allégeance de presque tous les autres médias au Parti démocrate et à Joe Biden. La vaste arnaque du Russiagate et des mille mensonges que la russophobie a suscités n'est pas dénoncée par les médias de masse américains, car ils sont pour la plupart responsables de l'avoir initiée, entretenue et amplifiée. Face aux fake News de Fox News, et face à la panique engendrée par la présence de ce clown qu'est l'agent orange dans l'espace politique

¹⁶⁷ <https://www.lapresse.ca/actualites/chroniques/2023-02-20/fox-news-le-safe-space.php>

américain, les CNN, MSNBC, le NYT et le WP se sont livrés eux aussi à une propagande médiatique mensongère, le Russiagate¹⁶⁸.

Après deux ans d'enquête, le procureur Robert Mueller n'a pas pu porter des accusations concernant un lien présumé entre la Russie et Trump, ou entre les conseillers de Trump et ceux de Russie. Et pourtant, il y a un silence de morts dans les médias de masse américains, silence auquel font écho par leur propre silence les médias de masse canadiens. Nos médias ont-ils jamais exposé au grand jour la haine antirusse à la base de l'escalade dans laquelle les États-Unis nous ont engagés? Vont-ils enfin révéler au grand public l'ampleur du Russiagate?

Le *Russiagate* est la forme que prend aujourd'hui la russophobie aux États-Unis et il est contemporain de l'implication américaine en Ukraine. C'est le nom de la stratégie qui s'est avérée n'être qu'un tissu de mensonges des Démocrates cherchant à associer Donald Trump, Wikileaks et Julian Assange à la méchante Russie. Il s'agit pourtant d'une théorie du complot complètement mensongère. Trump a, selon le *Washington Post*, proféré au moins trente milles mensonges pendant son mandat. Les Démocrates n'en ont proféré qu'un seul, mais c'est un méga-média-mensonge qui se reproduit et se perpétue depuis 2016.

Depuis la révolution d'octobre de 1917 et encore plus depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Américains sont affligés d'une russophobie caractérisée. Nous avons vécu le McCarthysme, la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, la crise cubaine et l'intervention en Afghanistan au nom de la lutte au communisme. La guerre froide a été alimentée par l'escalade nucléaire et la conquête de l'espace. On aurait pu croire qu'elle allait s'estomper suite à la Chute du mur de Berlin et à la dissolution de l'URSS, mais les Américains ont encore à ce jour comme ennemis jurés des pays comme Cuba, le Nicaragua et le Venezuela qu'ils jugent trop proches des Russes. Selon le va-t-en guerre sulfureux qu'est le Neo Con John Bolton, ces trois pays d'Amérique latine forment la « troïka de la tyrannie »¹⁶⁹.

La paranoïa antirusse existe encore au sein de l'establishment politique américain. Elle bat son plein y compris ces années-ci, et surtout au sein même du Parti démocrate. Suite à la défaite de Hilary Clinton face à Donald Trump, les Démocrates n'ont pas eu le réflexe de l'autocritique. Ils n'ont pas été amenés à interroger leurs propres pratiques. Ils auraient bien pu admettre qu'il était inacceptable que le DNC (*Democratic National Committee*) prenne partie en faveur de Hilary Clinton contre Bernie Sanders lors des primaires servant à déterminer le candidat démocrate aux élections présidentielles de 2016. Ils auraient pu admettre qu'une apparence de corruption entre la candidate et l'entreprise Goldman Sachs risquait d'entacher la réputation du parti. En effet, la candidate aurait été payée 657 000 \$ pour prononcer des conférences à l'occasion d'évènements organisés par Goldman Sachs.

¹⁶⁸ Le détail de cette propagande est dénoncé dans un article fouillé en 4 parties d'un ancien journaliste du NYT, Jeff Gerth, « The Press versus the President », *Columbia Journalism Review*, 2023.

¹⁶⁹ https://en.wikipedia.org/wiki/Troika_of_tyranney

En lieu et place, ils ont cherché à expliquer la défaite de 2016 par des facteurs extérieurs. S'ils ont perdu, ce serait à cause de l'intervention russe dans le processus électoral. Les courriels du DNC et de Hilary Clinton mettaient en cause à leurs yeux non pas les révélations accablantes qu'ils contenaient, mais bien les sources desquelles ils provenaient. La défaite des Démocrates fut ainsi expliquée par l'intervention inacceptable de Wikileaks. Julian Assange n'était-il pas au service des Russes ? Les emails incriminants de Hilary Clinton qu'il a rendu publics n'étaient-ils pas des pièces que la Russie lui aurait refilées après avoir piraté les ordinateurs du DNC ? Donald Trump n'était-il pas au service du Kremlin ? Ses conseillers n'étaient-ils pas en contacts constants avec des responsables du Kremlin ?

L'idée que les Russes aient pu s'immiscer dans le processus électoral a frappé l'imagination des citoyens américains. Cette nouvelle a presque eu l'effet d'une bombe. Cela montre à quel point le public est tenu dans l'ignorance la plus complète concernant la présence américaine un peu partout dans le monde. L'État américain intervient régulièrement par des coups d'État appuyés, des interventions militaires directes, des sanctions imposées et des appuis à des groupes rebelles qui veulent procéder à des changements de régime. Il n'existe pas dans le monde d'États plus interventionnistes que les États-Unis. Ces interventions nombreuses, passées et présentes, ont fait des millions de morts. Et pourtant, un possible piratage de données par les Russes ou la présence dans le ciel de quelques ballons chinois sèment l'émoi et l'indignation des citoyens, des politiciens et des médias.

Plus on en apprend, plus on comprend que le « Russiagate » est en fait le nom d'une arnaque mensongère de grande envergure produite par le parti démocrate. Nous savions déjà que Robert Mueller, le juge chargé d'instruire l'enquête au sujet de l'implication russe dans le processus électoral américain, n'a pas encore prouvé l'existence d'un piratage russe des emails du DNC. Bien au contraire, dès 2017, les analyses faites par Ray McGovern et d'anciens membres de la NSA (*National Security Agency*) ont pu déterminer que la fuite ne provenait pas d'un piratage extérieur, mais bien d'un téléchargement de données effectué dans les bureaux du DNC. L'entreprise Crowdstrike qui a émis l'hypothèse d'un piratage russe a admis au Congrès qu'elle n'avait aucune preuve à cet effet. En 2018, le ministère de la Justice a inculqué douze responsables de l'agence d'espionnage russe GRU pour les piratages des courriels du DNC et du directeur de la campagne 2016 de Clinton, John Podesta, mais ces accusations n'ont jamais fait l'objet d'un procès.

Les conversations enregistrées entre Michael Flynn et des représentants russes se sont avérées complètement inoffensives et il a été impossible de porter des accusations. Il a aussi été complètement impossible de démontrer un quelconque lien entre Donald Trump et la Russie.

La nouvelle impliquant Trump et des prostituées dans un hôtel russe était elle aussi complètement fausse. L'histoire de Paul Manafort allant rencontrer Julian Assange à l'ambassade de l'Équateur s'est, elle aussi, avérée complètement fausse. Roger Stone fut emprisonné pour avoir fourni de fausses informations concernant les liens entre

Wikileaks et Trump. Des avocats de Hilary Clinton ont admis en cour qu'elle a approuvé de faire circuler l'idée mensongère selon laquelle Trump aurait fait affaire avec une banque russe (Alfa Bank). L'enquête menée par le FBI les a pourtant rapidement fait conclure : « *there is nothing there* ».

Le dossier constitué par l'ancien espion britannique Christopher Steele rassemble des faits alternatifs formant un tissu de mensonges éhontés. La campagne de Hilary Clinton et le DNC ont financé le dossier de Christopher Steele pour la somme d'un million de dollars en passant par leur firme d'avocat Perkins Coie qui engagèrent le client de Steele Fusion GPS. Pour cacher cet engagement, l'argent consenti à Steele fut placé sous la rubrique de « frais légaux » et de « consultations légales ». De cette manière, la transaction pouvait être protégée par le privilège du caractère privé des relations entre un client et son avocat. La Commission fédérale des élections imposa une amende de 113 000\$ à la campagne de Clinton pour avoir caché la nature véritable de ces transferts de fonds¹⁷⁰.

On ne sera pas surpris d'apprendre qu'en Russie, la liberté de presse fasse l'objet d'attaques répétées. Mais alors que l'Occident se vante de respecter les libertés fondamentales, il viole aussi la liberté de presse. En Russie, on empoisonne les journalistes dissidents. Ici, on emprisonne une sonneuse d'alerte (Chelsea Manning) ou on force un sonneur d'alerte à s'exiler (Ed Snowden), et on emprisonne un journaliste qui n'est même pas américain (Julian Assange), car il a osé révéler comme jamais auparavant l'ampleur des crimes de guerre commis par les États-Unis un peu partout dans le monde. Il ne faut pas traiter l'affaire Assange comme un cas isolé. Il s'agit d'une poursuite bâillon qui sert d'exemple et qui produit un effet refroidissant sur toute la classe journalistique, la preuve étant que malgré sa portée historique, cette affaire ne fait l'objet que d'entrefilets dans les médias mainstream.

Julian Assange est peut-être candidat au statut du plus grand journaliste du XXI^e siècle. Cet australien a croupi en prison pendant plusieurs années à Belmarsh, une prison à sécurité maximum sans avoir été jugé coupable de quoi que ce soit. Les États-Unis demandaient son extradition aux USA en vertu d'une loi américaine portant sur l'espionnage qui fut adoptée en 1917 et qu'ils appliquaient pour la première fois à un journaliste. Barack Obama retira ce chef d'accusation parce que les démarches de wikileaks n'étaient pas une forme d'espionnage, mais bien du journalisme dans sa plus simple expression. C'est l'imprévisible Donald Trump qui, après avoir déclaré aimer Wikileaks pendant les élections, a repris ces chefs d'accusation. Assange était coupable de « journalisme au premier degré », parce qu'il avait révélé les crimes de guerre des États-Unis. On n'a jamais pu prouver qu'il était au service des Russes ou que les courriels incriminants de Hilary Clinton qu'Assange a divulgués avaient été obtenus par lui de la Russie.

¹⁷⁰ https://mate.substack.com/p/unchastened-by-russiagate-the-ny?utm_source=email-ufi&utm_medium=email

Le plus remarquable dans cette affaire, outre les très nombreuses irrégularités juridiques recensées dans le remarquable ouvrage de Nils Melzer¹⁷¹, juriste suisse rapporteur des Nations unies en matière de torture, c'est le silence complice des médias pro-démocrates. On ne pardonne pas à Julian Assange d'avoir révélé les courriels de Clinton, car ces révélations lui auraient valu la défaite contre Trump en 2016. La partisanerie rend tellement aveugle que les médias sont conduits à défendre l'establishment démocrate contre un journaliste qui s'illustre comme le défenseur le plus acharné de la liberté de presse. Ce n'est que très tardivement, par la force des choses, que le NYT, le *Der Spiegel*, le *Monde*, le *Guardian* et *El Pais* ont produit une lettre réclamant sa libération. Malgré tout cela, le mythe tenace non démontré d'une collusion d'Assange avec les Russes a permis à l'administration américaine de maintenir ses chefs d'accusation.

Un scénario semblable est survenu lorsque des informations en provenance du *New York Post* ont fait état du contenu de l'ordinateur portable de Hunter Biden, quelques semaines avant les élections présidentielles de 2020. L'establishment américain au grand complet, incluant non seulement le parti démocrate, mais aussi le FBI, la CIA, ainsi que Twitter, le *New York Times*, le *Washington Post* et CNN, ont estimé que la nouvelle était en fait le résultat de la désinformation russe. Or, il était possible de déterminer en peu de temps que le contenu du portable était authentique. Seul le journaliste Glenn Greenwald a eu le courage de leur tenir tête. Tous reconnurent deux ans plus tard que les courriels étaient authentiques, mais ils auraient pu comme Greenwald le confirmer en deux semaines. S'ils se sont refusés de le faire, c'est parce qu'il fallait à tout prix défendre la candidature présidentielle de Biden contre celle de Trump. À tout prix et ce, même si c'est aux dépens de la vérité. Tout le monde, médias mainstream inclus, se gargarise de la partisanerie simpliste de Fox News en faveur de Donald Trump, mais l'aveuglement de la population est total à l'égard du caractère partisan de tous les autres médias en faveur du parti démocrate. Une conscientisation politique de pacotille permet d'être pour Biden contre Trump, et c'est cette prise de position rudimentaire qui sert de guide pour prendre position sur tout le reste.

Les médias mainstream n'ont pas reconnu les mérites du travail de Greenwald, ce dernier ayant été également à l'origine des révélations faites par Edward Snowden au sujet de l'enregistrement des données des téléphones de l'ensemble des citoyens américains par la NSA.

Bref, le Russiagate que les Démocrates entretiennent depuis 2016 est un château de cartes qui s'est complètement écroulé. Le plus incroyable est que cela s'est passé sans que les journaux mainstream n'en fassent état. Selon le regretté Stephen F Cohen, la vérité est que, depuis des décennies, « les États-Unis ont démonisé Poutine et poutinisé la Russie »¹⁷². En faisant croire à une intrusion russe dans le processus électoral américain, les Américains n'ont fait qu'attiser la haine antirusse. Et en refusant ensuite de s'excuser

¹⁷¹ Nils Melzer, *The Trial of Julian Assange*, Verso Books, 2022.

¹⁷² Pour un compte rendu détaillé de l'éventail impressionnant des mensonges déployés servant à entretenir le Russiagate, voir l'article en 4 parties du journaliste Jeff Gerth dans la *Columbia Journalism Review* : https://www.cjr.org/special_report/trumped-up-press-versus-president-ed-note.php

d'avoir commis plusieurs erreurs et énoncé plusieurs mensonges, ils n'ont fait qu'amplifier la crise des médias.

Pitié pour *Russia Today*

On ne cesse de répéter que la liberté de presse est plus grande en Occident qu'en Russie, mais les États-Unis s'en prennent d'ailleurs eux aussi à la liberté de presse : au journaliste Julian Assange, ainsi qu'aux sonneurs d'alerte Ed Snowden, Daniel Hale et Chelsea Manning. Les médias Spoutnik et la RT sont sous contrôle étatique et l'État russe emprisonne, assassine ou empoisonne les journalistes dissidents. Mais il n'y avait pas que de la propagande sur la chaîne RT. Inversement, il n'y a pas que de l'information à CNN, MSNBC et Fox News. On y trouve aussi de la propagande. Ce sont des organisations privées, mais elles sont souvent possédées par des oligarques et dirigées par d'anciens employés du FBI, de la CIA et de la NSA. Glenn Greenwald en a fait la démonstration dans une publication sur Substack¹⁷³. De la même manière, on ne trouve pas que de l'information sur CNews en France, qui est la propriété de l'homme d'affaire Vincent Bolloré. On y trouve notamment des émissions de Mathieu Bock-Côté¹⁷⁴. Et pourtant, cette propagande n'est pas muselée. La vérité est que nous assistons à une censure politique de très grande envergure.

Il faudrait également parler des Twitter Files rendues publiques par le journaliste Matt Taibbi, grâce à l'accès aux archives de Twitter consenti par le nouveau propriétaire Elon Musk. Le journaliste a mis au jour l'influence de la CIA, du département de la homeland security et de l'administration américaine pour censurer ou au contraire promouvoir des contenus sur Twitter. Musk a du même coup licencié du personnel et réintégré sur twitter des intervenants d'extrême droite, à commencer par Donald Trump. Les médias de masse ont sauté sur l'occasion pour dénoncer la censure imposée par Musk, mais ils se sont bien gardés de critiquer le contrôle sur les contenus de twitter provenant d'interventions indues de la CIA, du FBI, de la Homeland Security ou du département d'État. Le journaliste Taibbi, lui-même, fut décrit dans les médias de masse comme un journaliste « conservateur ».

Il faudrait également parler de la liste Hamilton 68, une liste bidon de plus de 600 noms de comptes twitter qui furent considérés comme véhiculant de la désinformation russe. Les créatrices de ce tableau de bord, Jamie Fly and Laura Rosenberger, prétendirent qu'elles ne pouvaient révéler la liste des noms, car alors les Russes fermeraient leurs comptes et se trouveraient d'autres véhicules de propagande. Selon Taibbi, la vraie raison était que la vaste majorité de ces comptes n'étaient même pas russes¹⁷⁵. Sur l'ensemble des comptes, il n'y en avait qu'une trentaine venant de Russie. Les propos véhiculés au sein de ces comptes étaient inoffensifs et ne faisaient montre d'aucune propagande. L'éditeur de la plateforme de gauche Consortium News, Joe Lauria, faisait partie des 644

¹⁷³ <https://systemupdate.substack.com/.../video-transcript...>

¹⁷⁴ <https://www.dailymotion.com/video/x83t40h>

¹⁷⁵ Matt Taibbi : Hamilton 68's blue-red founding team of told Politico they couldn't reveal the "dashboard" accounts because "the Russians will simply shut them down." The real reason? It was bullshit: <https://www.racket.news/p/move-over-jayson-blair-meet-hamilton>

comptes twitter visés. La liste Hamilton 68 était donc, en réalité, un instrument de censure destiné à influencer à tort les grands médias au sujet de la prétendue « influence russe ».

L'article de Seymour Hersh est paru sur son compte logé sur la plateforme Substack et non dans un grand quotidien. Cela en dit déjà assez long sur l'état de décrépitude des médias de masse. En plus des révélations fracassantes contenues dans l'article de ce très grand journaliste, on aura aussi noté le silence assourdissant des médias de masse refusant même de rapporter l'existence de son article. Malheureusement, il ne faut pas s'attendre à ce que le NYT fasse une enquête fouillée sur le sujet de Nordstream, aussi détaillée que le reportage accablant qui démontre dans le détail le massacre de civils ukrainiens par les Russes à Boutcha. La propagande n'est pas que le fait de véhiculer de fausses nouvelles auprès de la population à des fins de mobilisation. Elle peut également consister dans le fait de taire des vérités.

Qu'ont en commun Lee Camp, Chris Hedges, Abby Martin, Alex Salmond, Jacques Sapir et Frédéric Taddéï ? Ils ont tous animé des émissions à Russia Today (RT). Ils ont rendu possibles des débats sur des enjeux fondamentaux. Par exemple, la disparition de l'émission « Interdit d'interdire », animée par Frédéric Taddéï, de même que la chronique ECO de Jacques Sapir, constituent des pertes immenses pour le droit du public à l'information. L'émission « On Contact » de Chris Hedges était elle aussi de très haut niveau.

Personne ne s'offusque de l'effacement en Occident de la chaîne RT et de Spoutnik. Cela fait pourtant partie de la propagande occidentale. Car ce faisant, on fait disparaître en même temps des intellectuels et journalistes, dissidents ou expulsés des médias mainstream occidentaux, comme Chris Hedges, Abby Martin, Jacques Sapir et Frédéric Taddéï. Leurs émissions disponibles depuis des années sur la chaîne Youtube ont été évacuées de nos antennes et ce dans l'indifférence générale des politiciens qui vantent pourtant les mérites de la liberté de presse. Personne n'a réagi à la censure opérée par les GAFAS à l'égard de la RT¹⁷⁶.

Taddéï et Sapir ont suspendu leur collaboration à la RT lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, quelques jours avant que l'Europe interdise la transmission des émissions provenant de cette chaîne. Ils ont eu raison de le faire. La chaîne RT n'est pas une chaîne privée, mais bien une chaîne d'État et on peut comprendre leur volonté de suspendre leur collaboration, étant donné que l'invasion de l'Ukraine est inacceptable et injustifiée en plus d'être contraire au droit international. Néanmoins, en interdisant la transmission des contenus historiquement présents sur les réseaux sociaux et provenant de la RT, l'Europe et l'Amérique du Nord ont quand même commis une grave erreur.

¹⁷⁶ J'ai publié dans « Presse toi à gauche » une série de trois textes intitulés « L'information est une arme » (I II et III). <https://www.pressegauche.org/L-information-est-une-arme-1-les-horreurs-de-Boutcha>
<https://www.pressegauche.org/L-information-est-une-arme-2-pitie-pour-RT>
<https://www.pressegauche.org/L-information-est-une-arme-3-la-grande-prohibition>. Ils sont repris dans cet ouvrage au chapitre XXX.

Les réseaux sociaux ont vu naître de multiples comptes complotistes véhiculant des propos haineux incitant à la violence. Il est vite apparu nécessaire de justifier une intervention étatique pour que les règles déjà existantes s'appliquent au sein des médias sociaux. On a cependant vu ensuite apparaître un autre discours dans le contexte de la pandémie. Sans inciter à la violence, une certaine désinformation concernant la COVID et tout particulièrement les vaccins, a pu être jugée problématique. D'une certaine façon, ces interventions avaient elles aussi le trait caractéristique de mettre en danger les vies humaines. Il fallait donc intervenir pour bloquer aussi ce genre de désinformation. De fil en aiguille, on a élargi le périmètre de la désinformation pour inclure aussi les médias russes. Avec les Twitter files et la liste Hamilton 68, les propos purent être jugés inacceptables et mériter la censure des autorités même si ce n'étaient pas des propos émis à partir d'un compte venant de Russie ou sous contrôle russe. Toute argumentation visant à responsabiliser les États-Unis dans le conflit, toute dissidence, put faire l'objet de censure.

Le Canada emboîte le pas

La ministre canadienne des affaires extérieures, Mélanie Joly, s'est montrée intéressée à emboîter le pas. Elle s'est immiscée dans le débat en tenant des propos qui montrent toute l'ampleur de la censure qui est en train de se mettre en place en Amérique du Nord. Pour ne pas être en reste, elle a voulu, elle aussi, s'en prendre à la « désinformation russe ». Au cours d'une visite faite en 2022 aux États-Unis, la ministre a été l'hôte d'un événement intitulé *Défendre la démocratie et les droits de la personne face à la montée de la désinformation (Upholding Democracy and Human Rights in the Face of Rising Disinformation)*, à l'occasion duquel elle présenta les mesures prises par le Canada pour contrer la désinformation, lutter contre l'autoritarisme numérique et défendre le libre accès à Internet. C'est que le Canada était en 2022 à la tête de la Coalition « Liberté en ligne » sur le site de laquelle on pouvait lire une déclaration provenant des autorités canadiennes, produite en mars et énonçant ceci :

« À un moment sans précédent de l'histoire, où les gens du monde entier se tournent vers l'Internet pour se connecter, apprendre et consommer leurs nouvelles, la campagne de désinformation coordonnée par la Fédération de Russie a créé des récits faux et trompeurs destinés à corrompre l'environnement de l'information. Cette campagne vise à semer la confusion, à susciter la division et à éroder la confiance dans la démocratie. Au final, elle met des vies en danger. »

Il est difficile dans un tel contexte de penser que la dissidence pourra encore longtemps s'exprimer. Les mots d'ordre de la Ministre semblent indiquer que la chasse aux sorcières est bel et bien commencée.

Bien qu'il ait pour sa part été le premier à dénoncer l'invasion russe¹⁷⁷, Chris Hedges a lui aussi eu raison de s'insurger contre la disparition de six années d'émissions qui,

¹⁷⁷ <https://scheerpost.com/2022/02/27/hedges-the-greatest-evil-is-war/?fbclid=IwAR1Kt7dhRXdY-ZYiTqYuzMoOw0rXGMmOqRGkhmQDa-klbG79M0cVrO87tdc>

jusqu'à maintenant, étaient disponibles sur youtube¹⁷⁸. Voici ce qu'il a répondu au sujet de la disparition des ondes de RT dans une entrevue menée par Amy Goodman à *Democracy Now* : « Je pense que si vous revenez en arrière et regardez le rapport du directeur du renseignement national de 2017, sept pages ont été consacrées à RT. Bien qu'ils aient accusé RT de diffuser de la propagande russe, tous les exemples qu'ils ont cités dans ce rapport étaient que RT donnait une voix aux militants de Black Lives Matter, aux militants opposés à la fracturation hydraulique, aux militants d'Occupy, aux candidats tiers – tout cela était vrai. Et donc, je pense que [l'effacement des émissions produites par la RT] en est le point culminant. On s'y attendait. J'étais dans votre émission, en fait, quand ils ont supprimé Trump des réseaux sociaux, et je m'y suis vigoureusement opposé, non pas parce que je veux un jour lire un autre tweet de Donald Trump, mais parce que nous ne voulions pas que ces entités opaques— elles savent tout de nous, mais nous ne savons rien d'elles —exercent ce genre de censure. Toutefois, je ne m'attendais pas, alors que j'intervenais pour ne pas supprimer Trump des réseaux sociaux, que je serais si rapidement l'une des prochaines victimes. »¹⁷⁹

Ça a commencé par Assange « complice » de la Russie. Ça a ensuite affecté *Russia Today*, et voilà que plusieurs autres voix dissidentes, comme celle essentielle de Chris Hedges, sont désormais muselées. Abby Martin a bien diagnostiqué le problème¹⁸⁰.

Ça ne s'arrête pas là. Un journaliste du *Guardian* a recommandé la fermeture de l'émission *The Grayzone* et Twitter a bloqué les publications de Scott Ritter. Ce dernier a d'ailleurs reçu des menaces de mort.

La grande prohibition

L'information critique et dissidente ressemble de plus en plus à un produit jugé illégal que l'on se refille en contrebande. C'est la grande prohibition de l'information. Les sources d'informations dissidentes sont de plus en plus réduites et reléguées dans les marges.

La responsabilité américaine dans ce conflit est immense, mais elle est dans l'angle mort de médias qui nous donnent le beau rôle, à défaut de nous donner l'heure juste. De ce côté-ci de l'Atlantique, on n'a droit qu'à une version des faits. Le même discours est repris de manière incessante dans les médias mainstream. Nous subissons depuis des mois au Québec une prose journalistique adoptant une perspective unidimensionnelle tronquée, entièrement pro-américaine. Elle est véhiculée par des gens comme François Brousseau (*Le Devoir*), Richard Hétu (*La Presse*), Tamara Alteresco (*Radio-Canada*), Luc Laliberté, Loïc Tassé et Normand Lester (*Journal de Montréal*), ainsi que des commentateurs attitrés tels que Dominique Arel (*Collège royal militaire*) et Justin Massie (UQAM).

¹⁷⁸ <https://scheerpost.com/2022/03/28/hedges-on-being-disappeared/>

¹⁷⁹ https://www.democracynow.org/2022/4/1/on_contact_chris_hedges_youtube_russia

¹⁸⁰ https://www.youtube.com/watch?v=XUVxdM5giKE&ab_channel=TheRealNewsNetwork

Tous les faits que nous avons rapportés sont sans importance pour qui reste braqué devant son téléviseur. L'enjeu est présenté bien plus simplement. On a affaire à un être belliqueux et cruel qui tue impunément femmes et enfants pour assouvir sa soif de sang et de conquête territoriale, et nous projetons sur l'Occident, les États-Unis et l'OTAN, notre sincère intention de faire le bien. Cette perspective simplificatrice atteint un sommet lorsque Anne Marie Dussault, au 24/60, invite Boris Cyrulnic pour chercher à comprendre la folie meurtrière qui habite la psychologie de Poutine ou que le *Journal de Montréal* fait sa une avec Poutine et se demande « Est-il fou? ».

Nos dirigeants politiques, plusieurs chroniqueurs journalistiques et la majorité du milieu intellectuel ont observé sans broncher la russophobie à l'œuvre dans l'attitude belligérante des États-Unis. C'est une autre variante de la xénophobie qui, comme pour l'islamophobie, ravive l'idée du choc des civilisations de Samuel Huntington.

La conclusion est terrible. En un certain sens, la liberté de presse est encore plus mise à mal ici qu'en Russie. Là-bas, personne ne se fait d'illusion sur le contrôle de l'information. Ici, la désinformation partisane russophobe se déploie à son maximum et fonctionne à plein régime propagandiste sans que les citoyens ne s'en formalisent ou ne s'en rendent compte. Les outils de propagande sont donc, en un certain sens, ici beaucoup plus importants, parce qu'ils sont beaucoup plus efficaces et trompeurs.

C'est donc dans les marges qu'il faudra se rendre pour avoir accès à une information qui va à l'encontre des médias de masse. Il faut se rabattre notamment sur les sites de *The Grayzone*, *Investig'action*, *The New Atlas*, *The Duran*, *Canadian Dimension*, de même que sur les plateformes *Consortium News*, *Moon of Alabama*, *Substack*, *Rumble* ou *Scheer post*, pour avoir accès à des infos qui ne reproduisent pas celles des autorités officielles et qui ne succombent pas aux oppositions civilisationnelles qui se sont emparées de plusieurs esprits.

Les médias mainstream nous rapportent le point de vue de la « communauté internationale », mais c'est de plus en plus en réalité un point de vue partiel et partial.

Chapitre 10 : Réponses aux sept objections de cinq économistes

Neville Chamberlain n'a pas vu que la politique d'apaisement n'avait pas de sens face à l'Allemagne nazie. Cette dernière voulait élargir son territoire, se venger de la défaite de la première guerre mondiale, poursuivre la confrontation avec la France et réparer les injustices du traité de Versailles. La comparaison de l'Allemagne nazie avec la Russie est odieuse, ne serait-ce que parce que les Russes ont combattu le nazisme aux côtés des alliés et que ce sont eux qui les ont vaincus. C'est aussi faire bien peu de cas des 26 millions de russes qui ont laissé leur vie dans ce conflit. Nonobstant ce fait, la situation de la Russie est de toute façon très différente. La dissolution de l'URSS a été une chose humiliante, mais elle n'était pas le résultat d'une oppression belligérante. La Russie occupe en outre déjà un territoire immense et sa population d'à peine 150 000 000 de personnes n'y est pas à l'étroit. Les alliés n'ont pas provoqué l'Allemagne à répétition entre les deux guerres mondiales.

À l'opposé, depuis 1991, les États-Unis ont choisi de réaliser le projet d'un monde unipolaire qui serait sous leur contrôle et dans lequel ils seraient les gendarmes du monde. Ils ont avec l'OTAN poursuivi la guerre froide après la fin de la guerre froide. Les Russes auraient aimé être reconnus comme Européens et ne pas être tenus de se soumettre à l'autorité américaine au sein de l'OTAN. Ils ont toujours voulu être considérés comme ayant les mêmes droits à la sécurité que les Américains. Pour eux, la neutralité exigée pour l'Ukraine équivalait aux exigences étatsuniennes dans les Amériques. Ils avaient droit eux aussi à appliquer des principes équivalents à la doctrine Monroe. Si l'Europe se voyait interdire des interventions militaires en Amérique, les Américains devaient ne pas faire des interventions militaires à proximité de la Russie. Ils espéraient disposer eux aussi d'une zone de sécurité. Or, c'est tout le contraire qui s'est produit. Cerner la Russie avec des bases militaires installées dans les anciens pays de l'URSS jusqu'à vouloir inclure l'Ukraine dans l'OTAN, alors que cette dernière a fait partie de la Russie historique, cela équivalait à ajouter l'insulte à l'injure, de même que l'agression à la blessure. Dire cela ne signifie pas qu'il faille nier l'existence d'un peuple ukrainien ayant son propre État et ayant droit à l'autodétermination. N'en déplaise à Vladimir Poutine, le peuple ukrainien existe bel et bien et les frontières qui le délimitaient n'étaient pas artificielles.

La solution était donc de maintenir les frontières de l'Ukraine. Il fallait instaurer dans la constitution un régime fédéral garantissant l'autonomie des régions russophones et la constitutionnalisation de leurs droits linguistiques. L'État ukrainien ne devait pas seulement *inclure* les citoyens de la minorité russophone. Il devait reconnaître cette minorité en tant que groupe. Les russophones ne devaient pas être traités comme des citoyens de seconde zone. C'est seulement à cette condition que l'Ukraine pouvait être légitimée d'inclure les citoyens russophones au sein du peuple ukrainien. Il fallait aussi formellement reconnaître la neutralité de l'Ukraine, ce qui aurait impliqué de respecter la promesse de ne pas faire partie de l'OTAN et de ne pas installer des bases et des

équipements militaires, de même que des missiles sur son territoire. Il eut fallu négocier le retrait des bases et équipements militaires installés dans les anciens pays européens de l'URSS. Ces propositions étaient sur la table comme un ultime geste de réconciliation, mais elles furent rejetées par les Américains. Nous savons maintenant pourquoi.

Pour les raisons expliquées dans les chapitres précédents, j'ai de la difficulté à ne pas condamner les Américains d'avoir initié, maintenu et amplifié l'escalade dans laquelle nous sommes engagés. Je condamne l'invasion de l'Ukraine, mais le gâchis engendré a, me semble-t-il, en grande partie été causé par l'OTAN, et par les États-Unis tout particulièrement. Dans un monde où la volonté de puissance l'emporte sur le droit, ceux qui gagnent humilient dans l'arrogance ceux qui perdent et ils deviennent violents lorsque le vent tourne en leur défaveur. Les États-Unis se sont montrés vainqueurs et arrogants à l'égard des Russes depuis 1991. Ils sont maintenant paniqués à l'idée de perdre le contrôle de leurs finances, de voir le dollar perdre de sa valeur et d'être la cause d'un basculement dans une spirale inflationniste ininterrompue. Le seul moyen de redorer leur blason et de redonner vie au dollar semble être aux yeux des dirigeants de contrer la concurrence, de la contenir, de l'affaiblir ou de la détruire. Il fallait mettre fin au commerce de la Russie avec l'Europe, imposer des sanctions sans précédent, geler les fonds russes dans les banques occidentales, sortir la Russie du système SWIFT et l'affaiblir militairement. L'Ukraine est rapidement apparue comme le lieu idéal pour entamer la confrontation. On y prépara alors le changement de régime, puis on se donna du temps pour préparer la guerre. Le sabotage des gazoducs a lui-même été planifié avant l'invasion. Une intervention russe en Ukraine allait constituer le prétexte idéal pour réaliser tout le reste. Il s'agissait en somme selon les États-Unis de poursuivre la guerre économique par d'autres moyens. Les choses ne se sont toutefois pas passées tel que prévu. Puisque la Russie a tenu le coup des sanctions et qu'elle a poursuivi ensuite ses avancées en Ukraine, la situation risquait de se retourner contre le fomenteur du trouble.

Les États-Unis ont contribué à faire sortir l'ours de sa tanière. Puisqu'il a ensuite eu une vie propre et qu'il a détruit tout sur son passage, les Américains ont été tentés de prétendre qu'ils n'y étaient pour rien, que l'ours agissait depuis toujours de son plein gré et que le mal qui s'est accompli sous nos yeux avait depuis toujours été planifié par lui.

Ma position sur le conflit a fait l'objet d'une présentation à l'occasion de l'assemblée générale du *Collectif Échec à la guerre*. Elle a aussi été reproduite sur le site des *Artistes pour la paix*¹⁸¹. J'ai aussi produit un clip vidéo publié sur ma Chaîne YOUTUBE dans lequel j'en fais la lecture¹⁸². Je n'ai pas vraiment changé d'idée depuis l'automne 2022.

¹⁸¹ http://www.artistespourlapaix.org/lukraine-la-guerre-et-les-medias-mainstream/?fbclid=IwAR1j7UOND9sKcZTbNw9DFZxqfyu7NV89J7WeZAt0mJ3C_bfZmQBJQwxj2WU

¹⁸² https://www.youtube.com/watch?v=rfmQJulZoOQ&ab_channel=MichelSeymour

Je voudrais en terminant répondre point par point à l'argumentaire de certains économistes ukrainiens¹⁸³. Ceux-ci ont formulé sept objections aux positions de Noam Chomsky exprimées à l'occasion de l'entrevue qu'il réalisa avec Jeremy Scahill sur la plateforme *The Intercept*¹⁸⁴. Je reprends ici ces sept objections et je les commente.

Pattern #1 : Ne pas respecter l'intégrité souveraine de l'Ukraine (*Denying Ukraine's sovereign integrity*)

Les auteurs critiquent la position de Chomsky eu égard à la préservation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Le droit à l'intégrité territoriale est en effet un principe important. Les solutions que je viens d'évoquer sont d'ailleurs respectueuses de ce principe. On peut même dire qu'à la dissolution de l'empire de l'URSS, la Russie a respecté ce principe. Malgré le référendum de 1991 à l'occasion duquel la population de la Crimée se montrait favorable à son rattachement à la Russie, cette dernière a respecté la règle de l'*Uti possidetis*. La Russie reconnut d'ailleurs les frontières de l'Ukraine dans un traité signé en 1994 à Budapest. L'intégrité territoriale des anciens États a aussi été respectée ensuite malgré l'installation de bases militaires et le retrait américain du traité portant sur les boucliers anti-missiles. Elle a été respectée et maintenue malgré la promesse injurieuse et insultante de 2008 d'inclure la Géorgie et l'Ukraine dans l'OTAN.

Le droit à l'intégrité territoriale découle du droit à la souveraineté politique. En ce sens, la situation est différente lorsque l'État en question abandonne sa souveraineté politique et s'en remet à un tiers pour décider de son avenir. En l'occurrence ici, l'État ukrainien s'en est remis aux Américains. Ces derniers ont non seulement contribué au coup d'État de Maïdan. Ils se sont immiscés dans la politique, l'économie et l'organisation militaire du pays. Ce faisant, l'Ukraine faisait entrer la géopolitique sur son territoire. Elle invitait un pays lointain ayant des ambitions dominatrices à venir concurrencer, cerner et menacer la Russie. C'est à ce moment que la Russie décida de récupérer la Crimée. La Crimée n'appartenait plus à l'URSS depuis seulement 23 ans. À la dissolution de l'URSS en 1991, les nouvelles frontières de l'Ukraine (incluant la Crimée) n'avaient que 37 ans.

Notons tout d'abord que l'*Uti possidetis* est un principe que l'OTAN a aussi violé lorsqu'elle est intervenue en Serbie pour détacher le Kosovo de l'État successeur serbe, après la dissolution de la Yougoslavie.

Ensuite, même si une révolte populaire existait bel et bien en Ukraine, elle fut instrumentalisée par les États-Unis qui sont intervenus avant, pendant et après le coup d'État : investissement de 5 milliards de dollars à l'Ukraine, rencontres répétées avec les trois partis opposés au régime, choix du prochain premier ministre, etc. L'invasion de la Crimée était donc la réponse au coup d'État que les États-Unis ont contribué à faire

¹⁸³ <https://www.e-flux.com/notes/470005/open-letter-to-noam-chomsky-and-other-like-minded-intellectuals-on-the-russia-ukraine-war>

¹⁸⁴ <https://theintercept.com/2022/04/14/russia-ukraine-noam-chomsky-jeremy-scahill/>

advenir. Les Russes avaient des installations militaires et une base navale à Sébastopol, qui leur permettaient d'assurer un contrôle sur la circulation maritime.

Ainsi, on peut *comprendre* pourquoi les Russes ont réagi en annexant la Crimée. Cette annexion était-elle cependant justifiée? Si l'annexion avait eu lieu de façon violente suite à une intervention militaire, certainement pas. Était-elle justifiée si elle découlait d'un référendum voulu par la population? Selon les auteurs critiques de Chomsky, le référendum a été tenu « *at gun point* ». Cette affirmation est toutefois contestée. Les personnes pouvaient quand même voter comme ils le voulaient. Ils ne votaient pas dans l'isolement avec un fusil sur la tempe. Or, ils ont approuvé l'annexion de façon quasiment unanime (97%). Ce résultat était semblable à celui du référendum de 1991 et les sondages tenus par la suite n'ont fait que le confirmer. Il faut donc être de mauvaise foi pour prétendre qu'ils se sont sentis forcés de voter comme ils l'ont fait.

Si les délimitations territoriales de l'Ukraine étaient relativement récentes, que l'annexion avait été approuvée à l'occasion d'un référendum et que le vote n'a pas fait l'objet de manipulation, devait-on pour autant autoriser l'annexion? Je défends pour ma part le principe de l'*Uti possidetis* et cela vaut pour l'Ukraine pendant la transition après la dissolution de l'URSS, ce qui s'oppose à la partition du territoire de l'État successeur ukrainien. Je défends aussi, après la transition, la nécessaire reconnaissance des droits collectifs des minorités situées à l'intérieur des frontières d'un État souverain. En plus des nations souveraines, il peut aussi exister non seulement des nations minoritaires non souveraines et des groupes issus de l'immigration, mais aussi et, en l'occurrence ici, des extensions de nations voisines, à savoir des 'diasporas contigües', souvent appelées aussi 'kin minorities'. (Exemples : minorités russes dans les pays baltes, minorités croate et serbe en Bosnie, minorité palestinienne en Israël, minorité tyrolienne en Italie, minorités catalane et basque en France, etc.). Ce sont des groupes qui se retrouvent de l'autre côté de la frontière, car ils forment sur un territoire donné des collectivités qui s'inscrivent dans le prolongement d'une nation existant sur un territoire adjacent. Ces groupes ne sont pas des nations, seulement des fragments minoritaires de nations. Il faut quand même reconnaître leurs droits collectifs.

Je défends cette idée depuis plusieurs années. Il faut leur reconnaître des droits à l'intérieur de l'État dans lequel ils se trouvent au lieu de proposer un redécoupage ethnique et de leur accorder un droit de « sécession », car cela reviendrait à autoriser l'irrégentisme. J'ai d'ailleurs essuyé les critiques de Margaret Moore à ce sujet car elle est favorable à l'irrégentisme et à la partition du territoire pour regrouper les populations qui partagent la même histoire et ont un vouloir vivre politique communément partagé. Ainsi, même si elle est favorable à la réunification de l'Irlande, elle estime que la partition de 1921 était justifiée à cause de la volonté politique de l'Irlande du Nord de maintenir les liens avec la Grande Bretagne. Elle est aussi favorable au rattachement de la Crimée à la Russie pourvu que cela découle de la volonté exprimée par la population. Je suis pour ma part extrêmement réticent à l'égard d'une position de ce genre, puisque cela revient à reconnaître aux fragments minoritaires de peuples des droits semblables aux peuples. Cela revient aussi à accepter l'irrégentisme.

Supposons donc que lors de la dissolution de l'URSS, après que la transition ait été effectuée et que le principe de l'*Uti possidetis* ait été appliqué, l'Ukraine refuse de reconnaître les droits collectifs de la minorité linguistique russophone de Crimée. Supposons aussi que la minorité russophone de Crimée vote pour le rattachement à la Russie. Face à cette situation, contrairement à Margaret Moore, je privilégierais quand même une intervention supranationale imposant à l'Ukraine de reconnaître les droits collectifs de la population de Crimée. Cette solution aurait été préférable à la séparation de la Crimée et à son rattachement à la Russie. La même remarque s'applique au cas du Kosovo. Les Kosovars étant des Albanais, ils forment une minorité nationale qui n'est pas une nation à part entière. Il s'agit d'une extension de nation voisine et ils constituent en ce sens un fragment minoritaire de nation. Puisque les Kosovars se conçoivent comme Albanais, ils constituaient en Serbie une '*kin minority*', une diaspora contigüe de la nation albanaise présente en Albanie.

Dans la théorie idéale, il aurait fallu une intervention de l'ONU pour rétablir l'autonomie du Kosovo au sein de la Serbie tout en préservant l'intégrité territoriale de l'État successeur serbe. Les Américains ne l'entendaient pas de cette façon. Il fallait démanteler l'État serbe allié de la Russie pour faire du Kosovo un allié où il serait possible d'installer une base militaire, et il ne fallait pas hésiter à proférer un média mensonge pour procéder au démantèlement.

En réalité, il est maintenant difficile de voir comment justifier la récupération de la Crimée par l'Ukraine. Il y a non seulement le cadeau relativement récent de Khrouchtchev, mais il y a aussi le mauvais exemple de l'OTAN au Kosovo, ainsi que la provocation de l'OTAN et tout particulièrement celle des États-Unis. Il y a aussi et surtout un coup d'État auquel ont contribué les États-Unis. Les intérêts militaires, commerciaux et maritimes des Russes auraient pu être préservés à l'intérieur d'une Ukraine unifiée qui serait restée neutre, non alignée et respectueuse des droits minoritaires des russophones, mais le maintien et l'élargissement de l'OTAN, la promesse d'inclure l'Ukraine et le coup d'État de 2014 à l'occasion duquel l'État ukrainien a remis sa souveraineté dans les mains des Américains, ont forcé les Russes à adopter une approche différente. Il fallait récupérer la Crimée avant qu'il ne soit trop tard.

Le meilleur moyen pour retenir les russophones de Crimée à l'intérieur des frontières de l'Ukraine n'aurait-il pas été de reconnaître leurs droits collectifs linguistiques? Le respect des droits collectifs minoritaires n'est pas une position purement utopique. Déjà, l'Union européenne et l'OTAN exigent de tout nouvel État membre qu'il respecte les droits de leurs minorités internes. La violation des droits collectifs des minorités, si elle a lieu, devrait cependant appeler d'autres réparations que la violation de l'intégrité territoriale de l'État successeur. Seules les nations minoritaires devraient pouvoir se prévaloir d'un droit de sécession et être autorisées à violer l'intégrité territoriale de l'État parent. Les diasporas contigües ne forment pas à elles seules des nations. D'autres solutions devraient donc être envisagées pour la violation de leurs droits collectifs. J'étais en somme extrêmement réticent face à l'annexion de la Crimée, tout comme j'avais été très réticent face à la violation de l'intégrité territoriale de l'État successeur serbe. L'idée est

que les frontières ne doivent pas être transformées pour se conformer à des délimitations prescrites par l'ethnicité.

Même après le coup d'État et la guerre civile amorcée, les Russes se sont montrés favorables aux accords de Minsk qui auraient reconnu les droits collectifs linguistiques et l'autonomie gouvernementale pour Donetsk et Lougansk, deux extensions de la nation russe en territoire ukrainien. Ces accords auraient permis de réaliser notre idéal normatif, car ils reconnaissaient des droits à l'autonomie pour les minorités russophones du Donbass sans autoriser l'accès à la souveraineté. C'était une solution qui respectait encore une fois l'intégrité territoriale de l'Ukraine, mais c'est une solution que les Ukrainiens n'ont pas voulu appliquer. La présence de la Russie dans le Donbass était pour les Russes un moyen de faire pression pour que l'Ukraine procède à l'application des Accords. Il était dans l'intérêt des Russes de maintenir cette présence russophone à l'intérieur des frontières de l'Ukraine, car cette minorité avait un poids électoral important et pouvait influencer sur les politiques de l'Ukraine.

Quoi qu'il en soit, nous savons maintenant quelle était la véritable raison motivant les accords de Minsk. Angela Merkel l'a bien dit et François Hollande l'a confirmé. Il s'agissait de gagner du temps pour préparer l'Ukraine à la guerre¹⁸⁵. Lorsque les troupes russes se sont massées aux frontières de l'Ukraine, l'OTAN n'a d'ailleurs pas cru bon de faire marche arrière.

Quand les accords de Minsk ont échoué, que Zelensky affirma en janvier 2022 sa volonté de reprendre le Donbass et la Crimée et que l'envoi de troupes à l'Est fut amorcé, les Russes reconnurent l'indépendance des deux régions de Donetsk et de Lougansk sans chercher à les annexer. Une fois les hostilités reprises, les Russes ont envahi l'Ukraine. C'est seulement parce que ces accords n'ont pas été appliqués, que l'escalade a par la suite continué et que l'OTAN est intervenue pour mettre fin aux négociations amorcées, que la Russie est par la suite passée à l'étape de l'annexion des deux républiques et des oblasts de Kherson et Zaporijié. Aussi, même si je suis favorable à des principes normatifs fondamentalement opposés à l'irréductibilisme, je reconnais que d'autres facteurs, en l'occurrence géopolitiques, peuvent venir perturber leur application.

Quand on examine le contexte historique et que l'on comprend les véritables motivations expliquant l'obstination des Américains et la soumission des Ukrainiens, l'invocation de l'intégrité territoriale comme principe sacré arrive en retard. Il est maintenant trop tard pour envisager la récupération du Donbass, mais il n'est peut-être pas trop tard pour préserver Odessa.

¹⁸⁵ Un article de *Russia Today*, paru le 17 juin 2022, révèle que selon l'ancien président ukrainien Poroshenko, les accords de Minsk ne servaient qu'à gagner du temps
<https://www.rt.com/russia/557307-poroshenko-comments-minsk-agreement/>

Pattern # 2 : Traiter l'Ukraine comme un pion américain sur un échiquier géopolitique (*Treating Ukraine as an American pawn on a geo-political chessboard*)

On comprend la volonté du peuple ukrainien de s'affranchir de la domination de la Russie. Ils se trompaient cependant en pensant y parvenir par une inclusion dans l'OTAN. Au contraire, plus ils se sont rapprochés de l'OTAN, plus les Russes sont devenus hostiles. C'est que l'OTAN est une organisation militaire offensive dirigée par les États-Unis, un État qui est hostile à la Russie. En favorisant la polarisation aux frontières de la Russie, cela ne pouvait qu'inciter les Russes à intervenir. Autrement dit, en se rapprochant de l'OTAN pour se protéger de la Russie, l'Ukraine a posé un geste qui a fait de l'intervention russe une prophétie autoréalisatrice.

Le fait que les Ukrainiens disposent d'une agentivité leur permettant de choisir ce qui est bon pour eux n'est donc pas une garantie qu'il s'agit du bon choix. Cette agentivité n'est en outre pas du tout contradictoire avec le fait que les Américains veuillent se servir de l'Ukraine pour affaiblir la Russie. On ne devrait pas s'en étonner. Ce stratagème américain n'est tout de même pas nouveau. Les Américains se sont servis des Moudjahidines pour combattre les Russes en Afghanistan, des Contras pour combattre les Sandinistes au Nicaragua, des Kurdes pour combattre DAESH et de Al Qaeda pour combattre le régime syrien.

Selon le politologue de l'UQAM, Charles-Philippe David, ceux qui affirment que les États-Unis mènent une guerre par procuration en Ukraine contre la Russie « ont tout faux ». Et pourtant, dès 2015, le Représentant démocrate Adam Schiff faisait allusion à l'utilité de se battre contre la Russie en Ukraine au lieu d'avoir à mener le combat aux États-Unis (« *fighting Russia in Ukraine as a way of not to fight it in the USA* »). Le secrétaire d'État à la défense des États-Unis, Lloyd Austin, a pour sa part admis que les Américains cherchaient à affaiblir la Russie¹⁸⁶ (« *weakening Russia... inflicting to Russia a bloody nose* »). L'aide américaine à l'Ukraine, selon le sénateur Lindsay Graham, est un combat devant être mené « jusqu'au dernier ukrainien » (« *to the last Ukrainian* »). Oliver North a pour sa part décrit la situation comme impliquant « leur sang et nos balles » (« *their blood our bullets* »). L'ancien secrétaire à la défense Leon Panetta, quant à lui, le reconnut d'emblée : les États-Unis mènent en Ukraine une « guerre par procuration »¹⁸⁷. Le sénateur Mitt Romney a essentiellement dit la même chose¹⁸⁸. En outre, le directeur du comité des affaires extérieures de la Chambre des Représentants, le républicain Michael McCaul, a lui aussi vendu la mèche. Citant un extrait d'un éditorial du *Wall street journal* dans lequel il est écrit « Nous leur donnons juste assez pour saigner pendant des mois sans aucune chance de victoire » (« *We're giving them just enough to bleed through months without a chance of victory* »), McCaul se plaint de ce fait et veut pour cette raison envoyer plus d'armes et notamment des tanks Abrams.

¹⁸⁶ <https://www.washingtonpost.com/world/2022/04/25/russia-weakened-lloyd-austin-ukraine-visit/?fbclid=IwAR1-OUjDwlU6GYURvq75kCumRsvBUZmR2psrnS-CcDSNoPKX6erYyQ3WE90>

¹⁸⁷ https://www.youtube.com/watch?v=ZPWu7cPPVv0&ab_channel=BloombergPolitics

¹⁸⁸ <https://www.deseret.com/utah/2023/1/26/23573299/mitt-romney-supports-ukraine-defense-spending>

Le Général à la retraite Keith Kellog, conseiller du vice-président Mike Pence, a affirmé que la guerre menée par les États-Unis à la Russie relevait du plus haut professionnalisme (« acme of professionalism ») d'utiliser l'Ukraine pour combattre la Russie et ce parce que cela permettait de disposer d'un adversaire stratégique (« takes a strategic adversary off the table ») sans faire usage de troupes américaines. Cela permettait de se concentrer ensuite sur le plus important adversaire, la Chine¹⁸⁹.

On peut même trouver sur Youtube un clip dans lequel Hilary Clinton établit une comparaison entre la stratégie américaine en Afghanistan ayant servi à affaiblir les Russes et celle qui était présentement en cours en Ukraine¹⁹⁰. Selon elle, les Américains se sont servis des Moudjahidines pour combattre la Russie en Afghanistan et maintenant ils se servent des Ukrainiens pour combattre les Russes.

On peut agir comme un roi dans son domaine tout en étant en même temps un pion aux yeux d'une puissance impériale comme les États-Unis.

Pattern #3. Suggérer que la Russie était menacée par l'OTAN (*Suggesting that Russia was threatened by NATO*)

J'ai déjà indiqué pourquoi l'OTAN pouvait constituer une menace réelle pour la Russie. L'intervention de l'OTAN au Kosovo mettait déjà en évidence le fait qu'il ne s'agit pas d'un organisme purement défensif. C'est une organisation militaire pouvant être offensive. C'est aussi une organisation militaire dont le commandement est assuré par les États-Unis. C'est ensuite une organisation militaire qui se croit en mesure d'intervenir sans l'appui de l'organisation des Nations unies. C'est enfin la seule structure politique de la guerre froide qui a persisté après la fin de la guerre froide. Pourquoi ne pas avoir plutôt transformé l'organisation en une institution chargée d'assurer la sécurité de tous les pays et sans que l'organisme chargé d'appliquer ces principes soit soumis au commandement des États-Unis? C'est cette organisation offensive antirusse qui voulait inclure l'Ukraine dans ses rangs.

On ne préserve pas l'intégrité physique d'un individu en lui appliquant un fusil sur la tempe. De même, on ne préserve pas l'intégrité territoriale de l'État russe en le cernant de toute part avec des bases militaires, des équipements et une armée ukrainienne formée, équipée et fortifiée par l'Occident.

J'ai déjà eu l'occasion de me prononcer sur la menace que représente l'élargissement de l'OTAN. Le document de la Rand Corporation, qui avait dès 2019 fournit une feuille de route décrivant plusieurs des mesures mentionnées plus haut, les décrivaient comme conduisant à une escalade qui allait inévitablement entraîner une contre-escalade russe. C'est donc en toute connaissance de cause que les Américains ont quand même choisi de les appliquer.

¹⁸⁹ <https://twitter.com/aaronjmate/status/1631390869487067136?s=20>

¹⁹⁰ https://www.youtube.com/watch?v=cUu4vVYa9aE&ab_channel=numuves

Les cinq auteurs de la lettre à Chomsky sont économistes. Ils auraient donc pu prendre la juste mesure de la situation économique américaine. Ils auraient pu alors comprendre que la menace réelle venait des États-Unis pour des raisons qui sont expliquées au chapitre 4. Il s'agissait de mener une guerre économique par d'autres moyens. Il fallait pour éviter l'effondrement économique des États-Unis détruire l'économie de la Russie.

Pour faire plier la Russie et la dominer économiquement, il fallait trouver le moyen de remplacer ses dirigeants. Une Russie affaiblie économiquement par des sanctions nombreuses et qui s'engagerait dans une guerre d'usure prolongée avec l'Ukraine créerait des conditions favorables à un changement de régime. Il fallait donc aussi faire tout en son possible, en suivant les directives recommandées par la Rand Corporation, pour qu'éclate la guerre. Ici, je crois opportun de me rapporter à l'article publié sur la plateforme *Consortium News*. Cet article, déjà cité¹⁹¹, apportait un éclairage additionnel. Il fallait affaiblir économiquement la Russie et provoquer la guerre pour parvenir à un changement de régime au sein même de l'État russe. On peut lire :

« Les États-Unis ont soutenu un coup d'État en 2014, installant un gouvernement antirusse à Kiev et soutenant une guerre contre les résistants au coup d'État dans le Donbass. Les accords de Minsk de 2015 visant à mettre fin à la guerre civile ukrainienne n'ont jamais été mis en œuvre. Le jour de l'invasion du 24 février 2022, Biden a déclaré aux journalistes que les sanctions économiques n'ont jamais été destinées à dissuader la Russie, mais à montrer au peuple russe qui était le président russe Vladimir Poutine. En d'autres termes, les États-Unis n'essayaient pas d'empêcher l'invasion, mais bien de renverser Poutine, comme Biden l'a confirmé un mois plus tard à Varsovie, afin de rétablir la domination sur la Russie dont les États-Unis jouissaient dans les années 1990.»

L'article fournit plusieurs autres raisons justifiant cette interprétation. Il se poursuit ensuite en mentionnant d'autres preuves qui sont venues s'ajouter aux premières pendant l'année 2022 et qui montrent que les États-Unis planifiaient à l'avance cette guerre :

« Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a reconnu que la stratégie américaine en Ukraine consiste à "affaiblir" la Russie. À cette fin, les États-Unis ont mis fin aux efforts de paix, même de la part d'Israël, afin de prolonger le conflit. La planification des sanctions contre la Russie a commencé en novembre 2021, trois mois avant l'invasion, selon Ursula von der Leyen, la présidente du Conseil européen. Les États-Unis ont commencé à planifier la destruction des pipelines Nord Stream en septembre 2021, soit cinq mois avant l'invasion, selon le rapport de Seymour Hersh. »

Prises ensemble, toutes ces preuves laissent peu de doute sur le fait que les États-Unis provoquaient la Russie à envahir l'Ukraine afin de mettre en œuvre leur plan pour faire tomber le gouvernement russe. Que le plan américain ait jusqu'à présent échoué est une autre affaire.

¹⁹¹ <https://consortiumnews.com/2023/02/24/more-evidence-emerges-that-us-wanted-russia-to-invade/>

Pattern #4. Dire que les États-Unis ne sont pas meilleurs que la Russie (*Stating that the US isn't any better than Russia*)

Selon les auteurs, dire que les USA ne sont pas mieux que les Russes serait une façon de détourner l'attention et d'excuser les crimes commis par la Russie. C'est du *whataboutism* (du 'que dire de'). Le *whataboutism* c'est la propension à excuser les torts de l'un en faisant référence aux torts de l'autre. Or, on ne peut pardonner les crimes d'un État en invoquant les crimes commis par d'autres États. Dans le cas présent, cependant, l'énumération des interventions militaires, coups d'État et crimes commis par les États-Unis est plutôt une façon d'indiquer qu'il serait naïf de croire que cette puissance impérialiste n'est pas aussi à l'œuvre dans le cas de l'Ukraine. Elle est en fait la première responsable de l'escalade dans laquelle nous sommes engagés.

Quel pays a eu dans les dernières décennies l'ambition de gouverner un monde unipolaire? La Russie ou les États-Unis? Avec leur dollar, l'économie capitaliste mondialisée, les 800 bases militaires, la supériorité de leur complexe militaro-industriel, les sanctions généralisées et les invasions, coups d'État ou appuis directs ou indirects à des coups d'État, les Américains violent sans cesse l'autodétermination des peuples. Si on rappelle ces faits, c'est justement pour indiquer que c'est encore une fois ce qui est en train de se produire. Les Américains n'ont pas hésité à favoriser un changement de régime en Ukraine avec pour objectif de provoquer la Russie et avec comme but ultime de provoquer aussi un changement de régime.

Je n'ai pour ma part pas d'objection à poursuivre Poutine en cour de justice internationale pour crimes de guerre. Il n'en demeure pas moins vrai que les USA agissent comme la Russie mais avec cent fois plus de violence partout dans le monde. S'il convient de souligner notre aveuglement à ce sujet, c'est justement parce qu'un même aveuglement intervient dans le cas présent. Nous ne voyons pas la violence machiavélique déployée.

Pourquoi les Américains se sont-ils engagés militairement en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen? Pourquoi ont-ils des bases militaires partout dans le monde? Pourquoi sont-ils en mer de Chine? Pour quelles raisons sont-ils installés en Syrie et à Taiwan? Pourquoi installent-ils des bases militaires aux Philippines? Pourquoi sont-ils en Colombie? Pour quelles raisons imposent-ils des sanctions à une quarantaine de pays? Si on recherche la réponse à ces questions, ce n'est pas pour détourner la question. C'est au contraire pour attirer l'attention justement sur ce qui se passe en Ukraine.

Comment se fait-il qu'une unanimité complète soit survenue en Occident et que tout le monde adopte la même position, alors que d'autres horreurs se déploient en même temps ailleurs dans le monde sans que les médias de masse n'en fassent état? Pourquoi ne pas s'offusquer tout autant des bombes que les USA ont largué en Somalie, en Libye et en Syrie? Voulant insister sur la responsabilité américaine dans le conflit, on peut être amené à décrire sa présence un peu partout dans le monde et les ambitions hégémoniques qui sont les siennes depuis plusieurs années. Si on attire l'attention sur les affres causées ailleurs dans le monde et à d'autres moments de l'histoire par les États-Unis, c'est pour

que l'on s'intéresse justement au rôle présent joué par ce pays dans le conflit. La présence des États-Unis n'est pas celle d'un spectateur lointain, mais bien celle d'un agresseur récidiviste qui joue un rôle crucial dans le conflit et ce, même s'il délègue le sale travail à un sous-traitant. Les Américains sont peut-être les premiers responsables de ce qui arrive.

Le silence et l'aveuglement des médias au sujet des autres horreurs, commises celles-là par les USA, n'est pas sans rapport avec la situation présente. C'est peut-être révélateur du silence et de l'aveuglement de ces mêmes médias au sujet du rôle joué par les États-Unis dans l'escalade de ce conflit.

Pattern #5. Cacher les véritables objectifs de Poutine pour envahir l'Ukraine

(*Whitewashing Putin's goals for invading Ukraine.*)

Les économistes attribuent à la Russie et à Poutine des visées expansionnistes. Ce serait la vraie cause du conflit. Que répondre à cette sempiternelle objection? Selon la version officielle qui circule, on aurait rétroactivement eu raison de maintenir en vie l'OTAN, car c'est la seule façon qu'ont les pays limitrophes de la Russie d'assurer leur sécurité face à l'envahisseur potentiel. Les velléités expansionnistes de Poutine seraient à l'origine et non en fait des effets de l'élargissement et du renforcement de l'OTAN.

La preuve que Poutine vise à restaurer l'Union soviétique ancienne est qu'il a envahi la Géorgie en 2008, annexé la Crimée en 2014 et qu'il a occupé le Donbass en 2022. Or, l'intervention russe en Géorgie est survenue en août 2008 quelques mois après la Déclaration de Bucarest faite par l'OTAN à l'occasion de laquelle l'organisation proposait d'intégrer la Géorgie et l'Ukraine comme prochains membres. L'invasion n'est alors peut-être pas une cause, mais bien un effet, une réaction à la provocation. De même, l'annexion de la Crimée fut une réaction au coup d'État survenu quelques mois plus tôt. L'ancien ambassadeur des États-Unis en Russie, Michael McFall, en poste de janvier 2012 jusqu'en février 2014, a admis que la volonté de conquérir la Crimée est survenue en réaction au coup d'État du 22 février 2014¹⁹². Qu'en est-il cependant de l'invasion de l'Ukraine en 2022? Y a-t-il des faits qui ont contribué à engendrer cette réaction violente?

Ainsi, que le remarque John Mearsheimer, les USA piquent (*poke*) constamment l'ours russe jusqu'à ce qu'il sorte de sa tanière et en vienne à poser des gestes violents. Lorsque cette violence survient, ils peuvent dire « Voyez? Nous avons raison d'entretenir une animosité à son égard ». Cette posture aboutit à un paradoxe. L'extension de l'OTAN est nécessaire pour contenir la réaction de la Russie face à l'extension de l'OTAN!

Depuis le début du conflit, on a accusé à tort les Russes de vouloir conquérir de nouveaux territoires, alors que la séquence des événements ne permet pas de lire les choses de cette façon. En réaction à la promesse faite à Bucarest d'inclure la Géorgie et l'Ukraine dans l'OTAN, ils sont tout d'abord intervenu militairement en Géorgie, mais ils s'en sont retirés par la suite. Ils n'ont pas voulu annexer l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Ils les

¹⁹² <https://www.npr.org/2014/05/15/312822551/former-ambassador-to-russia-putin-has-no-master-plan-for-ukraine>

ont reconnues comme des républiques souveraines. Il s'agissait de placer la Géorgie en face d'un problème concernant son rapport aux minorités russophones qu'elle considère comme faisant partie du pays. C'est un bon moyen pour bloquer son inclusion dans l'OTAN, puisque pour faire partie de cette Organisation, il faut bien traiter les minorités se trouvant sur son territoire.

J'ai plus tôt reconnu que dans son article de juillet 2021, de même que dans son intervention publique juste avant l'invasion, Poutine a cherché à donner une justification nationaliste à son intervention en Ukraine. Ce serait une intervention qui serait, au fond, faite à l'intérieur du territoire d'un seul peuple, parce que le peuple ukrainien ne serait pas tellement différent du peuple russe. Il y a certes des liens historiques entre les deux peuples, mais Poutine était également disposé à reconnaître sans doute à contre-cœur, l'Ukraine comme État indépendant. C'est d'ailleurs ce qui ressort du second documentaire produit par Oliver Stone¹⁹³. Le principe d'une Ukraine indépendante formant un État-nation qui prendrait la forme d'une fédération est défendu par le politicien ukrainien Victor Medvedchuk. Or, Poutine est le parrain de sa fille. Aussi, Poutine est prêt à admettre ses idées tout en ajoutant que l'alliance de l'Ukraine et de la Russie est à son avis inévitable. Le documentaire permet de comprendre l'ambivalence de Poutine. Pour plusieurs membres de l'intelligentsia russe et pour sans doute un important fragment au sein de la population, les Ukrainiens et Russes partagent une même identité slave. De même, pour les partisans d'une conception purement civique de la nation, l'Ukraine a pendant des siècles fait partie ou bien de l'empire russe gouverné par les tsars ou de l'empire soviétique. L'Ukraine, comme entité administrative distincte, n'existe que depuis un peu plus d'une centaine d'années. Poutine ne peut pas ne pas tenir compte de ces points de vue. Comme je l'ai laissé entendre, il est même plutôt lui aussi tenté de souscrire à cette vision des choses. Mais en même temps, il est suffisamment réaliste pour accepter l'indépendance de l'Ukraine. Victor Medvedchuk qu'il aime et apprécie défend l'indépendance de l'Ukraine et exige le respect de cette indépendance tout en admettant le caractère inévitable de liens économiques et politiques avec la Russie.

Quelles étaient les options alternatives aux Russes ? Que pouvaient-ils faire d'autre qu'une opération militaire en Ukraine ? Auraient-ils dû interrompre le transfert du gaz vers l'Europe ? Ça aurait aussi été équivalent à l'idée de prendre en otage l'Europe pour confronter les USA. Ça aurait aussi été de se tirer dans le pied non pas seulement pour la perte de revenu, mais parce que l'Europe se serait encore plus rapprochée des USA. Les pays européens se sont-ils vraiment de toute façon rapprochés des USA, mais sous la pression des USA. Si leurs souffrances finissent par être jugées intolérables et inacceptables, ils se tourneront contre les USA.

En outre, si on croit qu'une intervention d'un autre type aurait pu s'avérer efficace, c'est que l'on suppose que cela aurait pu mettre un terme à la tentative des États-Unis de provoquer la guerre. Mais puisque l'objectif était justement de provoquer la guerre, on peut présumer sans se tromper que n'importe quelle autre mesure appliquée par la Russie

¹⁹³ *Revealing Ukraine*, 2019

https://www.youtube.com/watch?v=jhu3lfgHhCI&t=616s&ab_channel=GlobalTreePictures

pour réagir aux États-Unis n'aurait pas interrompu les efforts de ces derniers pour provoquer la guerre. Ça n'aurait pas empêché les Américains de poursuivre l'escalade. C'est en réalisant ce fait que les Russes n'ont eu d'autre choix que l'intervention militaire.

Les Russes ont compris depuis quelques années que les Américains voulaient provoquer la guerre. Les Russes se sont alors préparés en conséquence. Ils ont cependant posé tous les gestes préalables pour éviter de s'engager. Ils sont ainsi au départ seulement intervenus au Donbass entre 2014 et 2022. L'invasion sur plusieurs fronts en février 2022 servaient à faire capituler vite l'État ukrainien. Cela visait une solution rapide pour éviter de s'engager encore plus. Au lieu d'envoyer leur armée au grand complet, seuls 150 000 hommes furent mobilisés. Les négociations commencèrent très rapidement et il devenait possible de s'entendre jusqu'à ce que les Américains interviennent pour y mettre fin. Les Russes ont ensuite mis un temps fou avant d'augmenter le nombre des troupes et avant de s'en prendre aux infrastructures civiles du pays, ce qui est pourtant un non-sens d'un point de vue strictement militaire. Cela ne s'expliquait que par la volonté russe de faire le minimum à chaque étape pour éviter autant que possible de tomber complètement dans le piège qui leur était tendu. Les Russes ont tout fait pour éviter l'escalade, non pas par sens moral, mais bien parce qu'il fallait autant que possible éviter de se dépenser et de s'affaiblir, comme le souhaitaient les États-Unis.

Bien entendu, nous sommes parvenus malgré tout au comble de l'horreur absolue. L'humanité entière est concernée par ce qui est arrivé. Des centaines de milliers de vies humaines ont été sacrifiées. Cela demeure le fait central, inéluctablement affligeant et intolérable. Il ne faut pas cependant que cela nous empêche de chercher à comprendre les faits tels qu'ils se présentent, parce que l'arrêt des combats demeure toujours le seul objectif acceptable. Il faut comprendre la logique qui a dominé la stratégie russe : se contenter de reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sans les annexer, accepter Minsk, intervenir ensuite seulement dans le Donbass, masser les troupes à la frontière, proposer une entente globale écrite de sécurité, procéder ensuite à une invasion massive visant à faire capituler les dirigeants ukrainiens, puis se livrer à une opération militaire spéciale ciblée dans le Donbass, engager rapidement des négociations, puis augmenter les effectifs, et seulement après procéder à la destruction des infrastructures civiles. Certains ont pu croire au début à la faiblesse de l'armée russe, mais il s'agissait plutôt d'éviter un engagement trop prononcé.

Si on n'inverse pas la relation de la cause et de l'effet, on comprend la cohérence de l'ensemble et on voit que la Russie intervient à chaque étape en réaction à ce qu'on la pousse à faire en tentant à chaque fois de ne pas se dépenser outre mesure. Il s'agissait d'un calcul stratégique, bien entendu, et non d'un comportement moral. Nous en sommes à plusieurs centaines de milliers de morts ukrainiennes. C'est une tragédie absolue qu'il fallait éviter et qui aurait pu être évitée.

Le piège était de s'engager tête baissée complètement et directement. Ils l'ont fait progressivement en évitant autant que possible à chaque fois d'aller trop loin. Les dirigeants russes ont sans doute expliqué à leurs alliés potentiels leur démarche en

montrant qu'à chaque fois, ils ont tenté d'éviter d'utiliser les moyens qui étaient pourtant à leur disposition. D'un point de vue militaire, il était complètement insensé d'attendre si longtemps avant de détruire l'infrastructure civile de l'Ukraine. D'un point de vue diplomatique, cependant, cette approche a peut-être fait en sorte de convaincre la Chine, puis l'Inde, le Pakistan, l'Afrique du Sud, ainsi que d'autres pays d'Afrique et d'Amérique latine.

En somme, si au point où nous en sommes, l'étau occidental semble se resserrer autour de la Russie, l'étau mondial est peut-être en train de se resserrer autour des États-Unis. Pour une analyse du changement de plaques tectoniques qui est en train de s'effectuer autant sur les plans financier, économique que politique, voir l'article pénétrant de Krishen Mehta¹⁹⁴.

Pattern #6. Supposer que Poutine veut parvenir à une solution diplomatique

(Assuming that Putin is interested in a diplomatic solution)

Il est difficile de comprendre cet argument avancé par les cinq économistes. Au lieu d'écouter les demandes et avertissements des Russes formulés à répétition par Gorbatchev, Yeltsin et Poutine, les Américains ont maintenu leur projet d'inclure l'Ukraine dans l'OTAN.

Au lieu d'écouter les anciens diplomates, les experts en géopolitique russe et même Barack Obama, les Joe Biden, Jake Sullivan, Victoria Nuland et Anthony Blinken sont allés de l'avant.

Les Russes ont demandé en décembre 2021 que la neutralité de l'Ukraine soit consacrée, qu'elle ne fasse pas partie de l'OTAN, qu'il n'y ait pas d'armes nucléaires sur son territoire. Ils ont demandé aussi que les armes nucléaires positionnées partout en Europe de l'Est soient retirées pour retrouver la situation de 1997.

Ces demandes écrites ont été rejetées du revers de la main par Anthony Blinken. La question mérite alors d'être posée : les Américains sont-ils intéressés par une solution diplomatique?

En mars 2022, les demandes des Russes étaient selon l'agence Reuters les suivantes :

« Dmitri Peskov a déclaré que Moscou exigeait de l'Ukraine qu'elle cesse toute action militaire, qu'elle modifie sa constitution pour y inscrire la neutralité, qu'elle reconnaisse la Crimée comme territoire russe et que les républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk soient reconnues comme des États indépendants. »¹⁹⁵

¹⁹⁴<https://go.ind.media/webmail/546932/1252141225/f397946a78e80728508b6da730b534cfef36eac814d82389be212743cd2cc731>

¹⁹⁵ <https://www.reuters.com/world/kremlin-says-russian-military-action-will-stop-moment-if-ukraine-meets-2022-03-07/>

Puisque la guerre du Donbass battait son plein depuis huit ans, les Accords de Minsk étaient maintenant dépassés. Il fallait plutôt reconnaître la souveraineté de Donetsk et de Lougansk. Les négociations entre l'Ukraine et la Russie furent amorcées à Istanbul et les Israéliens cherchèrent aussi à rapprocher les parties. Ce sont les Américains et le suppôt Boris Johnson qui mirent un frein à la négociation.

Au lieu d'écouter les Russes, les Américains ont décidé d'envoyer plus de 100 milliards de dollars d'équipement militaire à l'Ukraine. Sont-ils intéressés par une solution diplomatique? Plus on retarde la négociation avec comme base les demandes russes, plus la liste des exigences russes va s'accroître.

Je comprends les économistes ukrainiens. Si mon peuple était agressé comme l'est l'Ukraine, je serais moi aussi enclin à ne voir que les failles de l'envahisseur et non celles de l'État impérialiste qui prétend me défendre. Mais je vis à proximité de l'impérialisme américain. Comme d'autres intellectuels, je me fais un devoir d'être lucide sur les agissements de cet État.

Les deux superpuissances sont toutes les deux responsables de ce qui arrive, et elles ont toutes les deux l'obligation de négocier une solution diplomatique.

Pattern #7. Prétendre qu'en accédant aux demandes russes on peut éviter une guerre nucléaire (*Advocating that yielding to Russian demands is the way to avert the nuclear war*)

Les économistes ukrainiens estiment que le danger d'une escalade nucléaire est exagéré et que l'invocation de ce danger n'est qu'un prétexte pour nous convaincre d'accepter les exigences russes. Or, ces exigences portent justement sur le danger que représenterait l'installation sur le territoire de missiles nucléaires visant la Russie. Les États-Unis ont installé des boucliers anti-missiles après s'être retirés de l'Accord à ce sujet en 2002. Puisqu'en 2019, ils se sont retirés de l'accord sur les missiles à portée intermédiaire, cela ouvrirait la porte à l'installation sur les territoires relevant de l'OTAN de missiles à portée intermédiaire¹⁹⁶. Instaurer la neutralité de l'Ukraine, refuser qu'elle se joigne à l'OTAN, admettre qu'il ne doit pas y avoir d'armes nucléaires sur son territoire sont des demandes raisonnables des Russes qui, effectivement, repoussent tout danger d'escalade nucléaire. On considère ces demandes comme inacceptables seulement si on fait l'impasse sur les visées impérialistes des Américains et les dangers que représentent le démantèlement des traités déjà existants sur les armes nucléaires.

Admettre l'Ukraine au sein de l'OTAN revient à autoriser l'installation de missiles nucléaires sur son territoire, tout comme cela fut fait sur les territoires de la Pologne et de la Roumanie. Ici, la métaphore du fusil sur la tempe prend tout son sens. Les missiles installés seraient à quelques minutes à peine de Moscou. On ne voit pas les deux poids et deux mesures de la situation. Les Américains n'ont pas toléré l'installation de missiles à

¹⁹⁶ <https://www.theguardian.com/world/2019/feb/01/inf-donald-trump-confirms-us-withdrawal-nuclear-treaty>

Cuba en 1962, mais les Russes devaient accepter l'installation de missiles en Ukraine en 2022? On ne comprend pas que même les démocraties autoritaires peuvent avoir des préoccupations sécuritaires légitimes?

Il est vrai qu'il ne faut pas violer l'intégrité territoriale d'un État en occupant en tout ou en partie son territoire. Ce principe a été violé par Israël au Golan et en Cisjordanie, par les États-Unis en Syrie et par la Russie dans le Donbass. Je suppose que les Russes seraient ouverts à un retrait complet si les États-Unis et l'OTAN en faisait autant et s'ils acceptaient une fois pour toutes les propositions contenues dans le document soumis par le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov en décembre 2021¹⁹⁷.

¹⁹⁷ Voir le texte du ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov : *Mr. Sergey Lavrov's written message on Indivisibility of Security addressed to the Heads of Foreign / External Affairs Ministers / Secretaries of the US, Canada and several European countries. Russian International Affairs Council, 2022*

<https://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/comments/text-of-the-minister-of-foreign-affairs-of-russia-mr-sergey-lavrov-s-written-message-on-indivisibili/>

En guise de conclusion

Les opinions exprimées ici ne sont pas celles de la majorité. On ne les retrouve pas dans la bouche des dirigeants ou des médias de masse occidentaux. C'est donc le plus souvent dans les marges qu'il faudra se rendre pour entendre des personnes qui expriment, à partir d'une perspective de gauche ou de droite, qu'elles soient vivantes ou mortes, des points de vue marquant une certaine ou une grande dissidence. Nous ne sommes pas seuls. Je songe notamment à :

Benjamin Abelow, Ali Abunimah, Tariq Ali, Pino Arlacchi, François Asselineau, Arnold August, Andrew Bacevich, Robert Barnes, Eva Bartlett, Patrick Basham, Jacques Baud, Medea Benjamin, Brian Berletic, Arnaud Bertrand, Christopher Black, Richard Black, William Blum, Max Blumenthal, Anne-Laure Bonnel, Saïd Bouamama, Marcel Boyer, Russell Brand, Nick Brana, William Burns, Mike Callicrate, Michael Carley, Tucker Carlson, Jean-François Caron, Robert Charvin, Noam Chomsky, Alex Christoforou, Stephen F. Cohen, Michel Collon, Pierre Conesa, Pascale Cormier, Jocelyn Coulon, Yves Couture, Nick Cruse, Sevin Dagdelen, Clare Daly, Nicolas J.S. Davies, Victor Dedaj, Slobodan Despot, Glenn Diesen, Jimmy Dore, Bruno Drweski, Pierre Dubuc, [Michael Dunford](#), Fiona Edwards, George Eliason, Yves Engler, Richard Falk, Norman Finkelstein, Robert Fisk, Tim Foley, Martin Forgues, Malcolm Fraser, Chas Freeman, Robert Freeman, Graham Fuller, Tulsi Gabbard, Caroline Galacteros, George Galloway, Stephen Gardner, Robert Gates, Briahna Joy Gray, Glenn Greenwald, Maryse Guillemette, Sylvain Guillemette, Gordon M. Hahn, Serge Halimi, Katie Halper, Steve Hanke, Chris Hedges, John Helmer, Seymour Hersh, Jackson Hinkle, Mathew Hoh, Scott Horton, Andy Hudd, Michael Hudson, Kim Iversen, Craig Jardula, Pierre Jasmin, Jim Jatras, Paul Jay, Mike Jones, Caitlin Johnstone, Diana Johnstone, Ivan Katchanovski, Paul Keating, George F. Kennan, Rania Khalek, Clifford Kirakofe, John Kiriakou, Henry Kissinger, George Koo, Dan Kovalik, Dennis Kucinich, Dmitry Kulikov, Peter Kuznick, Annie Lacroix-Riz, Patrick Lancaster, Dimitri Lascaris, Joe Lauria, [Paul Lavoie](#), Patrick Lawrence, Ruben Lawrence, Raymond Legault, Wilmer Leon, Anatol Lieven, Igor Lipatonok, Gonzalo Lira, Joe Lombardo, Lowkey, Michael Löwy, Douglas MacGregor, Tony Magliano, David Mandel, Abby Martin, Andrei Martyanov, Aaron Maté, Jack F. Matlock, Caleb Maupin, Stefania Maurizi, Daniel McAdams, Ray McGovern, John Mearsheimer, Richard Medhurst, Krishen Mehta, Nils Melzer, Alexander Mercouris, Guy Mettan, David Miller, Nikola Mirkovic, Xavier Moreau, Anne Morelli, Federica Morelli, Claude Morin, Edgar Morin, Clayton Morris, Natali Morris, Craig Murray, Ralph Nader, Garland Nixon, Ben Norton, Simona Mangiante Papadopoulos, Anya Parampil, Michael Parenti, Robert Parry, Jacques Pauwels, David Payne, William Perry, Graham Phillips, John Philpot, Robin Philpot, John Pilger, Vladimir Pozner, John Prados, Vijay Prashad, Yacov Rabkin, Ignacio Ramonet, Jean-Robert Raviot, Zain Raza, Tara Read, Hélène Richard, Scott Ritter, Mercédez Roberge, Michel Roche, Jason Ross, Arundhati Roy, Alex Rubenstein, Marie-Noëlle Ryan, Jeffrey Sachs, Richard Sakwa, Sabrina Salvati, Diane Sare, Jacques Sapir, Marie-Élise Sarotte, Samir Saul, Fabien Scheidler, Amit Sengupta, Tony Shaffer, Karen

Sharpe, Mark Sleboda, Edward Snowden, Michael Springmann, Cyril Stein, Jill Stein, Oliver Stone, Jennie Laure Sully, David Swanson, Matt Taibbi, David Teurtrie, Emmanuel Todd, Éric Toussaint, Michael Tracey, Alex Tyrell, Yanis Varoufakis, Sahra Wagenknecht, Mick Wallace, Roger Waters, Tim Weiner, Cornel West, Audrey White, Lawrence Wilkerson, Chris Williamson, Richard D Wolff, Geoff Young, Yuliya Yurchenko et Alfred de Zayas.

Au Québec, il faut rejoindre les rangs du *Collectif Échec à la guerre* ou des *Artistes pour la paix*.